



# CAMEROUN

## CONSULTATIONS DE 2012 AU TITRE DE L'ARTICLE IV

août 2012

Conformément aux dispositions de l'article IV de ses statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Dans le cadre des consultations de 2012 au titre de l'article IV avec le Cameroun, les documents ci-après ont été publiés et sont inclus dans le présent dossier :

- Le rapport des services du FMI sur les consultations de 2012 au titre de l'article IV, rédigé par une équipe des services du FMI, à la suite des entretiens qui ont pris fin le 16 mai 2012 avec les autorités camerounaises sur l'évolution et les politiques économiques du pays. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 27 juin 2012. Les opinions exprimées dans le rapport sont celles de l'équipe du FMI et ne reflètent pas nécessairement celles du Conseil d'administration du FMI.
- Une analyse de viabilité de la dette établie par les services du FMI et de la Banque mondiale.
- Une annexe d'information rédigée par le FMI.
- Une note d'information au public (NIP) résumant les vues sur l'évaluation des services contenue dans le rapport.

La politique de publication concernant les rapports des services du FMI et d'autres documents autorise la suppression d'informations délicates.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services  
700 19<sup>th</sup> Street, N.W. • Washington, D.C. 20431  
Téléphone: (202) 623-7430 • Télécopie: (202) 623-7201  
Adresse électronique: [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) • Internet: <http://www.imf.org>

Prix unitaire : 18 dollars

**Fonds monétaire international  
Washington**



# CAMEROUN

## RAPPORT DES SERVICES DU FMI SUR LES CONSULTATIONS DE 2012 AU TITRE DE L'ARTICLE IV

juin 27, 2012

### THÈMES PRINCIPAUX

**Contexte.** La reprise économique se poursuit après l'impact de la crise mondiale de 2008–09. La croissance a atteint 4,2 % en 2011 sous l'effet du rebondissement de l'économie mondiale, de l'augmentation des investissements publics et des mesures prises pour doper la production agricole. L'inflation a été maîtrisée à moins de 3 %. En dépit de recettes pétrolières exceptionnelles, la situation budgétaire s'est dégradée en 2011, principalement à cause des pressions exercées par les obligations de paiement passées, de dépassements des dépenses courantes et de la hausse du coût des subventions aux combustibles. Le Président a été réélu pour un mandat de sept ans en octobre 2011. Les élections législatives ont été reportées à 2013.

**Perspectives et risques.** D'ici à 2016, la croissance économique devrait progressivement atteindre 5½ %. Cette évolution repose sur la hausse projetée de la production pétrolière, le programme d'investissements publics en cours et les initiatives d'amélioration du climat des affaires. Pour autant, l'encours croissant des arriérés intérieurs, l'effritement des stabilisateurs budgétaires, les passifs conditionnels émanant des banques et des entreprises publiques en difficulté ainsi que la lenteur de l'amélioration de la mobilisation des recettes non pétrolières et de la gestion des dépenses publiques compromettent la viabilité budgétaire à moyen terme. La croissance est menacée si l'environnement extérieur, notamment dans la zone euro, se détériore davantage.

#### **Préserver la stabilité du secteur financier et encourager l'intermédiation**

**financière.** Les vulnérabilités du secteur bancaire qu'ont engendré la résolution tardive des banques en difficulté, les tiraillements financiers dans d'autres banques, les répercussions de l'accumulation des arriérés intérieurs de l'État envers les banques, de même que l'insuffisance des ressources consacrées à la supervision régionale, mettent à mal la stabilité du secteur financier. Il convient de restructurer rapidement les banques financièrement faibles en coopération avec l'organe régional de supervision, le cas échéant, et d'améliorer l'accès au crédit moyennant des mesures en vue d'approfondir l'intermédiation financière.

**Promouvoir une croissance plus élevée et solidaire.** La croissance économique relativement modérée s'est traduite par une croissance quasi-stagnante du revenu par habitant au cours des cinq dernières années, en dépit d'une base de production

diversifiée. Pour lancer l'économie sur une trajectoire de croissance plus élevée et solidaire, il est impératif de remédier aux graves lacunes de l'infrastructure, de promouvoir les secteurs à haut potentiel d'emplois, d'améliorer le climat des affaires, de promouvoir l'accès aux services financiers et de renforcer les institutions publiques.

Approuvé par  
**Anne-Marie Gulde-  
 Wolf et Dhaneshwar  
 Ghura**

Les discussions se sont déroulées à Douala et Yaoundé du 2 au 16 mai 2012. L'équipe était composée de MM. de Zamaróczy (Chef de mission), Nsengiyumva, O'Sullivan (tous du Département Afrique), Versailles (Département des finances publiques), Kpodar (Représentant résident) et Tchakoté (Économiste résident). M. Alle (Bureau de l'administrateur) et des membres des services de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement ont participé aux réunions stratégiques. L'équipe a rencontré M. Yang, Premier Ministre, M. Ngoh Ngoh, Ministre Secrétaire général de la Présidence de la République, M. Ousmane Mey, Ministre des finances, M. Nganou Djoumessi, Ministre de l'économie et de la planification, M. Mani, Directeur national de la BEAC, plusieurs membres du gouvernement, de hauts représentants de l'État, des représentants du milieu des affaires, des syndicats, des organisations de la société civile et des partenaires de développement. Le Cameroun a accepté les réformes relatives aux quotes-parts et à la représentation du FMI.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>GÉNÉRALITÉS</b>	<b>6</b>
<b>RÉCENTE ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE : REPRISE ÉCONOMIQUE MAIS PERSISTANCE DES FAIBLESSES</b>	<b>9</b>
A. Une reprise économique modérée en 2011	9
B. Persistence des insuffisances budgétaires et des faiblesses du secteur financier	11
<b>PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME ET RISQUES</b>	<b>13</b>
<b>DISCUSSIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE : PRÉSERVER LA STABILITÉ MACRO-ÉCONOMIQUE ET PROMOUVOIR UNE CROISSANCE PLUS ÉLEVÉE ET SOLIDAIRE</b>	<b>16</b>
A. Contenir les risques qui pèsent sur le budget de 2012	16
B. Viabilité budgétaire à moyen terme	18
C. Améliorer la gestion des finances publiques	20
D. Préserver la stabilité du système financier et encourager l'intermédiation financière	22
E. Minimiser les obstacles à une croissance plus élevée et solidaire	25
F. Scénario de réformes de la politique macroéconomique	28
<b>ÉVALUATION DES SERVICES DU FMI</b>	<b>30</b>

**TABLEAUX**

1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2010—17	32
2. Opérations de l'administration centrale, 2010–17	33
3. Opération de l'administration centrale, 2010–17	34
4. Balance des paiements, 2010–17	35
5. Situation monétaire, 2010–17	36
6. Arriérés et autres obligations de paiement de l'État, 2011–17	37
7. Opérations de l'administration centrale, 2010–17	38
8. Opération de l'administration centrale, 2010–17	39
9. Scénario de réformes— Principaux indicateurs économiques et financiers, 2010–17	40
10. Scénario de réformes—Opérations de l'administration centrale, 2010–17	41
11. Scénario de réformes—Opérations de l'administration centrale, 2010–17	42
12. Objectifs du millénaire pour le développement, 1990–2010	43

**GRAPHIQUES**

1. Dette publique, 2004-11	7
2. Produit intérieur brut nominal, 2011	7
3. Évolution de la pauvreté, 1996–2007	7
4. Principaux indicateurs économiques, 2007-11	10
5. Indicateurs de l'inflation, 2006–11	11
6. Perspectives à moyen terme, 2012–17	15
7. Arriérés et autres obligations de paiement de l'État, 2008–11	20
8. Indicateurs de l'approfondissement du secteur financier, 2007–11	25

**ENCADRES**

1. Réactions aux avis précédemment émis par le FMI	8
2. Scénario pessimiste	17
3. Initiatives en cours pour améliorer le climat des affaires	27

**APPENDICES**

I. Questions relatives au système bancaire	44
II. Subventions aux carburants	52
III. Investissements publics et viabilité budgétaire	56
IV. Compétitivité extérieure	66
V. Projet de note d'information au public	107

## Principales abréviations

AEN	Avoirs extérieurs nets
AfSS	Afrique subsaharienne
AVD	Analyse de viabilité de la dette
BEAC	Banque des États d'Afrique Centrale
CBF	Cameroon Business Forum
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CGER	Groupe consultatif sur les taux de change
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	Communauté financière de l'Afrique
CNDP	Comité national de la dette publique
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique Centrale
CPIA	Évaluation politique et institutionnelle des pays
DSCE	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi
FOGADAC	Fonds de garantie des dépôts en Afrique centrale
GFP	Gestion des finances publiques
IADM	Initiative d'allégement de la dette multilatérale
IGIP	Indice de la qualité des investissements publics
MSFP 2001	Manuel de statistiques de finances publiques, édition de 2011
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PESF	Programme d'évaluation du secteur financier
PIMI	Indice de gestion des investissements publics
PME	Petites et moyennes entreprises
PNP	Prêt non productif
PPP	Partenariat public-privé
PPTÉ	Pays pauvres très endettés
SNH	Société nationale des hydrocarbures
SONARA	Société nationale de raffinage
TCER	Taux de change effectif réel
TEC	Tarif extérieur commun
TOFE	Tableau des opérations financières de l'État
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

## GÉNÉRALITÉS

**1. Ces dernières années, le Cameroun a préservé la stabilité macroéconomique, mais ses résultats en termes de croissance se sont révélés insuffisants pour améliorer les indicateurs sociaux.** La stabilité macroéconomique a été maintenue et l'allégement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) et de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM) a permis de réduire nettement le fardeau de la dette (graphique 1). Cependant, le revenu par habitant n'a

pratiquement pas bougé au cours des cinq dernières années, en dépit d'une base de production relativement diversifiée (tableau du texte 1 et graphique 2). Les taux de pauvreté restent bloqués à 40 %, avec 87 % des pauvres qui vivent dans les zones rurales (graphique 3).

**2. Les élections récentes et à venir ont une incidence sur l'économie politique.** Le Président a été réélu pour un nouveau mandat de sept ans en octobre 2011. Les élections législatives ont été reportées à 2013.

Tableau du texte 1. Cameroun: Indicateurs économiques et sociaux		
	Cameroun	AfSS
Indicateurs économiques ( moyenne 2007-11)		
PIB réel par habitant (dollar EU, prix de 2000)	680.8	680.1
Croissance du PIB réel (%)	3.0	5.2
Croissance du PIB réel hors pétrole (%)	3.7	6.0
Croissance du PIB réel par habitant	0.3	2.9
Total investissements (% du PIB)	16.7	22.3
Indicateurs sociaux, 2010		
Ratio emploi à la population, + de 15 ans, total (%)	62.0	65.0
Taux d'achèv. enseignement primaire, total (% groupe d'âge pertinent)	79.0	67.0
Ratio filles/garçons des inscriptions dans le primaire	86.0	92.0
Ratio filles/garçons des inscriptions dans le secondaire	83.0	79.0
Immunisation, rougeole (% d'enfants de 12-23 mois)	79.0	75.0
Taux de mortalité, moins de cinq ans (pour 1000)	136.0	121.0
Prévalence du VIH, total (% la population 15-49 ans)	5.3	5.5
Source d'eau améliorée (% la population avec accès)	74.0	60.0
Sources: FMI, Département Afrique et base de données des Perspectives de l'économie mondiale, 2012 et Banque mondiale, base de données des Indicateurs sur le développement dans le monde, 2011.		

**3. Dans l'ensemble, les données fournies sont adéquates aux fins de la surveillance, mais il existe d'importantes lacunes.** Les opérations financières de l'État sur une base engagements ne sont pas disponibles. Il conviendrait d'améliorer la qualité et la ponctualité des statistiques de la

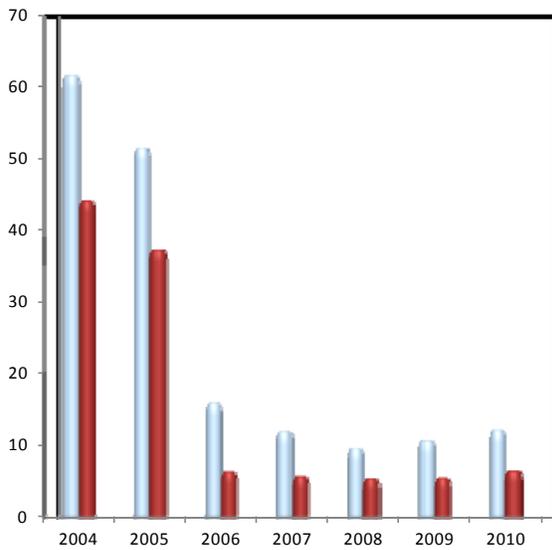
balance des paiements. La disponibilité des données monétaires accuse de longs retards. Les autorités reconnaissent qu'il est indispensable d'améliorer le recueil et la diffusion des données et mettent en œuvre, avec une assistance technique extérieure, une

stratégie destinée à optimiser les statistiques de la comptabilité nationale.

souffert des problèmes d'arriérés intérieurs et du coût élevé des subventions aux combustibles. Des efforts ont néanmoins été déployés pour améliorer le climat des affaires et développer un marché des titres d'État.

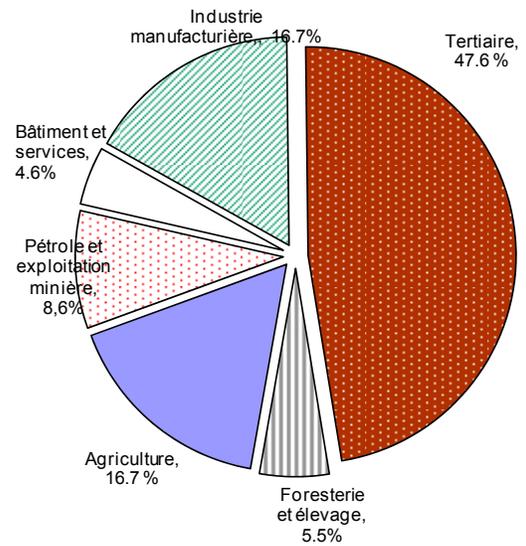
**4. Les réactions aux avis précédemment émis par FMI ont été mitigées** (Encadré 1). La politique budgétaire a

**Graphique 1. Cameroun: Dette publique, 2004-11 (% du PIB)**



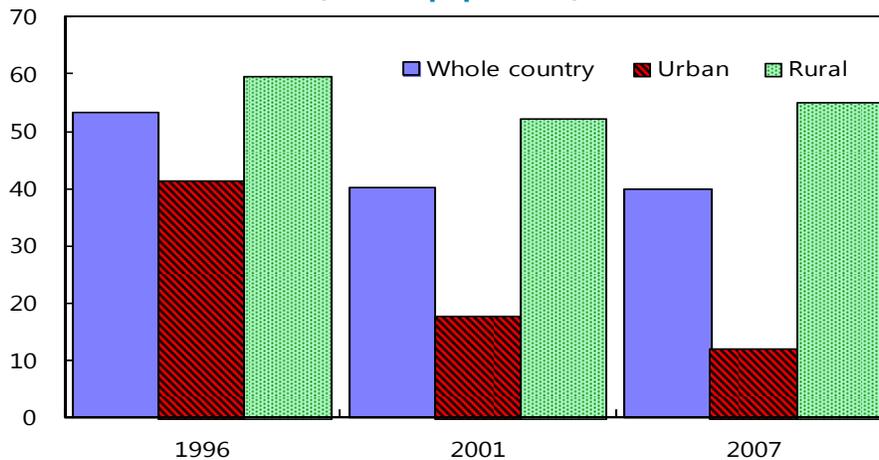
Source: Autorités camerounaises.

**Graphique 2. Cameroun: Produit intérieur brut nominal, 2011 (% du total)**



Source: Base de données du Département Afrique du FMI.

**Graphique 3. Cameroun: Évolution de la pauvreté, 1996-2007 (% de la population)**



Source: Institut national de la statistique, Cameroun, enquête nationale sur la pauvreté, décembre 2008.

<b>Encadré 1. Cameroun : Réactions aux avis passés du FMI</b>		
Domaine de politique économique	Avis du FMI	Réaction
Politique budgétaire et gestion des finances publiques	Remédier aux risques pour le budget de 2011 moyennant une gestion serrée de la trésorerie, une réduction des subventions aux combustibles et une nouvelle hiérarchisation des dépenses.	La gestion de la trésorerie a souffert des obligations passées de paiement, des dépassements de dépenses courantes et de retards dans l'émission obligatoire prévue. Les subventions aux combustibles n'ont pas été réduites et les dépenses n'ont pas fait l'objet d'une nouvelle hiérarchisation significative.
	Améliorer les recettes non pétrolières en élargissant l'assiette fiscale, en simplifiant les exonérations et en accroissant l'efficacité de l'administration fiscale et douanière.	Les recettes non pétrolières ont été inférieures aux attentes, principalement à cause d'un recouvrement de la TVA inférieur au montant budgétisé. Des mesures en vue d'accroître l'efficacité de l'administration fiscale et douanière sont en cours de mise en œuvre.
	Mettre en œuvre les mesures prévues pour empêcher de nouveaux arriérés.	Les problèmes d'arriérés intérieurs se poursuivent avec l'accumulation d'obligations de paiement et d'arriérés non réglés envers la raffinerie nationale de pétrole.
	Reconstituer les stabilisateurs budgétaires, renforcer le processus d'exécution budgétaire et accélérer les efforts en vue de rationaliser le cadre de dépenses à moyen terme.	Les dépôts utilisables ont été pratiquement épuisés; les progrès de renforcement de l'exécution du budget ont été limités et un cadre de dépenses à moyen terme opérationnel n'est pas encore en place.
Secteur financier	Travailler en collaboration étroite avec les institutions régionales pour développer un marché de titres publics.	Le Cameroun a été le premier à émettre des bons du Trésor sur le marché régional.
	En collaboration avec le superviseur bancaire régional, surveiller les vulnérabilités moyennant l'analyse régulière de la solidité du secteur bancaire, lancer le plan de restructuration bancaire et promouvoir la réforme du cadre de résolution bancaire.	Peu de progrès ont été accomplis pour régler la question des banques en difficulté, ce qui reflète en partie un manque de coopération entre les autorités nationales et régionales. Des analyses régulières de la solidité du secteur bancaire sont réalisées, mais la supervision bancaire continue d'être entravée par l'insuffisance des ressources au niveau régional ; un nouveau cadre de résolution des crises n'est pas encore en place.
Réformes structurelles	Comblent le grave déficit d'infrastructure et améliorer le climat des affaires et la compétitivité en accroissant le taux d'exécution des projets d'investissements publics, en approfondissant le dialogue avec le secteur privé et en améliorant les institutions publiques et la gouvernance.	Les dépenses d'investissements publics ont atteint le niveau budgétisé. Des efforts en vue d'améliorer le climat des affaires ont été entrepris moyennant l'intensification du dialogue avec le secteur privé et la mise en œuvre du plan d'action convenu. Les progrès en vue d'améliorer les institutions et la gouvernance ont été modérés.

# RÉCENTE ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE: REPRISE ÉCONOMIQUE, MAIS PERSISTANCE DES FAIBLESSES

## A. Une reprise économique modérée en 2011

**5. La reprise de l'économie se poursuit après la crise mondiale et l'inflation reste contenue** (Tableaux 1–6 et graphique 4). Le rebondissement économique observé en 2010 s'est confirmé en 2011, la croissance atteignant 4,2 % (au lieu de 2,9 % en 2010) malgré une baisse continue de la production pétrolière (Tableau du texte 2). Ce fléchissement est imputable à l'épuisement des réserves, au vieillissement de l'équipement et à l'ajournement de certains investissements après la crise financière mondiale de 2008–09. L'inflation moyenne a grimpé à 2,9 % en 2011 (au lieu de 1,3 % l'année précédente) ce qui reflète principalement une hausse des prix des produits alimentaires (graphique 5). Toutefois, le gel des prix de détail des produits pétroliers et les importations subventionnées de produits alimentaires ont permis de maintenir l'inflation à un niveau modéré.<sup>1</sup>

	2007	2008	2009	2010	2011
Secteur primaire	1.2	1.1	0.6	1.2	0.9
Secteur secondaire, pétrole excl.	0.1	0.4	0.1	0.9	0.8
Secteur pétrolier	-0.3	-0.4	-0.8	-0.6	-0.3
Secteur tertiaire	2.4	1.4	2.0	1.4	2.8
<b>Croissance du PIB réel</b>	<b>3.4</b>	<b>2.6</b>	<b>2.0</b>	<b>2.9</b>	<b>4.2</b>

Source: Autorités camerounaises.

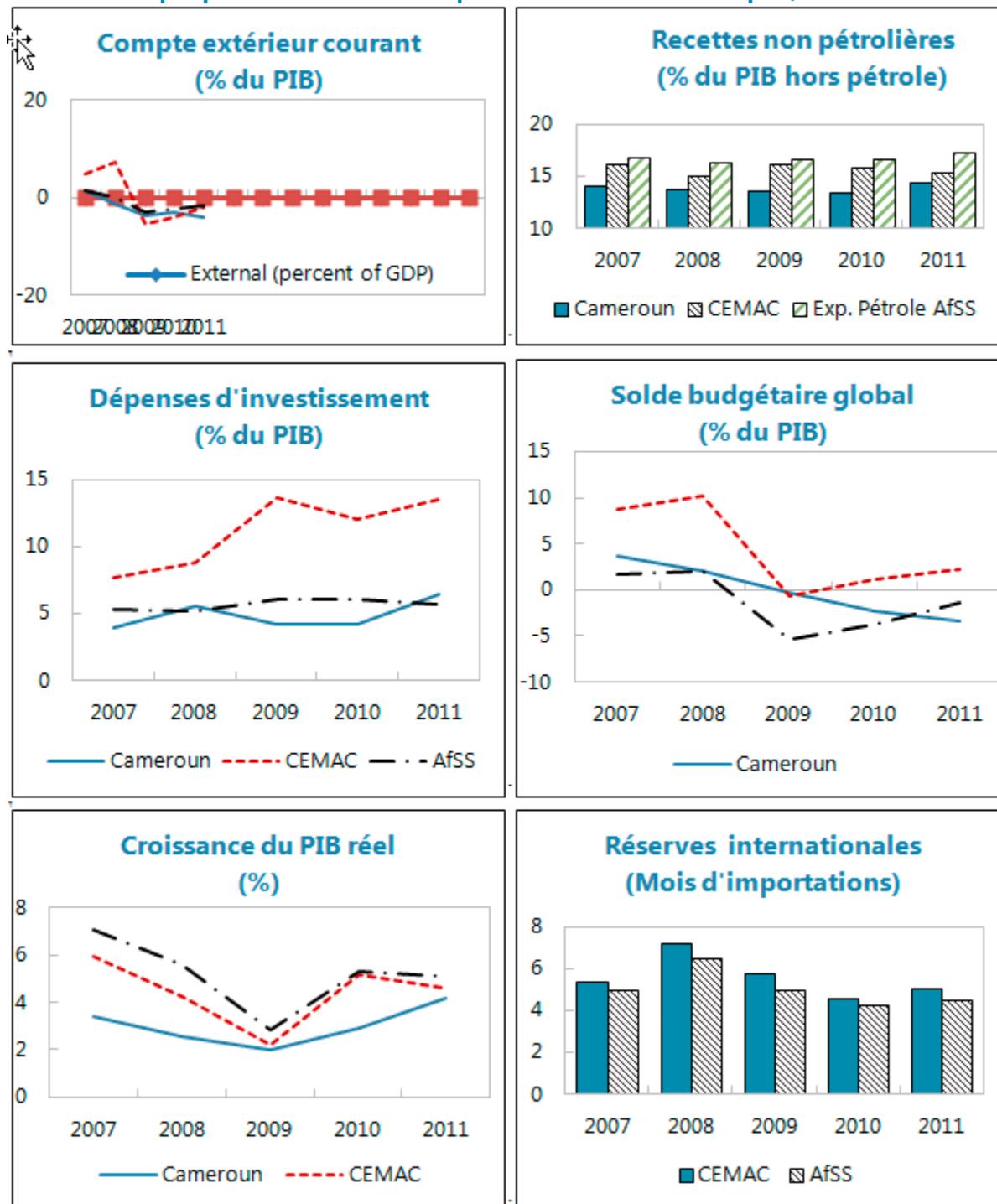
**6. Les soldes extérieurs ont bénéficié de l'évolution positive des prix des produits**

<sup>1</sup> Les tarifs réglementés de l'électricité ont été relevés en juin 2012.

**de base.** Le regain des prix internationaux du pétrole a plus que compensé la baisse du volume des exportations pétrolières, ce qui a débouché sur une augmentation de la valeur de ces exportations. Les exportations non pétrolières ont tiré parti de la hausse des prix internationaux des produits de base. Le volume des importations a progressé de près de 16 % grâce à une demande intérieure accrue et à des importations de biens d'équipement pour de grands projets publics d'infrastructure.

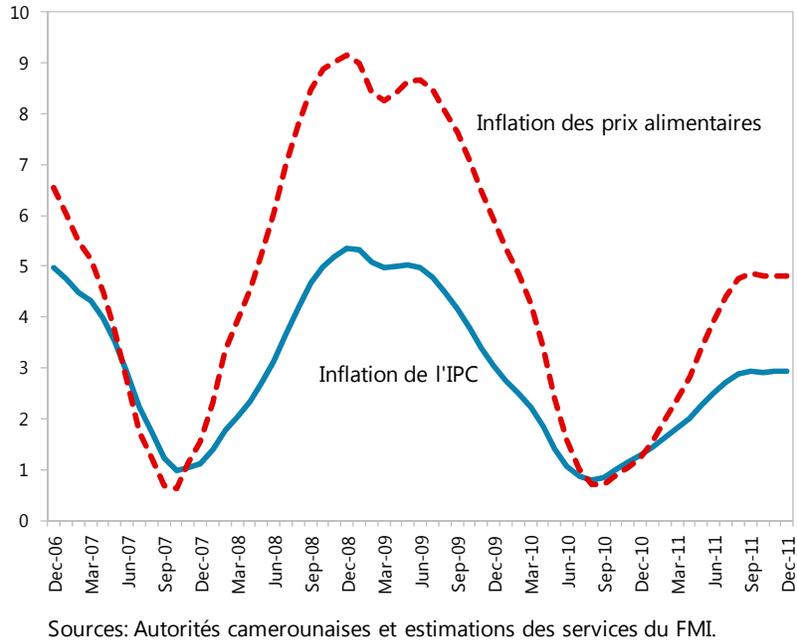
**7.** La croissance modérée de la masse monétaire en 2011 a coïncidé avec une forte expansion du crédit bancaire au secteur privé et avec une chute des avoirs extérieurs nets. La monnaie au sens large et le crédit au secteur privé ont progressé de 11 % et de 28 %, respectivement, alors que les avoirs extérieurs nets ont chuté de 12 % à cause d'une montée soudaine des importations. Le crédit au secteur privé s'est développé sous l'effet d'une envolée des emprunts bancaires par les sociétés intervenant dans des projets d'investissements publics et par la raffinerie nationale de pétrole en vue de compenser les retards de paiement des subventions aux combustibles par l'État. Malgré la baisse des avoirs extérieurs nets imputés au Cameroun, les réserves officielles de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), qui s'établissent à environ cinq mois d'importations, soit près de 100 % de la monnaie au sens large, dépassent les repères standards avec une marge confortable.

**Graphique 4. Cameroun: Principaux indicateurs économiques, 2007-11**



Sources: Base de données du Département Afrique du FMI et estimations des services FMI.

**Graphique 5. Cameroun: Indicateurs de l'inflation, 2006–11  
(Variation annuelle moyenne en pourcentage)**



## B. Persistance des insuffisances budgétaires et des faiblesses du secteur financier

**8. La situation budgétaire de l'État est restée difficile en 2011.** La performance des recettes non pétrolières s'est caractérisée par une baisse des recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) par rapport au montant budgétisé, essentiellement parce que les sociétés paraétatiques n'ont pas été à même de satisfaire leurs obligations de TVA. Ce déficit de recettes non pétrolières a été compensé par des recettes pétrolières exceptionnelles du fait de l'envolée des prix internationaux du pétrole (Tableau du texte 3). Du côté des dépenses, l'exécution du budget a pâti de la nécessité de régler d'anciens ordres de paiement, des pressions exercées par les

subventions aux combustibles et des dépassements d'autres transferts courants. C'est pourquoi le déficit primaire hors pétrole, sur une base caisse, s'est dégradé de 5,7 % à 8,5 % du PIB non pétrolier et le déficit budgétaire global était supérieur de 0,8 point de pourcentage du PIB aux prévisions du budget. Ce déficit additionnel, de même que le report de l'émission obligataire prévue (150 milliards de FCFA, soit 1,3 % du PIB) ont été compensés par un tirage sur les dépôts de l'État à la banque centrale régionale (BEAC), y compris sur ceux qui étaient détenus par des institutions publiques.

	2008	2009	2010	2011	
				Budget	Est.
	(Pourcentage du PIB)				
Total recettes, dons inclus	20.8	18.4	17.5	17.5	18.9
Dont:					
Recettes pétrolières	7.6	4.8	4.5	3.5	5.4
Recettes non pétrolières	12.3	12.7	12.4	13.2	13.0
Total dépenses	18.6	18.4	18.6	18.8	21.7
Courantes	13.1	14.2	14.5	13.1	15.4
D'investissement	5.5	4.2	4.1	5.7	6.4
Financées sur l'extérieur	0.9	0.7	0.9	1.7	1.4
Financées sur ressources propr	3.9	3.4	2.8	4.0	4.7
Paiement des arriérés intérieurs	0.4	0.2	1.1	1.3	0.5
Solde budgétaire global, dons incl.	2.0	-0.2	-2.3	-2.6	-3.4
	(Pourcentage du PIB hors pétrole)				
<i>Pour mémoire :</i> Recettes non pétrolières	13.7	13.5	13.3	14.3	14.2
Déficit primaire hors pétrole	-5.5	-4.9	-5.7	-4.7	-8.5

Sources: Autorités camerounaises et estimations des services du FMI.

### 9. L'exécution du budget a été entravée par certains des mêmes problèmes que les années précédentes.

Malgré les efforts visant à régler les obligations de paiement passées à la raffinerie nationale de pétrole (SONARA), de nouveaux arriérés se sont accumulés. L'État a apuré certaines de ses obligations envers la SONARA moyennant des paiements en liquide, une annulation d'impôts et une titrisation, mais à la fin de 2011, il est encore redevable à la SONARA de 163 milliards de FCFA (1,4 % du PIB), ce qui a fait monter l'encours des arriérés de l'État. Ce dernier a apuré un montant important des impayés des années précédentes (295 milliards de FCFA, soit 2,5 % du PIB), mais il en a aussi accumulé de nouveaux (110 milliards de FCFA). Ces efforts de régularisation se sont toutefois soldés par une érosion des stabilisateurs budgétaires et des problèmes potentiels de liquidités pour les institutions publiques dont

les dépôts obligatoires ont été virtuellement réduits à néant.

### 10. Les conditions du système bancaire restent préoccupantes

(Appendice I). Celles-ci sont imputables (i) aux difficultés financières de quatre (éventuellement cinq) banques commerciales sur 13 —les 5 banques représentent 26 % du total des actifs bancaires; (ii) à la concentration excessive du crédit bancaire à la SONARA; (iii) à l'insuffisance des ressources consacrées à l'agence de supervision régionale (COBAC) et (iv) aux lacunes du cadre actuel de traitement des banques en difficulté. Les indicateurs de solidité du secteur financier se sont dégradés en 2011 et les prêts non productifs ont progressé d'environ 17 %. En même temps, le nombre des banques qui ne respectent pas les principaux ratios prudentiels continue d'augmenter.

**11. Le Cameroun a respecté les quatre critères de convergences régionaux en 2011.** Ces critères exigent que le solde budgétaire de base reste non négatif, que l'inflation des prix à la consommation ne dépasse pas 3 %, que le niveau d'endettement

public soit inférieur à 70 % du PIB et que l'État n'accumule aucun arriéré. Le quatrième critère ne porte que sur les arriérés audités et n'englobe pas toutes les obligations de paiement de l'État.

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME ET RISQUES

**12. Dans le cadre des politiques actuelles, la croissance économique devrait progresser modérément** (graphique 6). D'après les projections des services du FMI, le PIB réel devrait graduellement passer de 4,2 % en 2011 à 5½ % en 2016. Les autorités sont légèrement plus optimistes s'agissant des perspectives de croissance, car elles espèrent une exécution plus rapide de grands projets d'infrastructure.

- La croissance non pétrolière devrait être étayée par les efforts actuels en vue de doper la productivité et la compétitivité agricoles, par des projets d'investissements publics majeurs et par des mesures destinées à améliorer le climat des affaires.
- Le secteur pétrolier devrait doper la croissance du PIB réel en 2012–17 et les projections de la Société nationale des hydrocarbures (SNH) indiquent une augmentation considérable de la production. Cette augmentation reflète la réalisation des investissements à la suite d'efforts exploration couronnés de succès.

**13. L'inflation devrait rester inférieure au critère de convergence régional, c'est à dire en dessous de 3 %.** Les initiatives pour doper la production agricole, subventionner les importations de produits alimentaires, constituer et maintenir les stocks et améliorer

la fourniture d'informations sur les conditions du marché alimentaire contribueront vraisemblablement à modérer l'impact d'une éventuelle hausse des prix alimentaires mondiaux.

**14. D'après les projections, le déficit du compte extérieur courant devrait rester soutenable.** Il devrait baisser de 4,7 % du PIB en 2012 à environ 3,5 % en 2017. La progression régulière des exportations non pétrolières conjuguée à une reprise soutenue des exportations de pétrole devrait largement compenser la hausse projetée des importations. Le déficit du compte courant devrait être financé principalement par de nouveaux emprunts publics et par des entrées de capitaux privés.

**15. À moyen terme, les perspectives budgétaires sont fondées sur les efforts déployés actuellement pour améliorer la mobilisation des recettes et remédier aux lacunes de l'infrastructure.** Un renforcement progressif de la mobilisation des recettes non pétrolières devrait améliorer le ratio des recettes non pétrolières au PIB non pétrolier d'environ ½ point de pourcentage de 2011 à 2017. Pour remédier aux insuffisances d'infrastructure, les efforts devront s'accompagner d'un niveau élevé de dépenses publiques d'investissement (6½–7 % du PIB).

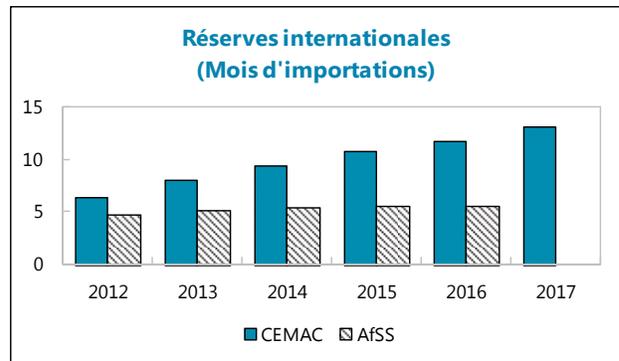
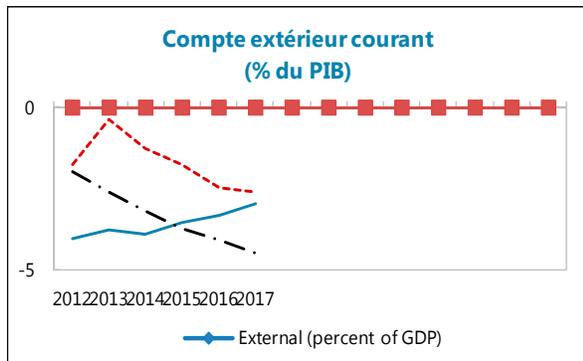
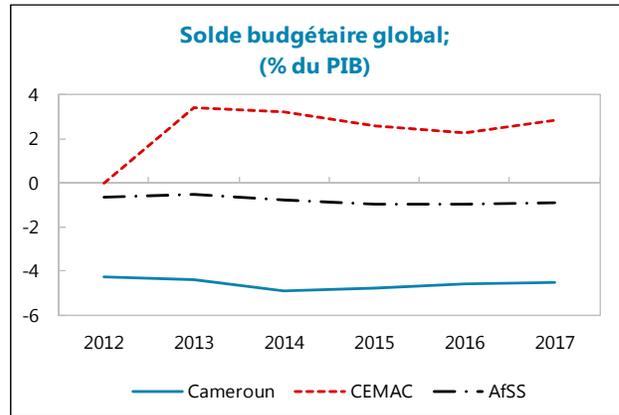
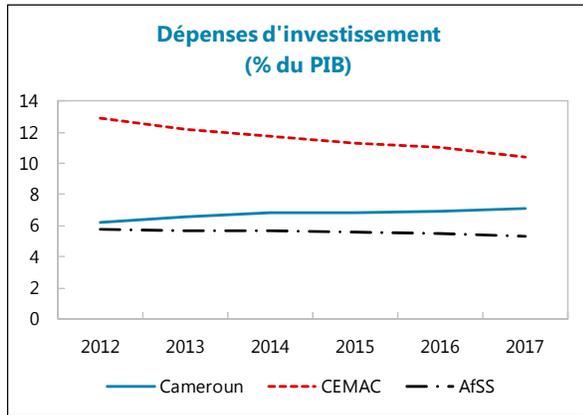
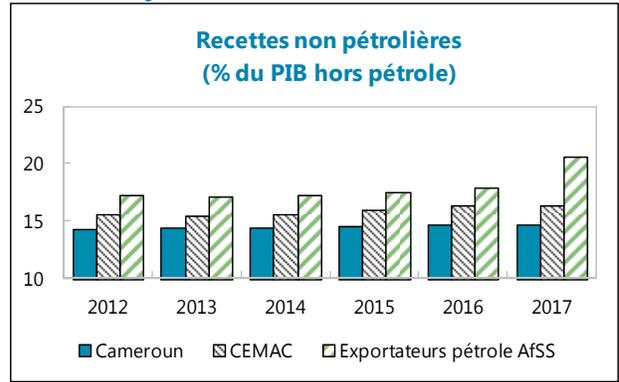
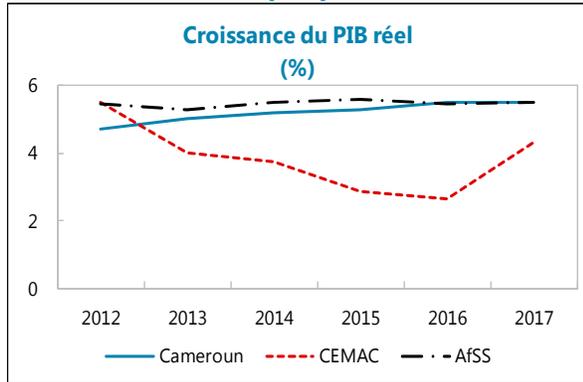
**16. Les risques pour les perspectives à moyen terme incluent :** (i) un ralentissement des conditions extérieures, notamment dans la zone euro, qui est encore le principal partenaire commercial du Cameroun ; (ii) des conséquences négatives si l'État continue à accumuler des arriérés et (iii) un secteur bancaire vulnérable qui pourrait donner lieu à des passifs budgétaires et avoir des effets sur le secteur réel.

**17. Le risque de surendettement reste faible, mais les engagements d'emprunts extérieurs ont continué à progresser rapidement en 2011.** L'analyse de la viabilité de la dette (AVD, voir document d'accompagnement) indique que les ratios de la dette extérieure resteraient inférieurs à leurs seuils respectifs qui dépendent de la politique, même dans des conditions de stress. Pour autant, des signes de vulnérabilité apparaissent à cause de l'augmentation des emprunts intérieurs et de l'accumulation des arriérés intérieurs qui portent les indicateurs du total de la dette publique à des niveaux nettement plus élevés que dans l'AVD de 2011. Les passifs quasi-budgétaires des entreprises d'État et des banques en difficulté, s'ils se concrétisent, pourraient déboucher sur une nouvelle détérioration des indicateurs de la dette. Qui plus est, une grande partie des nouveaux emprunts extérieurs des deux dernières années ont été contractés à des conditions non concessionnelles. Si cette

tendance devait se confirmer, elle pourrait compromettre la future viabilité de la dette. En outre, l'incorporation des arriérés dans l'AVD a eu un impact négatif marqué sur le profil de la dette intérieure et s'est traduit par une nette hausse du ratio de la dette globale au PIB, de 13,7 % en 2011 à 31,8 % en 2017.

**18. Les services du FMI et les autorités ont discuté de la manière dont le Cameroun serait touché par un ralentissement sérieux et prolongé de la zone euro.** Le Cameroun conservant une exposition aux exportations non pétrolières de plus de 60 % par rapport à la zone euro, les services du FMI ont préparé un scénario à la baisse qui montre qu'un ralentissement de la zone euro aurait des retombées négatives sur l'activité économique du Cameroun, ses finances publiques et les investissements intérieurs bruts (Encadré 2). En cas de retombées importantes et graves, le rapport des consultations de 2012 avec la CEMAC préconise un relâchement monétaire temporaire pour la région. Une intensification des relations d'échange et d'investissements avec les marchés émergents pourrait aussi aider à atténuer ces derniers risques. Les services du FMI sont d'accord avec les autorités que le niveau actuellement faible d'intégration du secteur financier du Cameroun dans les marchés financiers internationaux limite son exposition aux troubles financiers mondiaux.

**Graphique 6. Cameroun : Perspectives à moyen terme, 2012-17**



Sources: Base de données du Département Afrique du FMI et projections des services du FMI.

## DISCUSSIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE : PRÉSERVER LA STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE ET PROMOUVOIR UNE CROISSANCE PLUS ÉLEVÉE ET SOLIDAIRE

*Les autorités ont reconnu que les pressions s'exerçant sur le budget de 2012, l'érosion des stabilisateurs budgétaires, les faiblesses persistantes de la gestion des finances publiques (GFP) et du secteur financier ont aggravé les risques pour la stabilité macroéconomique. Par conséquent les discussions de politique économique ont été axées sur les points suivants : (i) contenir les risques qui pèsent sur le budget de 2012 et veiller à la viabilité budgétaire à moyen terme ; (ii) améliorer la GFP; (iii) préserver la stabilité financière ; (iv) encourager le développement du secteur privé et (v) promouvoir une croissance plus élevée et plus solidaire, tout en maintenant la viabilité de la dette. Cependant, dans l'attente des prochaines élections parlementaires, les autorités n'ont de manière générale pas été à même de discuter de mesures correctrices spécifiques.*

### A. Contenir les risques qui pèsent sur le budget de 2012

#### 19. Le budget de 2012 repose sur des politiques de recettes inchangées, mais il anticipe davantage de dépenses

**d'investissement.** Le budget prévoit un renforcement des réformes en cours de l'administration fiscale et douanière, en projetant que les recettes non pétrolières restent proches de 13 % du PIB. Le budget projette que les dépenses courantes s'établiront à environ 0,7 point de pourcentage du PIB de moins que dans le budget de 2011 et que les dépenses d'investissement seront plus élevées de 0,5 point de pourcentage du PIB. Le budget prévoit un déficit budgétaire global, sur une base caisse, de 2,5 % du PIB. Ce déficit devrait être financé en grande partie par l'émission de titres sur le marché régional (250 milliards de FCFA, soit 2 % du PIB).

#### 20. Bien que le budget de 2012 soit susceptible de tirer parti des recettes

#### pétrolières exceptionnelles, de multiples facteurs exercent des pressions.

D'après les projections, la production de pétrole brut et les prix internationaux devraient être plus élevés que prévu dans le budget et donc se traduire par des recettes pétrolières accrues (1 point de pourcentage du PIB). Toutefois, des pressions s'exercent sur le budget :

- Des subventions aux combustibles supérieures aux montants budgétisés. Au prix actuel du marché mondial, il faudrait environ 400 milliards de FCFA (3 % du PIB) pour maintenir en place la politique actuelle de prix au détail du combustible, soit 230 milliards de FCFA de plus que le montant budgétisé (Appendice II).

### Encadré 2. Cameroun: Scénario pessimiste

Ce scénario pessimiste inclut une dépréciation additionnelle de 5 % du taux de change euro/dollar EU et une baisse de 5 % du prix international du pétrole en 2013, par rapport au scénario de ralentissement des *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2012. Pour les variables spécifiques qui ont un effet sur l'économie camerounaise, on suppose les détériorations suivantes pour 2012 et 2013, par rapport au scénario de référence des *Perspectives* d'avril 2012.

- Les taux de croissance du PIB chez les partenaires commerciaux du Cameroun sont inférieurs de 0,5 et de 1 point de pourcentage en 2012 et 2013, respectivement;
- Les prix du pétrole par baril sont inférieurs de 10 dollars EU en 2012 et en 2013;
- Les prix à l'exportation hors pétrole sont inférieurs de 5 % en 2012 et de 10 % en 2013 et
- Le taux de change nominal du franc CFA par rapport au dollar EU est supérieur de 5 % (dépréciation) en 2012 et de 10 % en 2013.

Ces hypothèses, comparées à celles du scénario de référence du présent rapport, débouchent sur les projections présentées ci-après.

Impact d'un scénario baissier de la zone euro, 2011-13					
(Unités indiquées)					
	2011	2012	2013	2012	2013
		Référence		Scénario baissier	
<b>Croissance économique et prix</b>					
PIB réel <sup>1</sup>	4.2	4.7	5.0	4.2	4.0
PIB non réel <sup>1</sup>	4.7	4.3	4.9	3.8	3.9
Prix à la consom.( moyenne période) <sup>1</sup>	2.9	3.0	3.0	3.3	3.3
Prix du pétrole à l'exportation (\$EU/baril)	111.6	102.7	101.0	92.7	91.0
Production pétrolière (milliers de barils/jour)	59.2	68.8	73.7	68.8	73.7
<b>Investissements intérieurs bruts (% PIB)<sup>2</sup></b>	18.9	18.9	19.4	18.1	17.8
<b>Agrégés budgétaires</b>					
Total recettes,dons exclus <sup>2</sup>	18.4	18.4	18.2	17.6	17.1
<i>Dont:</i> pétrole <sup>4</sup>	5.4	5.5	5.1	4.3	5.3
hors pétrole <sup>3</sup>	14.2	14.3	14.4	13.8	13.4
Total dépenses <sup>4</sup>	21.7	22.0	22.3	21.8	21.9
<i>Dont:</i> dépenses d'investissement	6.4	6.2	6.6	6.0	6.1
Solde budgétaire global, dons inclus <sup>2</sup>	-3.4	-3.9	-3.8	-4.5	-4.5
<b>Secteur extérieur</b>					
Volume des exportations non pétrolières <sup>1</sup>	9.4	7.0	7.4	6.5	6.4
Volume des importations <sup>1</sup>	15.6	7.9	7.8	6.6	5.5
Compte courant, dons inclus <sup>4</sup>	-4.1	-4.7	-4.2	-4.6	-4.2
Termes de l'échange <sup>1</sup>	2.4	-6.8	2.2	-8.7	1.5
Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services FMI.					
<sup>1</sup> Variation en pourcentage.					
<sup>2</sup> Pourcentage du PIB, sauf indication contraire.					
<sup>3</sup> Pourcentage du PIB non pétrolier.					

- Les incertitudes qui entourent la capacité du marché régional à absorber l'émission de titres prévus. Cette capacité d'absorption est limitée par les normes prudentielles de concentration des risques et de liquidité.
- Les passifs conditionnels de la restructuration des banques et des sociétés publiques en difficulté financière qui exigeraient des dépenses supérieures aux provisions budgétaires.
- Les ressources requises pour apurer les impayés. Le budget n'inclut pas de provisions pour leur règlement, qui pourrait nécessiter des ressources additionnelles à hauteur de 130 milliards de FCFA (1 % du PIB).

**21. Si l'on tient compte de ces facteurs dans les projections budgétaires, on aboutit à un déficit de financement allant jusqu'à 1,6 % du PIB.** Pour éviter que ce déficit ne se traduise par une nouvelle accumulation d'arriérés intérieurs, les services FMI ont recommandé aux autorités (i) d'accélérer la mise en œuvre des réformes administratives pour améliorer le recouvrement des recettes

## B. Viabilité budgétaire à moyen terme

**23. L'accumulation des arriérés qui se poursuit menace la viabilité budgétaire à moyen terme.** À la fin de 2011, les arriérés et les impayés passés ont atteint 4,5 % du PIB (graphique 7). Les projections de référence à moyen terme tablent sur une légère amélioration de la mobilisation des recettes, la poursuite du gel des prix de détail des combustibles et sur la réalisation de l'ambitieux programme d'investissement public de l'État. C'est pourquoi, les prévisions du déficit primaire hors pétrole se situent

non pétrolières ; (ii) de mettre en œuvre un plan strict de flux de trésorerie et de réduire les dépenses non prioritaires et (iii) de sélectionner soigneusement le lancement de nouveaux projets publics et d'obtenir dans la mesure du possible un financement concessionnel.

### **Point de vue des autorités**

**22. Les autorités considèrent que les risques pour le budget de cette année sont moins sérieux.** Elles reconnaissent qu'il est probable que les subventions aux combustibles dépasseront l'allocation budgétaire, mais avancent que diverses options sont à l'étude pour les réduire. Elles restent confiantes que (i) le système bancaire est capable d'absorber complètement l'émission prévue de titres ; (ii) les négociations en cours avec des investisseurs de bonne réputation et les efforts de recouvrement des actifs contribueront à minimiser les passifs conditionnels des banques en difficulté et que (iii) l'amélioration de la gestion des flux de trésorerie et la possibilité de l'émission de bons du Trésor ont minimisé les pressions exercées par les impayés.

dans une fourchette de 8,5 à 9 % du PIB non pétrolier, alors que les déficits de financement se maintiennent aux environs de 3 % du PIB. Les déficits de financement projetés causeraient une nouvelle accumulation des arriérés intérieurs dans les années futures, allant jusqu'à 16 % du PIB d'ici à 2017 (Tableau 6).

**24. Les services du FMI ont préconisé un ajustement progressif des prix à la pompe aux prix internationaux,**

**accompagné de programmes sociaux**

**ciblés.** Tout en reconnaissant qu'il est difficile politiquement de relever les prix à la pompe, les services du FMI ont souligné que les prix mondiaux du pétrole devant, d'après les projections, se maintenir à des niveaux élevés à moyen terme, entraîneraient des subventions importantes aux combustibles — en moyenne 12 % des dépenses annuelles totales. Les services du FMI ont recommandé une intensification de la campagne d'information du public afin d'expliquer le coût de la politique actuelle en termes de dépenses sociales et d'infrastructures auxquelles il faudra renoncer. En même temps, ils ont recommandé l'adoption d'un plan destiné à éliminer progressivement les subventions aux combustibles moyennant des ajustements graduels des prix à la pompe aux prix internationaux du pétrole. Le plan pourrait prévoir un léger ajustement sur le pétrole lampant, utilisé principalement par les couches les plus vulnérables de la population, ainsi qu'un filet de sécurité sociale ciblé pour alléger l'impact qu'elles subissent suite aux ajustements de prix.

**25. Les services du FMI ont recommandé les mesures qui suivent pour garantir la viabilité budgétaire à moyen terme :**

- Accélérer la mise en œuvre des réformes administratives en cours afin d'élargir l'assiette fiscale, notamment en (i) rationalisant les exonérations fiscales et les dispositifs d'incitation fiscale ; (ii) achevant la réforme du numéro d'identification unique des contribuables ; (iii) renforçant les centres des impôts pour les moyennes entreprises et les centres pour les petits contribuables et (iv) en

simplifiant les procédures fiscales et douanières.

- Adopter une trajectoire plus serrée pour le déficit primaire hors pétrole, en tenant compte des besoins d'investissements publics pour l'infrastructure, favorisant ainsi une situation budgétaire plus soutenable à moyen et long terme. Le scénario de réformes abordé avec les autorités (Section F) débouche alors sur un déficit primaire hors pétrole inférieur à celui de scénario de référence.
- Accroître les stabilisateurs budgétaires afin de créer une marge de sécurité pour atténuer les chocs exogènes.
- Éviter une réapparition de la vulnérabilité de la dette en contractant la nouvelle dette extérieure à des conditions concessionnelles, dans la mesure du possible.
- Renforcer la gestion de la dette publique en (i) améliorant les capacités du comité national de la dette publique ; (ii) suivant les passifs conditionnels des entreprises publiques et en (iii) réalisant des audits périodiques des arriérés intérieurs.

***Point de vue des autorités***

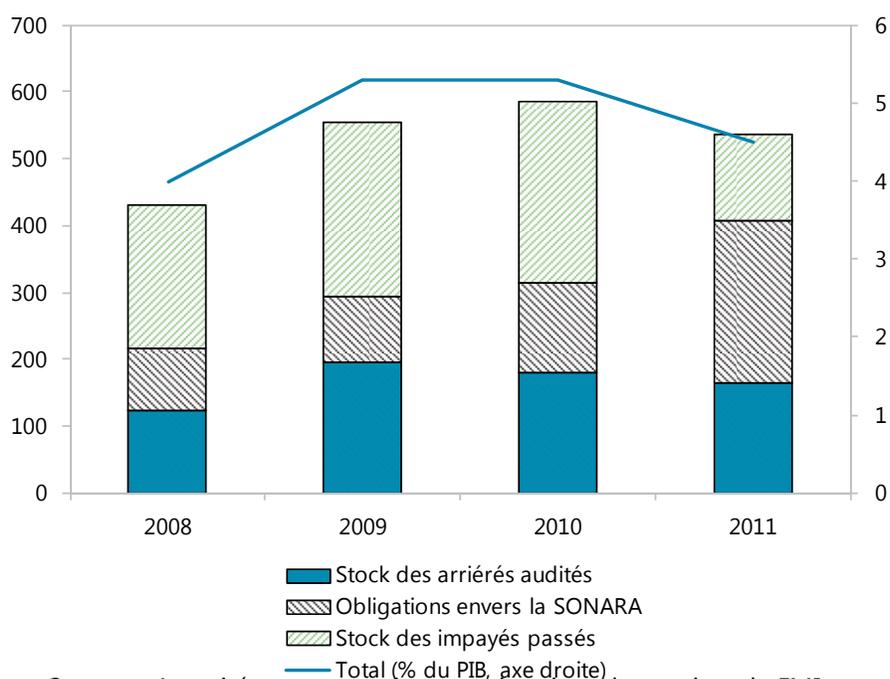
**26. Les autorités sont d'accord avec les services du FMI sur la nécessité d'assurer la viabilité budgétaire à moyen terme.**

Elles soulignent que les efforts en cours pour améliorer la mobilisation des recettes non pétrolières et renforcer la gestion de la dette se poursuivront et que des mesures supplémentaires seront incluses dans les futurs budgets. Pour autant, les autorités n'estiment pas qu'il soit urgent d'adopter une règle plus serrée pour le déficit primaire hors

pétrole, compte tenu des lacunes importantes de l'infrastructure publique et des besoins de base des services publics. Elles conviennent qu'il est important de reconstituer graduellement les stabilisateurs budgétaires

et reconnaissent qu'une augmentation progressive des prix à la pompe est une option souhaitable à moyen terme, mais elles ont avancé que cette option n'était pas compatible à court terme avec la paix sociale.

**Graphique 7. Cameroun: Arriérés et autres obligations de paiement de l'État, 2008–11**  
(milliards de FCFA, sauf indication contraire)



### C. Améliorer la gestion des finances publiques

**27. Les services du FMI ont encouragé les autorités à renforcer la GFP et à améliorer l'efficacité des dépenses.** Les autorités travaillent à la mise en œuvre des budgets de programmes dans le cadre du budget de 2013. À moyen terme, leurs réformes seront guidées par les six directives de GFP adoptées par la CEMAC en décembre 2011. Ces réformes porteront sur les objectifs de viabilité du budget à moyen terme;

l'alignement sur les normes de l'édition de décembre 2001 du Manuel de statistiques des finances publiques (MSFP) (Tableaux 7 et 8) et sur le renforcement des contrôles extérieurs ainsi que sur la supervision parlementaire.

**28. Pour maîtriser les arriérés et les autres obligations de paiement, les services du FMI recommandent les mesures suivantes:**

- Achever l'audit en cours des arriérés et autres impayés passés avant la fin de 2012 et adopter un plan de règlement des arriérés audités.
- Mettre en œuvre les recommandations de la récente assistance technique du FMI s'agissant du passage du système budgétaire actuel sur une base caisse à un système d'ordonnancement, étape intérimaire avant de passer à une budgétisation sur la base des droits constatés.
- Renforcer la gestion des dépenses publiques et la transparence en (i) renforçant la gestion de la chaîne des dépenses, notamment pour éviter les engagements de dépenses inutiles et pour veiller à l'exécution du budget pendant l'exercice et en (ii) améliorant le système de gestion des informations afin de suivre le flux des fonds dans toute la chaîne de dépenses.
- Mettre en œuvre une stratégie concrète pour améliorer la capacité d'absorption des programmes d'investissements publics et pour assurer la continuité du financement des investissements moyennant des engagements d'allocations pluriannuels. Les services saluent donc le projet des autorités de mettre en place une unité centrale pour les études de faisabilité et l'évaluation des projets.
- Veiller à ce que le processus de passation des marchés publics soit compétitif et minimise l'incidence des contrats de gré à gré. Les services du FMI se félicitent du nouveau ministère consacré à la passation des marchés, mais ont rappelé que ses incidences budgétaires devraient être réduites au minimum.
- Préparer la transition d'un budget par ligne à un budget basé sur des programmes moyennant l'adoption de solides règles de gestion et l'organisation de la fonction financière au sein des ministères dépensiers.
- Améliorer la présentation du TOFE en incluant les recettes et les dépenses sur une base brute afin de refléter clairement l'impact budgétaire des transactions de neutralisation impôts/subventions entre l'État et les entreprises publiques.
- Poursuivre les efforts destinés à rendre opérationnel le cadre de dépenses à moyen terme afin de faciliter la traduction des priorités des documents de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) dans les budgets annuels.

**29. Les services du FMI estiment qu'il serait possible d'améliorer davantage la gestion de la trésorerie.** Les autorités ont fait des progrès considérables à cet égard grâce à l'émission de bons du Trésor à deux et quatre semaines par le biais de la BEAC. Les services du FMI ont réitéré qu'il était nécessaire de s'en tenir à la règle du compte unique du Trésor, notamment en éliminant le recours à la SNH comme guichet de paiement pour les opérations de l'État.

**30. Il conviendrait d'accélérer la mise en œuvre du plan de modernisation de GFP, adopté en 2009.** Les progrès restant à ce jour trop timides, les services du FMI ont rappelé la nécessité de:

**Point de vue des autorités**

**31. Les autorités ont fait état des préparatifs pour la mise en œuvre complète de la loi organique sur les lois de finances qui prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2013.** On a mis l'accent sur la préparation du budget au passage à la programmation budgétaire, le budget de 2012 incorporant déjà certaines parties de la nouvelle présentation. Les autorités ont expliqué comment cette transition devrait permettre d'améliorer la gestion de la chaîne des dépenses.

**32. Les autorités ont reconnu qu'il était nécessaire de régler les arriérés, tout en rappelant que des progrès importants avaient été accomplis.** Le stock des impayés passés a nettement baissé en 2011 grâce aux améliorations de la gestion de la trésorerie. Qui plus est, les autorités ont indiqué que les rapports d'exécution du budget sur une base engagements seront disponibles tous les trimestres dans le cadre du budget de 2012. L'audit exhaustif des arriérés devrait être disponible à la fin de 2012, y compris un plan pour le règlement final.

## D. Préserver la stabilité du système financier et encourager l'intermédiation financière

**33. Les vulnérabilités du secteur bancaire se sont nettement aggravées depuis les dernières consultations au titre de l'article IV.** Les vulnérabilités sont imputables en particulier (i) aux retards enregistrés dans la restructuration ou la dissolution des banques en difficulté financière, (ii) à la nouvelle détérioration des indicateurs de solidité financière ; (iii) au nombre croissant de banques qui ne respectent pas les obligations prudentielles et (iv) à l'accumulation d'arriérés et d'impayés passés par l'État, qui pousse les entreprises publiques à accroître leurs emprunts bancaires.

consultations, une quatrième banque se trouve dans une position de fonds propres négatifs. Les rapports préliminaires indiquent qu'il en est de même pour une cinquième banque dont le portefeuille contient une proportion élevée de prêts non productifs (près de 40 % du total du crédit). À la fin de 2011, les cinq banques concernées représentaient 29,2 % des dépôts et 28 % du crédit bancaire total.

**34. Le nombre de banques en difficulté financière est passé de trois à quatre depuis les dernières consultations au titre de l'article IV.** Il est probable que le nombre de ces banques passera à cinq, car il semblerait qu'une nouvelle banque soit aussi en difficulté. Aucun plan de restructuration crédible n'a vu le jour pour les trois banques déclarées en difficulté depuis le rapport de 2011 des services du FMI. Depuis les dernières

**35. Les services du FMI ont insisté sur la nécessité de prendre des mesures rapides pour résoudre la situation des banques en difficulté, en collaboration étroite avec la COBAC.** L'absence de solution à la situation de ces banques accroît les coûts budgétaires potentiels de leur résolution de même que les risques pour l'économie. Les banques en difficulté qui n'ont pas de plan de restructuration crédible devraient être liquidées dès que possible. Parallèlement, les autorités devraient continuer à surveiller les conditions de liquidité de ces banques, fixer des dates butoirs à court terme pour trouver un accord sur les plans de recapitalisation

avec les actionnaires et limiter l'impact sur les finances publiques en exigeant que les anciens actionnaires absorbent la totalité des pertes.

**36. Les services du FMI ont exprimé leur préoccupation à propos d'un fléchissement du respect global des normes prudentielles régionales par les banques.** Ils ont souligné la nécessité d'éviter une nouvelle accumulation des anciens impayés de l'État, qui est la principale raison de la concentration élevée actuelle des risques dans le secteur bancaire. Conformément aux recommandations du rapport des consultations de 2012 avec la CEMAC, ils exhortent les autorités à convaincre les pays membres de la CEMAC à (i) renforcer les ressources de la COBAC; (ii) aligner la réglementation prudentielle régionale sur les normes et les pratiques modèles internationales et à (iii) collaborer étroitement avec la COBAC pour surveiller les vulnérabilités du secteur bancaire et faire appliquer les obligations prudentielles conformément aux repères recommandés par le Comité de Bâle sur la supervision bancaire, notamment s'agissant des risques associés à la concentration du crédit.

**37. L'absence persistante de solution aux banques en difficulté indique qu'il est nécessaire de renforcer le cadre de prévention et de résolution des crises des banques régionales.** Comme il a été mentionné au cours des récentes consultations avec la CEMAC, les insuffisances du cadre actuel de résolution de la situation des banques en difficulté sont de plus en plus criantes s'agissant (i) des retards dans la coordination entre les autorités régionales et nationales sur les mesures à prendre ; (ii) de l'absence de règles et de déclencheurs clairs

en vue d'une intervention; (iii) de longs retards dans les procédures juridiques et (iv) des importantes opportunités d'ingérence dont bénéficient les actionnaires des banques insolubles. Les services du FMI insistent sur le fait qu'il est nécessaire de convaincre les pays membres de la CEMAC à adopter la nouvelle réglementation régionale sur la résolution des crises, préparée avec l'assistance du FMI. Cette réglementation devrait (i) permettre aux autorités d'intervenir dès le début de la crise pour apporter une solution aux banques en difficulté ; (ii) définir les responsabilités des organes régionaux et nationaux ainsi que le champ d'application de l'examen judiciaire et (iii) empêcher les actionnaires d'une banque en difficulté de participer à sa restructuration. Il est crucial que les autorités apportent leur plein soutien à l'adoption rapide de ces réformes.

**38. Les services du FMI ont attiré l'attention sur la nécessité de promouvoir l'approfondissement financier.** L'accès au crédit au Cameroun reste inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, selon les indicateurs «Doing Business» de la Banque mondiale. Les taux de pénétration, définis comme le nombre d'emprunteurs auprès des banques ou de déposants dans les banques pour 1000 adultes, sont restés bien inférieurs à la moyenne pour l'Afrique subsaharienne (graphique 8). En même temps, le crédit au secteur privé, en pourcentage du PIB, est resté aussi inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

**39. Ces dernières années, certains progrès ont été accomplis dans l'amélioration de l'accès au crédit bancaire.** Les autorités ont mis en œuvre un plan d'action destiné à approfondir un système

financier qui inclut les mesures en cours qui suivent:

- Faciliter un accès accru aux services bancaires de détail et diversifier la panoplie des instruments financiers disponibles;
- Accroître la disponibilité de l'information sur le coût du crédit et le défaut de paiement;
- Renforcer le cadre juridique des garanties pour obtenir un prêt;
- Intensifier la supervision des institutions de micro-crédit;
- Mettre en place un tribunal de commerce et une centrale des risques du crédit bancaire et
- Faire adopter une loi sur le crédit-bail.

**40. Les services du FMI saluent le programme des autorités en vue d'approfondir l'intermédiation financière.**

Ce programme inclut la réactivation d'un registre des retards de paiements, l'élaboration d'un cadre pour le suivi du secteur du micro-crédit, la mise en place de mécanismes pour le financement des exportations et l'amélioration de la réglementation régionale sur les nouveaux produits financiers.

***Point de vue des autorités***

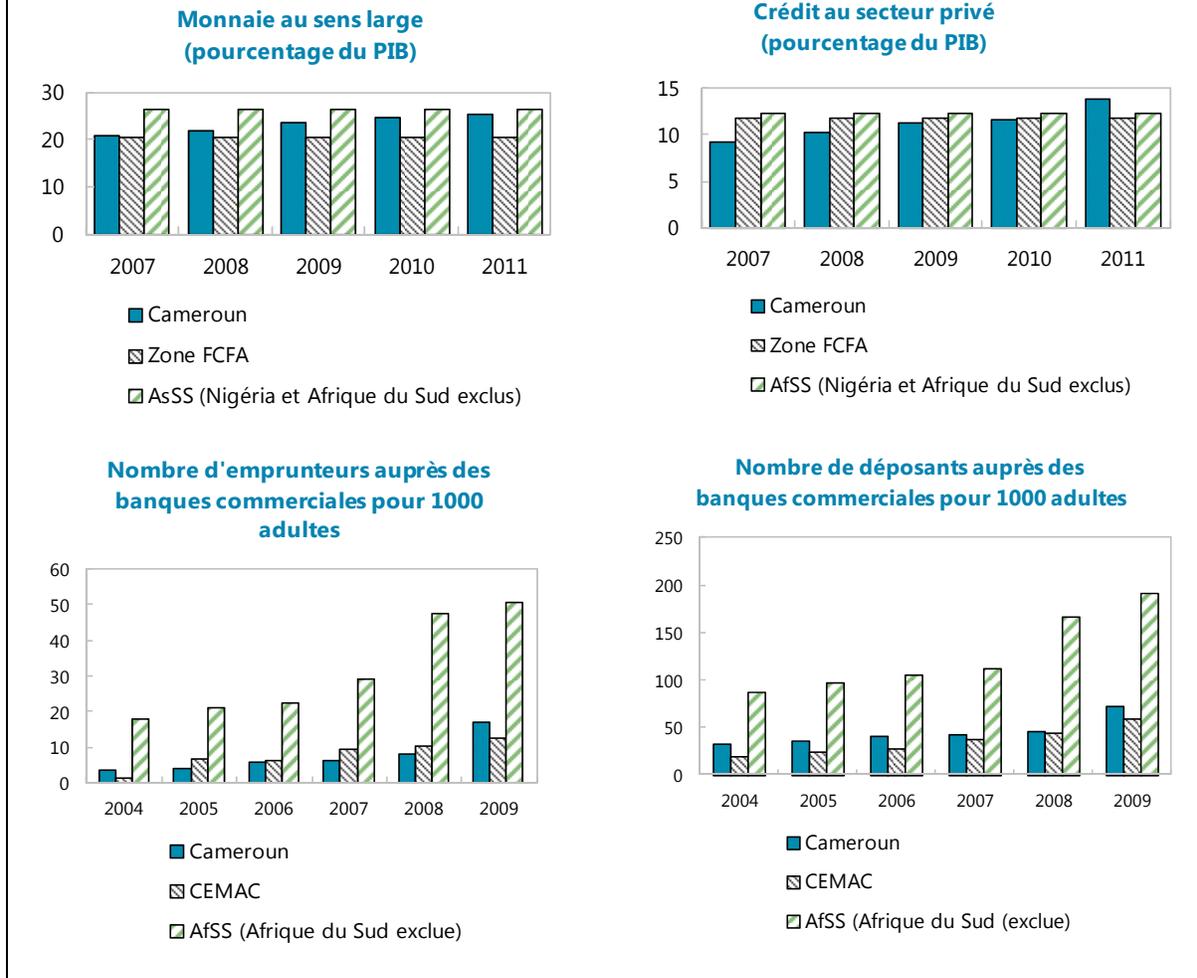
**41. Les autorités reconnaissent qu'il est nécessaire de résoudre rapidement la situation des banques en difficulté.** Bien que les plans de restructuration soient en cours d'examen, ils demeurent enlisés dans les difficultés. En raison des retards importants pour répondre à la situation de ces banques (retards qui ont fait augmenter

les passifs éventuels associés au cadre de résolution), les autorités pourraient envisager la liquidation uniquement dans le cas où les actionnaires n'arriveraient pas à se mettre d'accord sur un plan de restructuration dans les délais fixés. Les autorités reconnaissent la nécessité immédiate de surveiller la liquidité de ces banques afin d'éviter une suspension des paiements.

**42. Les autorités conviennent que la question de l'insuffisance des ressources de la COBAC n'a pas encore été réglée.** Cet obstacle limite la fréquence des inspections sur place et explique peut-être pourquoi les problèmes des banques en difficulté n'ont pas été détectés de manière précoce.

**43. Les autorités reconnaissent qu'il est nécessaire de renforcer le cadre de résolution des banques.** Les autorités ont pensé que la COBAC, dans son examen actuel des réformes du cadre de résolution des banques, devrait mettre l'accent sur (i) la répartition adéquate des responsabilités entre les autorités régionales et nationales ; (ii) la définition de procédures claires et (iii) la réduction des délais excessifs de la prise de décisions clés.

**44. Les autorités ont insisté sur le fait qu'il était nécessaire de poursuivre la mise en œuvre du plan d'action pour le développement du secteur financier.** L'un des principaux objectifs est de régler les problèmes persistants de l'accès au crédit. Les autorités reconnaissent que la mise en place d'un tribunal de commerce et d'une centrale des risques de crédit pour les banques, de même que l'adoption de lois sur le crédit-bail constituent des mesures importantes vers l'amélioration de l'intermédiation financière, notamment pour les petites et moyennes entreprises.

**Graphique 8. Cameroun: Indicateurs de l'approfondissement du secteur financier, 2007–11**

## E. Minimiser les obstacles pour une croissance meilleure et plus solidaire

**45. L'infrastructure inadéquate et un climat peu propice aux affaires restent les principales insuffisances structurelles qui entravent une croissance économique plus rapide.** Des efforts sont en cours pour alléger les goulets d'étranglement cruciaux dans l'infrastructure. D'importants projets d'infrastructures publiques dans les ports, l'énergie, les routes, les télécommunications, l'exploitation minière et l'adduction d'eau ont déjà été lancés. Leur financement a, pour la

plupart, déjà été mobilisé ou est en cours de négociation avec les prêteurs extérieurs : 55 % des engagements extérieurs signés en 2011 concernent de grands projets d'infrastructure. L'émission obligataire projetée en 2012 est aussi destinée à financer ces projets.

**46. Les services du FMI ont souligné la nécessité d'améliorer l'efficacité des dépenses d'investissement.** Le Cameroun se heurte au double problème du faible niveau et

de la faible qualité des investissements publics. Le taux d'exécution moyen de ces investissements était inférieur à 70 % entre 2005 et 2010 et le classement du Cameroun s'agissant de l'indice de la qualité de la gestion des investissements publics (IGIP) de l'Évaluation politique et institutionnelle des pays (CPIA) est à la traîne derrière la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Les services du FMI saluent l'amélioration du taux d'exécution en 2011 mais mettent les autorités en garde contre les risques pour la viabilité de la dette et du budget d'une intensification des investissements publics si, parallèlement, on ne saisit pas avec plus d'efficacité les avantages attendus au niveau de la croissance (Appendice III).

**47. Les estimations des services du FMI pour le Cameroun ne donnent pas la preuve convaincante d'un désalignement significatif du taux de change effectif réel (TCER)** (Appendice IV). Le TCER s'est déprécié d'environ 7 % en 2010–11 sous l'effet de la dépréciation de l'euro par rapport aux autres grandes monnaies. Pour autant, cette dépréciation n'a pas compensé l'appréciation cumulée du TCER en 1994–2009 (24 %). Différentes estimations basées sur des modèles indiquent que le TCER du Cameroun était surévalué d'environ 8 % à la fin de 2011. Cette estimation est proche des conclusions des récentes consultations au titre de l'article IV avec la CEMAC.

**48. La compétitivité extérieure du Cameroun continue d'être bridée par des contraintes structurelles.** Ces contraintes ont essentiellement trait à un climat défavorable des affaires, à des goulets d'étranglement importants dans le commerce et au coût élevé des services comparés à d'autres pays en développement. Les données d'enquête

présentées par la Banque mondiale et le Forum économique mondial ont placé le Cameroun vers la fin du classement s'agissant de la plupart des aspects du climat des affaires et de la compétitivité extérieure.

**49. Les services du FMI saluent les initiatives destinées à améliorer la compétitivité extérieure du Cameroun et son climat des affaires.** Des efforts sont en cours, en particulier pour améliorer l'infrastructure publique de base, renforcer le dialogue avec la communauté des affaires, mettre en œuvre la réforme judiciaire, moderniser l'administration fiscale et douanière, simplifier les procédures d'exportation et d'importation et améliorer le fonctionnement du port principal.

**50. Les avancées vers l'élimination des barrières au commerce régional et international sont gênées par un manque de progrès au niveau régional.** Le commerce extérieur reste entravé par le niveau élevé des droits de douane, la mise en œuvre non uniforme de la réglementation régionale du commerce et des barrières physiques et non physiques importantes. La réduction prévue du tarif extérieur commun, qui est plus élevé que dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, fera l'objet d'une étude d'impact économique. Un programme régional d'infrastructure, qui incorpore les projets d'infrastructure nationaux a été élaboré, mais attend d'être mis en œuvre.

#### *Point de vue des autorités*

**51. Les autorités sont d'accord qu'il est nécessaire de renforcer la compétitivité extérieure du Cameroun et d'éliminer les obstacles aux échanges.** De leur point de vue, le taux de change réel reste conforme aux

données fondamentales et pourrait même aider à améliorer la compétitivité extérieure de l'économie au cas où l'euro se déprécierait davantage. Elles entendent poursuivre une évaluation régulière de la mise en œuvre des recommandations formulées par le Forum

camerounais des affaires pour améliorer le climat des affaires (Encadré 3). Elles regrettent qu'il faille si longtemps pour se mettre d'accord avec les partenaires régionaux sur les questions relatives à la libéralisation des échanges intérieurs et extérieurs.

### **Encadré 3. Cameroun: Initiatives en cours pour améliorer le climat des affaires**

Les actions des autorités ont été axées sur (i) la mise en œuvre d'un plan d'action convenu avec le secteur privé, (ii) la lutte contre la corruption et (iii) la poursuite des réformes des entreprises publiques.

**Mise en œuvre des plans d'action pour améliorer le climat des affaires.** En 2009, le gouvernement et le secteur privé ont créé le Forum camerounais des affaires (CBF), une plate-forme de dialogue entre les secteurs public et privé pour améliorer le climat des affaires du pays. Le forum s'est vu confier la tâche qui consiste à identifier les obstacles au développement du secteur privé, à proposer des plans d'action annuels pour éliminer ces obstacles et à suivre l'exécution de ces plans. Pour les exercices 2009–12, les réformes ont essentiellement porté sur l'élimination des obstacles à la création d'une entreprise, à l'enregistrement des biens, au respect des droits de propriété, à l'application des contrats, au versement des impôts, au commerce transfrontalier et à l'obtention de permis de construire. Le premier forum des affaires s'est tenu en février 2010 et les second et troisième en mars 2011 et mars 2012, respectivement. Le second forum a conclu que 12 de ses 27 recommandations avaient été mises en œuvre. Le troisième forum a relevé que 35 de ses 48 recommandations avaient été appliquées ou étaient près d'être achevées. Les progrès de mise en œuvre de ces réformes ont permis au Cameroun d'améliorer légèrement son classement dans les Indicateurs «Doing Business» de 2012 de la Banque mondiale.

**Lutte contre la corruption.** Depuis 2009, les efforts se sont intensifiés dans ce domaine et ont débouché sur la poursuite en justice de hauts responsables accusés de détournement de fonds publics. Un tribunal spécialisé pour traiter les affaires de criminalité économique a été créé en décembre 2011. Les autorités ont aussi intensifié une campagne de lutte contre la corruption.<sup>1</sup> Ces efforts n'ont pas encore donné de résultats tangibles en termes d'amélioration du classement international.<sup>2</sup> Le recours à un cadre de lutte contre le blanchiment des capitaux pourrait aussi aider à lutter contre la corruption et donc améliorer le climat des affaires.

**Réforme des entreprises publiques.** Les progrès sont mitigés. La vente de 51 % de la compagnie de téléphone (CAMTEL) et la sélection d'un partenaire stratégique n'ont pas été concluantes et une nouvelle stratégie de désinvestissement est encore en cours de préparation. La restructuration de la société des postes (CAMPOST) est en cours, par le biais d'un accord de partenariat avec une société étrangère signé en mars 2010. La liquidation de l'ancienne compagnie (CAMAIR) arrive à sa fin.

<sup>1</sup> L'adoption de la stratégie nationale de lutte contre la corruption n'est cependant pas encore définitive.

<sup>2</sup> Le classement du Cameroun sur l'Indice de perception de la corruption de Transparency International est passé de la 146e place sur 178 pays en 2010 à la 134e sur 182 pays en 2011. Les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale continuent de placer le Cameroun dans le dernier quart pour la plupart des indicateurs.

## F. Scénario de réformes de la politique macroéconomique

**52. Un scénario de réformes, qui englobe l'impact des principales recommandations de politique économique formulées plus haut, a été discuté par les autorités.** Le scénario, présenté dans le Tableau du texte 4 et les Tableaux 9–11, prévoit des ajustements progressifs des prix à la pompe aux prix internationaux du pétrole ; une accélération de la mise en œuvre des réformes administratives en cours afin d'élargir l'assiette fiscale ; l'amélioration de la capacité d'absorption et un rendement accru des investissements publics ; l'absence d'un déficit de financement ou d'une nouvelle accumulation d'arriérés intérieurs au-delà de 2012 et un renforcement graduel des stabilisateurs budgétaires à environ un mois de dépenses d'ici à 2017. Le scénario débouche sur une amélioration de la viabilité budgétaire à moyen terme, accompagnée d'une croissance et d'une inflation légèrement supérieures.<sup>2</sup>

**53. Le scénario de réformes trace une trajectoire vers la viabilité budgétaire à moyen terme.** Comparé au scénario de référence dans lequel la dette augmente monotoniquement, le ratio dette/PIB se stabilise aux environs de 25 % en 2007 car il n'y a pas d'accumulation d'arriérés intérieurs dans le scénario de réformes. De même, le déficit primaire hors pétrole s'améliore nettement à moyen terme (Tableau 11). Cela correspond aussi à l'intensification des investissements publics en cours, tels qu'envisagés dans le DSCE (Appendice III).

### *Point de vue des autorités*

**54. Les autorités se félicitent du scénario de réformes.** Elles ont signalé que, si les déficits de financement projetés dans le scénario de référence devaient se concrétiser, elles prendraient des mesures correctrices conformément aux recommandations incluses dans le scénario de réformes.

**Tableau du texte 4. Cameroun: Principaux indicateurs macro-économiques, 2012–17**

(Unités indiquées)

	2012	2013	2015	2017	2013	2015	2017
	Commun	Scénario de référence			Scénario de réformes		
<b>Croissance économique et prix<sup>1</sup></b>							
PIB réel	4.7	5.0	5.3	5.5	5.5	6.0	6.5
PIB réel hors pétrole	4.3	4.9	5.3	5.4	5.4	6.1	6.4
Prix à la consom. (moyenne période)	3.0	3.0	2.5	2.5	3.5	3.0	3.0
<b>Agrégés budgétaires</b>							
Total recettes (dons inclus) <sup>2</sup>	19.0	18.6	17.8	17.9	18.8	18.2	18.6
<i>Dont: pétrole<sup>4</sup></i>	5.5	5.1	4.0	4.1	5.0	3.9	3.9
hors pétrole <sup>3</sup>	14.3	14.4	14.5	14.6	14.6	15.1	15.5
Total dépenses <sup>4</sup>	22.0	22.3	22.3	22.4	20.9	20.9	20.8
<i>Dont: courantes, hors intérêts</i>	15.4	15.2	14.8	14.6	13.7	12.8	12.5
Capital	6.2	6.6	6.8	7.1	6.7	7.5	7.6
Solde budgétaire global, base caisse <sup>2</sup>							
Dons inclus	-3.9	-3.8	-4.7	-4.5	-2.3	-2.8	-2.2
Déficit de financement <sup>2</sup>	1.6	2.8	3.4	3.0	0.0	0.0	0.0
Solde primaire hors pétrole <sup>3</sup>	-9.0	-9.1	-8.5	-8.4	-7.3	-6.4	-5.8
<b>Secteur extérieur<sup>2</sup></b>							
Compte courant (dons inclus)	-4.7	-4.2	-4.0	-3.3	-4.4	-4.6	-4.7
Total dette publique	17.2	20.0	26.5	31.8	18.3	21.7	24.5

Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services FMI.

<sup>1</sup> Variation en pourcentage.<sup>2</sup> Pourcentage du PIB.<sup>3</sup> Pourcentage du PIB hors pétrole.

<sup>2</sup> Le scénario de réformes prévoit que l'amélioration de la capacité d'absorption pour les investissements publics se traduira par des décaissements plus élevés des prêts projets extérieurs que dans le scénario de référence.

## ÉVALUATION DES SERVICES DU FMI

**55. L'économie poursuit sa croissance à un rythme modéré et l'inflation mesurée reste circonscrite dans les limites de la convergence régionale de 3 %.** Cependant, les perspectives continuent de courir des risques majeurs pour les raisons suivantes :

- (i) les incertitudes qui entourent la solidité de la reprise mondiale, notamment en Europe ;
- (ii) l'impact de l'augmentation des subventions aux combustibles et du stock des arriérés intérieurs sur la viabilité budgétaire ;
- (iii) l'aggravation des vulnérabilités du secteur financier et (iv) le ralentissement des réformes à la suite de l'ajournement des élections législatives à 2013.

**56. Il convient de faire rapidement face aux risques substantiels qui pèsent sur le budget de 2012 afin d'éviter une nouvelle détérioration de la situation budgétaire.** La situation budgétaire s'est dégradée en 2011 en raison des pressions exercées par les obligations de paiement passées, des dépassements de dépenses courantes, de l'augmentation du coût des subventions aux combustibles et du report du financement intérieur budgétisé moyennant une émission obligataire. Les risques pour le budget de 2012 proviennent de la sous-budgétisation des subventions aux combustibles, d'une nouvelle accumulation d'arriérés intérieurs en 2011, des capacités limitées du marché régional à absorber le montant total de l'émission de titres prévue et des passifs conditionnels des entreprises publiques et des banques en difficulté.

**57. Pour assurer la viabilité budgétaire à moyen terme, des mesures correctrices seront requises.** Celles-ci incluent une meilleure mobilisation des recettes non

pétrolières, la non-accumulation d'arriérés intérieurs, la reconstitution des stabilisateurs budgétaires et une solution au déficit de l'infrastructure moyennant d'importantes dépenses d'investissements publics qui devront être compensées par une maîtrise des dépenses courantes, notamment s'agissant des subventions aux combustibles.

**58. Il reste crucial de renforcer la GFP pour préserver la viabilité budgétaire.** Les autorités sont encouragées à achever l'audit actuel des arriérés et à adopter un plan pour régler les arriérés audités. Il serait nécessaire de renforcer la gestion des dépenses publiques moyennant une meilleure maîtrise de la chaîne des dépenses et un meilleur suivi du flux des fonds. Il faudrait aussi accélérer la mise en œuvre du plan de modernisation de la GFP et déployer des efforts pour mettre en œuvre en temps opportun les directives de la CEMAC relatives à la GFP.

**59. Le secteur financier doit être stabilisé compte tenu de l'augmentation des risques.** Le nombre croissant de banques en difficulté, les retards enregistrés dans leur restructuration, la concentration du crédit bancaire à la raffinerie nationale de pétrole, de même que les retombées de l'accumulation des arriérés se conjuguent pour menacer la stabilité du secteur financier. Les réformes nécessaires requièrent à la fois une résolution des banques en difficulté et la mise en œuvre de mesures budgétaires correctrices pour éviter de nouvelles pertes quasi budgétaires du fait des prêts excessifs octroyés aux entreprises d'État.

**60. Seul un cadre régional plus efficace et une meilleure coopération entre les**

**organes nationaux et régionaux sont à même d'assurer une stabilité financière durable.** Les difficultés de la résolution des problèmes du secteur financier du Cameroun ont fait apparaître les insuffisances de l'accord régional actuel, qui est handicapé par un manque de ressources. Elles montrent aussi que l'absence de coopération entre les organes nationaux et régionaux se solde par une impasse. Le Cameroun étant la plus grande économie de la région de la CEMAC, il devrait adopter une attitude proactive afin de promouvoir les réformes régionales nécessaires dans le secteur financier et dans d'autres secteurs pertinents en vue d'accroître l'efficacité du cadre régional.

**61. Une croissance plus élevée et solidaire exige de trouver une solution aux importantes lacunes de l'infrastructure et d'améliorer le climat des affaires.** Pour accélérer la récente croissance économique modérée du Cameroun, il faudra mettre en œuvre un grand programme d'investissements publics dont l'intensification devra cependant s'accompagner d'une amélioration de la sélection des projets afin d'améliorer la qualité et l'efficacité des dépenses et de limiter l'échelle des emprunts extérieurs non concessionnels. La compétitivité du Cameroun est compromise principalement par des facteurs structurels. Pour améliorer le climat des affaires, il faudra que les autorités s'attaquent aux questions de gouvernance, approfondissent le dialogue avec les intérêts du secteur privé et prennent des mesures pour accroître le niveau d'intermédiation financière

et améliorer l'accès au crédit. Redoubler d'efforts pour arriver à des accords sur la libéralisation des échanges entre les pays de la CEMAC permettrait aussi d'étayer la diversification et de doper la productivité dans le secteur non pétrolier du Cameroun.

**62. Pour préserver la viabilité de la dette, il est nécessaire de contenir les arriérés intérieurs et d'adopter une politique d'emprunt prudente.** L'AVD montre que le risque de surendettement du Cameroun reste peu élevé. Les indicateurs du total de la dette publique sont pires que dans l'AVD de 2011 à cause de l'impact des arriérés intérieurs sur la dette intérieure et de la nécessité de combler les déficits de financement budgétaire moyennant une titrisation accrue. De nouveaux signes de vulnérabilité se font jour du fait de l'augmentation des passifs quasi-budgétaires des entreprises d'État et des banques en difficulté ainsi que des emprunts extérieurs contractés à des conditions non concessionnelles. La réforme du mécanisme de subventions des combustibles, une amélioration du contrôle des engagements et des emprunts extérieurs à des conditions concessionnelles dans la mesure du possible contribueraient à maintenir la dette intérieure à des niveaux soutenables.

**63. Les services FMI recommandent que les prochaines consultations au titre de l'article IV se déroulent selon le cycle de 12 mois.**

Tableau 1. Cameroun: Principaux indicateurs économiques et financiers, 2010—17								
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
		Est.	Projections					
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)								
<b>Comptes nationaux et prix</b>								
PIB à prix constants <sup>1/</sup>	2.9	4.2	4.7	5.0	5.2	5.3	5.5	5.5
PIB pétrolier à prix constants	-12.1	-7.3	16.2	6.8	2.7	4.3	7.4	8.7
PIB hors pétrole à prix constants	3.7	4.7	4.3	4.9	5.3	5.3	5.4	5.4
Déflateur du PIB	3.0	2.9	2.0	2.9	2.0	2.0	2.1	2.2
PIB aux prix du marché (milliards de FCFA)	11,107	11,908	12,719	13,745	14,746	15,844	17,065	18,392
Pétroliers	785	997	1,177	1,227	1,149	1,138	1,200	1,300
Hors pétrole	10,322	10,911	11,542	12,518	13,597	14,705	15,866	17,092
Production pétrolière (milliers de barils par jour)	63.9	59.2	68.8	73.7	75.6	81.0	90.9	103.1
Prix à la consommation (moyenne)	1.3	2.9	3.0	3.0	2.5	2.5	2.5	2.5
<b>Commerce extérieur</b>								
Volume des exportations	-0.5	6.3	9.8	6.8	6.9	7.9	8.8	9.2
Secteur pétrolier	-14.6	-8.7	26.0	3.7	2.7	7.6	12.8	14.1
Secteur non pétrolier	3.1	9.4	7.0	7.4	7.8	8.0	8.0	8.2
Volume des importations	4.9	15.6	7.9	7.8	7.3	7.0	7.0	6.9
Prix moyen du pétrole à l'exportation (\$EU/baril) <sup>1</sup>	79.6	111.6	102.7	101.0	93.8	88.2	84.3	82.0
Taux de change effectif nominal (dépréciation -)	-4.4	1.2	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel (dépréciation -)	-6.3	-0.3	...	...	...	...	...	...
Termes de l'échange	16.0	2.4	-6.8	2.2	-2.7	-2.1	-1.5	-0.9
Indice des prix à l'exportation	16.6	15.4	3.4	1.1	-4.0	-3.0	-1.7	-0.6
Indice des prix à l'exportation hors pétrole	-1.5	8.1	6.1	0.7	-1.4	-2.4	-2.8	-2.1
Indice des prix à l'importation	0.6	12.6	11.0	-1.1	-1.3	-0.9	-0.2	0.3
<b>Monnaie et crédit</b>								
Monnaie au sens large (M2)	11.3	10.6	6.0	7.2	7.3	8.0	8.0	7.8
Avoirs extérieurs nets <sup>2</sup>	2.4	-7.4	-2.2	-0.9	-0.4	0.9	1.8	1.4
Avoirs intérieurs nets <sup>2</sup>	8.9	18.0	8.3	8.2	7.7	7.0	6.2	6.4
Crédit intérieur au secteur privé	8.2	28.3	10.0	9.2	8.7	8.5	8.5	8.5
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)								
Épargne nationale brute	13.1	15.7	14.2	15.2	15.4	16.0	16.6	17.2
Investissement intérieur brut	16.1	19.8	18.9	19.4	19.8	20.0	20.3	20.5
Investissements publics	4.1	6.4	6.2	6.6	6.8	6.8	6.9	7.1
Investissements privés	12.0	13.4	12.7	12.8	13.0	13.2	13.4	13.4
<b>Opérations de l'administration centrale</b>								
Total recettes (dons exclus)	16.8	18.4	18.4	18.2	17.6	17.4	17.5	17.7
Recettes pétrolières	4.5	5.4	5.5	5.1	4.3	4.0	4.0	4.1
Recettes non pétrolières	12.4	13.0	12.9	13.1	13.3	13.4	13.6	13.6
Recettes non pétrolières (% du PIB hors pétrole)	13.3	14.2	14.3	14.4	14.4	14.5	14.6	14.6
Total dépenses	18.6	21.7	22.0	22.3	22.5	22.3	22.3	22.4
Solde budgétaire global (base caisse)								
Dons exclus	-2.9	-3.9	-4.4	-4.3	-5.0	-5.0	-4.8	-4.8
Dons inclus	-2.3	-3.4	-3.9	-3.8	-4.6	-4.7	-4.5	-4.5
Solde primaire hors pétrole (% du PIB hors pétrole)	-5.7	-8.5	-9.0	-9.1	-8.9	-8.5	-8.3	-8.4
<b>Secteur extérieur</b>								
Solde compte courant								
Dons officiels inclus	-3.0	-4.1	-4.7	-4.2	-4.4	-4.0	-3.7	-3.3
Dons officiels exclus	-4.3	-5.0	-5.6	-5.1	-5.3	-4.8	-4.4	-4.0
<b>Réserves officielles brutes</b>								
Réserves imputées (milliards de \$EU)	3.6	3.5	3.1	3.0	3.0	3.0	3.2	3.3
Réserves imputées (% de la monnaie au sens large)	65.6	52.9	47.8	43.7	40.3	38.2	37.0	35.6
<b>Dettes publiques<sup>3</sup></b>								
Stock de la dette publique	12.1	13.7	17.2	20.0	23.4	26.5	29.3	31.8
Dont: extérieure	6.5	7.6	8.9	9.8	10.9	12.0	13.1	14.2
(Pourcentage des exportations de biens et de services, sauf indication contraire)								
Valeur actuelle de la dette extérieure	20.0	20.9	22.8	24.5	28.2	31.2	34.4	37.1
Service de la dette extérieure	0.9	1.0	1.6	1.5	1.6	2.0	1.7	1.7
Service de la dette extérieure (% des recettes de l'Etat)	1.4	1.7	2.8	2.6	2.8	3.5	2.9	2.9
Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.								
<sup>1</sup> Au-delà de 2011, le prix du baril en dollars EU des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> , moins une escompte de 6 dollars EU incertitude (facteur de prudence) et de 3 dollars EU pour la qualité du pétrole du Cameroun.								
<sup>2</sup> Pourcentage de la monnaie au sens large en début de période.								
<sup>3</sup> Les projections sont tirées de l'analyse de la viabilité de la dette (AVD) de 2012, qui exclut le stock de la dette pour lequel la France a offert un allègement de la dette dans le cadre d'un "Contrat de désendettement et de développement" (C2D).								

	2010	2011	2012			2013	2014	2015	2016	2017
			Est.	Budget	Mars					
				Prél.						
Total recettes et dons	1,940	2,250	2,273	573	2,411	2,560	2,653	2,816	3,044	3,297
Total recettes	1,869	2,190	2,207	572	2,345	2,499	2,595	2,763	2,994	3,250
Recettes du secteur pétrolier	497	638	557	104	699	699	640	632	679	756
Recettes du secteur non pétrolier	1,372	1,552	1,650	468	1,646	1,801	1,956	2,131	2,315	2,494
Impôts directs	343	405	426	183	437	479	520	563	607	654
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	83	85	92	25	89	97	105	114	123	133
Autres taxes sur les biens et services	612	701	778	177	759	831	903	986	1,075	1,158
Taxes sur le commerce international	253	274	257	65	266	292	317	343	374	402
Recettes non fiscales	81	88	97	17	94	101	110	125	136	147
Total dons	71	60	66	2	67	61	58	53	51	47
Projets	10	8	23	2	23	21	19	17	17	17
Autres (allègement de la dette)	62	53	43	0	43	40	38	37	34	30
Total dépenses	2,067	2,590	2,552	528	2,804	3,065	3,313	3,538	3,799	4,117
Dépenses courantes	1,611	1,828	1,760	380	2,012	2,162	2,306	2,458	2,621	2,817
Traitements et salaires	634	685	735	160	735	799	860	915	985	1,060
Biens et services	613	550	559	116	559	606	652	705	753	811
Subventions et transferts	331	550	426	96	662	689	708	734	766	807
Subventions aux combustibles	17	146	170	..	397	404	402	406	416	433
Pensions	117	138	121	32	130	138	147	156	165	174
Autres	197	266	135	..	135	146	159	172	186	200
Intérêts exigibles	33	45	40	8	55	68	85	105	117	138
Extérieurs	26	31	21	7	39	39	41	48	54	61
Intérieurs	6	14	18	1	16	29	44	57	63	77
Dépenses d'investissement	456	761	792	148	792	903	1,007	1,080	1,177	1,301
Investissements financés sur l'intérieur	315	563	526	91	526	574	622	668	734	823
Investissements financés sur l'extérieur	100	163	206	51	206	249	305	331	363	398
Réhabilitation et participation	42	35	60	6	60	80	80	80	80	80
Solde global (paiements obligations État exclus)										
Dons exclus	-198	-400	-345	44	-459	-566	-717	-776	-805	-868
Dons inclus	-127	-339	-279	46	-393	-505	-660	-722	-755	-820
Paiement des obligations de l'État	-125	-62	-26	-2	-102	-22	-20	-16	-10	-8
Arriérés audités	-35	-15	-26	-2	-26	-22	-20	-16	-10	-8
Ordres de paiement non réglés	...	...	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations envers la SONARA	-90	-47	0	0	-76	0	0	0	0	0
Solde global (base caisse)										
Dons exclus	-323	-461	-371	42	-562	-588	-738	-792	-815	-876
Dons inclus	-252	-401	-305	44	-495	-528	-680	-738	-764	-828
Financement	252	401	305	-44	290	145	192	205	270	283
Financement extérieur, net	40	98	116	45	114	162	216	246	294	331
Amortissement	-60	-58	-67	-3	-69	-67	-70	-69	-52	-50
Tirages	100	156	183	49	183	229	286	315	346	381
Financement intérieur, net	212	303	189	-86	176	-17	-24	-41	-24	-47
Système bancaire	-62	151	21	-39	21	0	0	0	0	0
Utilisation des allocations DTS	103	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amortissement de la dette intérieure	-34	-47	-82	-19	-83	-117	-124	-141	-124	-147
Émission de titres	200	0	250	0	200	100	100	100	100	100
Titrisation des arriérés envers la SONARA	0	80	0	0	38	0	0	0	0	0
Autre financement intérieur	5	118	0	-27	0	0	0	0	0	0
Erreurs et omissions	0	1	0	-3	0	0	0	0	0	0
Déficit de financement	0	0	0	0	205	383	488	534	494	545
<i>Pour mémoire :</i>										
Solde primaire	-94	-295	-239		-337	-438	-575	-617	-637	-682
Solde primaire hors pétrole	-591	-933	-796		-1,036	-1,136	-1,214	-1,249	-1,316	-1,438

Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services FMI.

<b>Tableau 3. Cameroun: Opérations de l'administration centrale, 2010-17</b>										
(pourcentage du PIB, sauf indication contraire)										
	2010	2011	2012		2013	2014	2015	2016	2017	
		Est.	Budget	Proj.						Projections
Total recettes et dons	17.5	18.9	17.9	19.0	18.6	18.0	17.8	17.8	17.9	
Total recettes	16.8	18.4	17.4	18.4	18.2	17.6	17.4	17.5	17.7	
Recettes du secteur pétrolier	4.5	5.4	4.4	5.5	5.1	4.3	4.0	4.0	4.1	
Recettes secteur non pétrolier	12.4	13.0	13.0	12.9	13.1	13.3	13.4	13.6	13.6	
Impôts directs	3.1	3.4	...	3.4	3.5	3.5	3.6	3.6	3.6	
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	0.7	0.7	...	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	
Autres taxes sur les biens et services	5.5	5.9	...	6.0	6.0	6.1	6.2	6.3	6.3	
Taxes sur le commerce international	2.3	2.3	...	2.1	2.1	2.1	2.2	2.2	2.2	
Recettes non fiscales	0.7	0.7	0.8	0.7	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	
Total dons	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	
Projets	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	
Autres ( allègement de la dette)	0.6	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	
									21.6	
Total dépenses	18.6	21.7	20.1	22.0	22.3	22.5	22.3	22.3	22.4	
Dépenses courantes	14.5	15.4	13.8	15.8	15.7	15.6	15.5	15.4	15.3	
Traitements et salaires	5.7	5.7	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8	
Biens et services	5.5	4.6	4.4	4.4	4.4	4.4	4.5	4.4	4.4	
Subventions et transferts	3.0	4.6	3.3	5.2	5.0	4.8	4.6	4.5	4.4	
Subventions aux combustibles	0.2	1.2	1.3	3.1	2.9	2.7	2.6	2.4	2.4	
Pensions	1.0	1.2	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	
Autres	1.8	2.2	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	
Intérêts exigibles	0.3	0.4	0.3	0.4	0.5	0.6	0.7	0.7	0.8	
Extérieurs	0.2	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	
Intérieurs	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4	
Dépenses d'investissement	4.1	6.4	6.2	6.2	6.6	6.8	6.8	6.9	7.1	
Investissements financés sur l'intérieur	2.8	4.7	4.1	4.1	4.2	4.2	4.2	4.3	4.5	
Investissements financés sur l'extérieur	0.9	1.4	1.6	1.6	1.8	2.1	2.1	2.1	2.2	
Réhabilitation et participation	0.4	0.3	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	
Solde global (paiements obligations État exclus)										
Dons exclus	-1.8	-3.4	-2.7	-3.6	-4.1	-4.9	-4.9	-4.7	-4.7	
Dons inclus	-1.1	-2.9	-2.2	-3.1	-3.7	-4.5	-4.6	-4.4	-4.5	
Paiement des obligations de l'État	-1.1	-0.5	-0.2	-0.8	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	
Arriérés audités	-0.3	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	
Ordres de paiement non réglés	...	...	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Obligations envers la SONARA	-0.8	-0.4	0.0	-0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Solde global (base caisse)										
Dons exclus	-2.9	-3.9	-2.9	-4.4	-4.3	-5.0	-5.0	-4.8	-4.8	
Dons inclus	-2.3	-3.4	-2.4	-3.9	-3.8	-4.6	-4.7	-4.5	-4.5	
Financement	2.3	3.4	2.4	2.3	1.1	1.3	1.3	1.6	1.5	
Financement extérieur, net	0.4	0.8	0.9	0.9	1.2	1.5	1.6	1.7	1.8	
Amortissement	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.4	-0.3	-0.3	
Tirages	0.9	1.3	1.4	1.4	1.7	1.9	2.0	2.0	2.1	
Financement intérieur, net	1.9	2.5	1.5	1.4	-0.1	-0.2	-0.3	-0.1	-0.3	
Système bancaire	-0.6	1.3	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Utilisation des allocations DTS	0.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Amortissement de la dette intérieure	-0.3	-0.4	-0.6	-0.7	-0.9	-0.8	-0.9	-0.7	-0.8	
Émission de titres	1.8	0.0	2.0	1.6	0.7	0.7	0.6	0.6	0.5	
Titrisation des arriérés envers la SONARA	0.0	0.7	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Autre financement intérieur	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Erreurs et omissions	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Déficit de financement	0.0	0.0	0.0	1.6	2.8	3.3	3.4	2.9	3.0	
<i>Memorandum items:</i>										
			(Pourcentage du PIB hors pétrole, sauf indication contraire)							
Recettes non pétrolières	13.3	14.2	14.3	14.3	14.4	14.4	14.5	14.6	14.6	
Solde primaire hors pétrole	-5.7	-8.5	-6.9	-9.0	-9.1	-8.9	-8.5	-8.3	-8.4	
			(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Solde primaire hors pétrole	-0.8	-2.5	-1.9	-2.7	-3.2	-3.9	-3.9	-3.7	-3.7	
Stock la dette publique totale	12.1	13.7	...	17.2	20.0	23.4	26.5	29.2	31.6	

Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services FMI.

<b>Tableau 4. Cameroun: Balance des paiements, 2010–17</b>								
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
		Est.			Projections			
	(milliards de FCFA)							
Solde du compte courant	-334	-489	-601	-574	-653	-630	-631	-610
Balance commerciale	-104	-199	-452	-411	-494	-530	-527	-495
Exportations, biens	2,235	2,741	3,113	3,360	3,451	3,612	3,860	4,187
Pétrole et produits pétroliers	1,086	1,381	1,569	1,690	1,675	1,740	1,895	2,105
Secteur non pétrolier	1,149	1,360	1,545	1,670	1,776	1,872	1,965	2,082
Importations, biens	-2,339	-2,940	-3,566	-3,771	-3,945	-4,142	-4,387	-4,682
Services (net)	-271	-312	-210	-216	-209	-150	-149	-145
Revenu (net)	-130	-138	-117	-137	-144	-147	-154	-170
<i>Dont</i> : intérêts exigibles sur la dette publique	-26	-31	-39	-39	-41	-48	-54	-61
Transferts (net)	171	160	178	191	193	197	199	200
Entrées	269	215	227	242	246	254	261	268
Sorties	-98	-55	-49	-51	-53	-56	-62	-68
Solde du compte de capital et du compte financier	356	372	533	544	638	665	701	670
Compte de capital	12	8	23	21	19	17	17	17
Transferts de capital	12	8	23	21	19	17	17	17
<i>Dont</i> : transferts privés	2	0	0	0	0	0	0	0
Compte financier	345	365	509	523	619	648	684	653
Capital officiel	45	122	122	169	224	256	305	343
Emprunts à long terme	118	184	203	249	308	339	372	408
Amortissement	-73	-62	-81	-80	-84	-83	-66	-66
Capital non officiel (net)	299	243	388	355	395	392	379	310
Secteur pétrolier	39	45	79	77	76	75	90	72
Secteur non pétrolier	260	198	309	278	319	318	289	237
Erreurs et omissions	92	-43	0	0	0	0	0	0
Solde global	114	-159	-68	-30	-15	35	70	60
Financement	-114	159	68	30	15	-35	-70	-60
Utilisation du crédit du FMI (net)	0	1	1	2	3	18	17	16
Variations des réserves imputées (net, BEAC)	-114	158	67	28	12	-53	-87	-76
	(Pourcentage du PIB)							
Solde du compte courant								
Dons exclus	-4.3	-5.0	-5.6	-5.1	-5.3	-4.8	-4.4	-4.0
Dons inclus	-3.0	-4.1	-4.7	-4.2	-4.4	-4.0	-3.7	-3.3
Balance commerciale	-0.9	-1.7	-3.6	-3.0	-3.4	-3.3	-3.1	-2.7
Exportations non pétrolières	10.3	11.4	12.1	12.2	12.0	11.8	11.5	11.3
Importations	21.1	24.7	28.0	27.4	26.8	26.1	25.7	25.5
Solde global	1.0	-1.3	-0.5	-0.2	-0.1	0.2	0.4	0.3
	(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)							
Volume des exportations	-0.5	6.3	9.8	6.8	6.9	7.9	8.8	9.2
Pétrole brut	-14.6	-8.7	26.0	3.7	2.7	7.6	12.8	14.1
Secteur non pétrolier	3.1	9.4	7.0	7.4	7.8	8.0	8.0	8.2
Volume d'importations	4.9	15.6	7.9	7.8	7.3	7.0	7.0	6.9
Termes de l'échange	16.0	2.4	-6.8	2.2	-2.7	-2.1	-1.5	-0.9
Indice des prix à l'exportation non pétroliers	-1.5	8.1	6.1	0.7	-1.4	-2.4	-2.8	-2.1
Indice des prix à l'exportation	16.6	15.4	3.4	1.1	-4.0	-3.0	-1.7	-0.6
Indice des prix à l'importation	0.6	12.7	11.0	-1.1	-1.3	-0.9	-0.2	0.3
Taux de change (FCFA pour 1 \$EU, moyenne période)	494.4	464.3	...	...	...	...	...	...
Réserves off. brutes ( pertes imputées, milliards de \$EU)	3.6	3.5	3.1	3.0	3.0	3.0	3.2	3.3

Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

<b>Tableau 5. Cameroun: Situation monétaire, 2010–17</b>									
(milliards de FCFA, sauf indication contraire)									
	2010	2011		2012	2013	2014	2015	2016	2017
		Juin	Déc.			Projections			
Avoirs extérieurs nets	1,830	1,673	1,627	1,559	1,529	1,514	1,549	1,619	1,679
Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC)	1,578	1,405	1,418	1,350	1,320	1,305	1,340	1,410	1,470
Banques commerciales	253	268	209	209	209	209	209	209	209
Avoirs intérieurs nets	911	1,041	1,406	1,657	1,920	2,186	2,447	2,696	2,971
Crédit intérieur	913	1,080	1,483	1,734	1,997	2,263	2,524	2,773	3,048
Créances nettes sur le secteur public	-391	-392	-196	-113	-20	63	136	180	229
Crédit net à l'administration centrale	-340	-354	-189	-168	-168	-168	-168	-168	-168
Créances	207	239	245	247	246	243	226	210	194
Dépôts	-546	-594	-434	-415	-414	-411	-394	-378	-362
Dépôt des autres entités publiques	-183	-178	-143	-143	-143	-143	-143	-143	-143
Crédit aux organes autonomes	22	15	16	17	19	21	23	25	28
Crédit aux entreprises publiques	109	125	121	181	272	353	424	466	513
Crédit aux institutions financières	18	18	29	32	35	46	50	55	67
Crédit au secteur privé	1,285	1,454	1,649	1,815	1,983	2,155	2,338	2,537	2,753
Autres postes (net)	-2	-39	-77	-77	-77	-77	-77	-77	-77
Monnaie au sens large	2,741	2,714	3,033	3,216	3,449	3,700	3,996	4,315	4,650
Monnaie en dehors des banques	501	398	511	547	594	644	703	767	834
Dépôts	2,240	2,316	2,522	2,669	2,855	3,056	3,293	3,548	3,816
<i>Pour mémoire :</i>									
Contr. à croissance monnaie sens large (points de %)									
Avoirs extérieurs nets	2.4	-2.8	-7.4	-2.2	-0.9	-0.4	0.9	1.8	1.4
Avoirs intérieurs nets	8.9	11.3	18.0	8.3	8.2	7.7	7.0	6.2	6.4
Dont: crédit net à l'administration centrale	-1.5	-0.2	5.5	0.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Crédit au secteur privé									
Variation annuelle en pourcentage	8.2	19.3	28.3	10.0	9.2	8.7	8.5	8.5	8.5
En pourcentage du PIB	11.6	12.2	13.9	14.3	14.4	14.6	14.8	14.9	15.0
Monnaie au sens large ( variation annuelle en pourcenta	11.3	8.5	10.6	6.0	7.2	7.3	8.0	8.0	7.8
Monnaie en dehors des banques	12.0	4.6	1.9	7.2	8.5	8.5	9.2	9.1	8.7
Dépôts	11.2	9.2	12.6	5.8	7.0	7.0	7.7	7.8	7.6
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/moyenne M2)	4.2	4.4	4.1	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
Dépôts utilisables de l'État <sup>1</sup>	33.3	138.3	34.2	13.2	13.2	13.2	13.2	13.2	13.2
En mois du total des dépenses <sup>2</sup>	0.2	0.7	0.2	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0
Sources: BEAC et estimations et projections des services du FMI.									
<sup>1</sup> Dépôts qui sont disponibles pour les opérations de l'État.									
<sup>2</sup> Investissements financés sur l'extérieur exclus.									

Tableau 6. Cameroun: Arriérés et autres obligations de paiement de l'Etat, 2011–17

	2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017	
	Stocks fin d'année	Flux nets	Stocks fin d'année	Flux nets	Stocks fin d'année	Flux nets	Stocks fin d'année	Flux nets						
(milliards de FCFA, sauf indication contraire)														
A. Arriérés audités <sup>1</sup> (pourcentage du PIB)	163.1 1.4	-26.0 -0.2	Le 1.1	-22.5 -0.2	114.7 0.8	-20.1 -0.1	94.6 0.6	-16.1 -0.1	78.6 0.5	-9.8 -0.1	68.8 0.4	-8.2 0.0	60.6 0.3	
B. Ordres de paiement non réglés <sup>2</sup> (pourcentage du PIB)	131.0 1.1	0.0 0.0	131.0 1.0	0.0 0.0	131.0 1.0	0.0 0.0	131.0 0.9	0.0 0.0	131.0 0.8	0.0 0.0	131.0 0.8	0.0 0.0	131.0 0.7	
C. Obligations envers la SONARA (y compris arriérés titrisés) <sup>3</sup> (pourcentage du PIB)	243.2 2.0	102.0 0.8	345.2 2.7	226.1 1.7	571.3 4.2	220.5 1.6	791.7 5.4	223.9 1.5	1,015.7 6.4	234.3 1.4	1,249.9 7.3	251.4 1.4	1,501.3 8.2	
Obligations non titrisées envers la SONARA	163.2	63.8	227.0	234.1	461.1	232.3	693.4	235.7	929.1	246.1	1,175.2	263.2	1,438.4	
Arriérés titrisés envers la SONARA	80.0	38.1	118.1	-8.0	110.1	-11.8	98.3	-11.8	86.5	-11.8	74.7	-11.8	62.9	
D. Obligations résiduelles du déficit de financement <sup>4</sup> (Catégories A,B et au-dessus de C exclues) (pourcentage du PIB)	0.0 0.0	141.3 1.1	141.3 1.1	126.5 0.9	267.7 1.9	235.7 1.6	503.4 3.4	281.9 1.8	785.3 5.0	238.3 1.4	1,023.7 6.0	273.8 1.5	1,297.5 7.1	
E. Total arriérés et autres obligations de paiement (A+B+C+D) (pourcentage du PIB)	537.3 4.5	217.3	754.6 5.9	330.1	1,084.7 7.9	436.1	1,520.8 10.3	489.8	2,010.6 12.7	462.8	2,473.4 14.5	517.0	2,990.5 16.3	

Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services FMI.

<sup>1</sup> Un audit partiel réalisé en 2010 a montré un stock d'environ 18 milliards de FCFA de nouveaux arriérés, qui sont inclus dans le stock de la fin de 2010. Un nouvel audit est réalisé en 2012.

<sup>2</sup> On suppose que les stocks d'ordres de paiement non réglés de fin d'année se maintiendront à 131 milliards de FCFA au-delà de 2011, ce qui signifie que les ordres de paiement non réglés vont progressivement baisser en pourcentage du total des dépenses.

<sup>3</sup> Les autorités ont titrisé 80 milliards de FCFA d'arriérés envers la SONARA en 2011 et entendent titriser une partie du stock des obligations de la fin de 2011 envers la SONARA (38,1 milliards de FCFA) en 2012. Les projections des flux pour 2012 et au-delà supposent que les obligations annuelles envers la SONARA se maintiendront à environ 400 milliards de FCFA et que les autorités continueront à payer près de 170 milliards de FCFA par an, comme budgétisé en 2012. L'amortissement de la partie titrisée (pour 2011 et 2012) est de 10 ans avec une période de grâce de deux ans.

<sup>4</sup> Le déficit résiduel de financement est différent du déficit de financement du Tableau 2, car les paiements nets des arriérés doivent être soustraits pour éviter une double comptabilisation. Pour 2012, il convient de prendre en compte le traitement du règlement des arriérés de 2011 qui est équivalent à 26 milliards de FCFA ( arriérés audités) plus 38,1 milliards de FCFA ( paiements en liquide). Le montant titrisé pas besoin d'être soustrait, car il apparaît à la fois au-dessus et en-dessous de la ligne et par conséquent n'affecte pas le déficit de financement. On suppose aussi que le déficit résiduel de financement est financé a posteriori par l'accumulation d'arriérés intérieurs.

<b>Tableau 7 Cameroun: Opérations de l'administration centrale, 2010–17</b>										
(milliards de FCFA, sauf indication contraire)										
	2010	2011	2012		2013	2014	2015	2016	2017	
		Est.	Budget	Mars Act.	Proj.	Projections				
Recettes	1,940	2,250	2,274	573	2,411	2,560	2,653	2,816	3,044	3,297
Taxes	1,375	1,561	1,663	450	1,702	1,852	1,985	2,141	2,319	2,497
Impôt sur le revenu, les bénéfiques et les plus-values	427	502	536	183	587	632	660	698	748	804
dont taxation des sociétés pétrolières	84	97	110	0	150	153	140	136	141	150
Taxes sur les biens et les services	695	785	870	202	848	928	1,008	1,100	1,198	1,290
dont taxe spéciale sur les produits pétroliers	83	85	92	25	89	97	105	114	123	133
Taxes sur le commerce international	253	274	257	65	266	292	317	343	374	402
Dons	71	60	67	2	67	61	58	53	51	47
Autres recettes	494	629	544	121	643	647	610	621	675	753
dont redevance sur le pétrole brut	413	541	447	104	550	546	500	496	538	606
Dépenses	2,067	2,590	2,552	528	2,804	3,065	3,313	3,538	3,799	4,117
Frais	1,653	1,864	1,820	386	2,072	2,242	2,386	2,538	2,701	2,897
Rémunération des employés	634	685	735	160	735	799	860	915	985	1,060
Utilisation de biens et de services	613	550	559	116	559	606	652	705	753	811
Intérêts	33	45	40	8	55	68	85	105	117	138
Subventions	214	412	305	64	532	550	561	578	602	633
dont subventions aux combustibles	17	146	170	...	397	404	402	406	416	433
Avantages sociaux	117	138	121	32	130	138	147	156	165	174
Autres dépenses	42	35	60	6	60	80	80	80	80	80
dont réhabilitation et participation 1/	42	35	60	6	60	80	80	80	80	80
Acquisition nette d'actifs non financiers	414	726	732	141	732	823	927	1,000	1,097	1,221
Financée sur l'intérieur	315	563	526	91	526	574	622	668	734	823
Financée sur l'extérieur	100	163	206	51	206	249	305	331	363	398
Solde d'exploitation brut	288	387	454	187	340	318	267	277	343	400
Prêts / emprunts nets (solde global, dons inclus)	-127	-339	-278	46	-393	-505	-660	-722	-755	-820
Fonds propres financiers nets, transactions	127	339	278	-46	187	122	172	189	260	275
Acquisitions nettes d'actifs financiers ("+" : augmentation des actifs)	-62	151	21	-39	21	0	0	0	0	0
Encours net de passifs ("+" : augmentation des passifs)	188	188	258	-3	166	122	172	189	260	275
Intérieur	46	90	142	-48	52	-40	-44	-57	-34	-55
Titres de créance	205	198	250	-27	238	100	100	100	100	100
Prêts	-34	-47	-82	-19	-83	-117	-124	-141	-124	-147
Amortissement	-34	-47	-82	-19	-83	-117	-124	-141	-124	-147
Autres comptes à payer (arriérés)	-125	-62	-26	-2	-102	-22	-20	-16	-10	-8
Obligations envers la SONARA	-90	-47	0	0	-76	0	0	0	0	0
Variation des arriérés	-35	-15	-26	-2	-26	-22	-20	-16	-10	-8
Extérieurs	142	98	116	45	114	162	216	246	294	331
Ecart statistique	0	1	-1	-3	0	0	0	0	0	0
Déficit de financement	0	0	0	0	205	383	488	534	494	545
<i>Pour mémoire :</i>										
Solde global (base caisse, dons incl.)	-252	-401	-304	44	-495	-528	-680	-738	-764	-828
Recettes pétrolières	497	638	557	104	699	699	640	632	679	756
Recettes non pétrolières	1,372	1,552	1,650	468	1,646	1,801	1,956	2,131	2,315	2,494
Dépenses d'investissement	456	761	792	148	792	903	1,007	1,080	1,177	1,301
Solde primaire	-94	-295	-239	53	-337	-438	-575	-617	-637	-682
Solde primaire hors pétrole	-591	-933	-796	-51	-1,036	-1,136	-1,214	-1,249	-1,316	-1,438

Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services FML.

1/ Réhabilitation et participation indique les transferts de capitaux des administrations publiques.

	2010	2011	2012		2013	2014	2015	2016	2017
		Est.	Budget	Proj.	Projections				
<b>Recettes</b>	17.5	18.9	17.9	19.0	18.6	18.0	17.8	17.8	17.9
<b>Taxes</b>	12.4	13.1	13.1	13.4	13.5	13.5	13.5	13.6	13.6
Impôt sur le revenu, les bénéfices et les plus-values	3.8	4.2	4.2	4.6	4.6	4.5	4.4	4.4	4.4
dont taxation des sociétés pétrolières	0.8	0.8	0.9	1.2	1.1	0.9	0.9	0.8	0.8
Taxes sur les biens et les services	6.3	6.6	6.8	6.7	6.8	6.8	6.9	7.0	7.0
Other taxes on goods and services	1.4	1.4	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
dont taxe spéciale sur les produits pétroliers	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
Taxes sur le commerce international	2.3	2.3	2.0	2.1	2.1	2.1	2.2	2.2	2.2
<b>Dons</b>	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3
<b>Autres recettes</b>	4.4	5.3	4.3	5.1	4.7	4.1	3.9	4.0	4.1
dont redevance sur le pétrole brut	3.7	4.5	3.5	4.3	4.0	3.4	3.1	3.2	3.3
<b>Dépenses</b>	18.6	21.7	20.1	22.0	22.3	22.5	22.3	22.3	22.4
<b>Frais</b>	14.9	15.7	14.3	16.3	16.3	16.2	16.0	15.8	15.7
Rémunération des employés	5.7	5.7	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8
Utilisation de biens et de services	5.5	4.6	4.4	4.4	4.4	4.4	4.5	4.4	4.4
Intérêts	0.3	0.4	0.3	0.4	0.5	0.6	0.7	0.7	0.8
Subventions	1.9	3.5	2.4	4.2	4.0	3.8	3.6	3.5	3.4
dont subventions aux combustibles	0.2	1.2	1.3	3.1	2.9	2.7	2.6	2.4	2.4
Avantages sociaux	1.0	1.2	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9
Autres dépenses	0.4	0.3	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4
dont réhabilitation et participation 1/	0.4	0.3	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4
Acquisition nette d'actifs non financiers	3.7	6.1	5.8	5.8	6.0	6.3	6.3	6.4	6.6
Financée sur l'intérieur	2.8	4.7	4.1	4.1	4.2	4.2	4.2	4.3	4.5
Financée sur l'extérieur	0.9	1.4	1.6	1.6	1.8	2.1	2.1	2.1	2.2
<b>Solde d'exploitation brut</b>	2.6	3.2	3.6	2.7	2.3	1.8	1.8	2.0	2.2
<b>Prêts / emprunts nets (solde global, dons inclus)</b>	-1.1	-2.9	-2.2	-3.1	-3.7	-4.5	-4.6	-4.4	-4.5
<b>Fonds propres financiers nets, transactions</b>	1.1	2.8	2.2	1.5	0.9	1.2	1.2	1.5	1.5
Acquisitions nettes d'actifs financiers ("+" : augmentation des actifs)	-0.6	1.3	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Encours net de passifs ("+" : augmentation des passifs)	1.7	1.6	2.0	1.3	0.9	1.2	1.2	1.5	1.5
Intérieur	0.4	0.8	1.1	0.4	-0.3	-0.3	-0.4	-0.2	-0.3
Titres de créance	1.8	1.7	2.0	1.9	0.7	0.7	0.6	0.6	0.5
Prêts	-0.3	-0.4	-0.6	-0.7	-0.9	-0.8	-0.9	-0.7	-0.8
Autres comptes à payer (arriérés)	-1.1	-0.5	-0.2	-0.8	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	0.0
Obligations envers la SONARA	-0.8	-0.4	0.0	-0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Variation des arriérés	-0.3	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	0.0
Extérieurs	1.3	0.8	0.9	0.9	1.2	1.5	1.6	1.7	1.8
<b>Écarts statistiques</b>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Déficit de financement</b>	0.0	0.0	0.0	1.6	2.8	3.3	3.4	2.9	3.0
<i>Pour mémoire :</i>									
Solde global (base caisse, dons incl.)	-2.3	-3.4	-2.4	-3.9	-3.8	-4.6	-4.7	-4.5	-4.5
Recettes pétrolières	4.5	5.4	4.4	5.5	5.1	4.3	4.0	4.0	4.1
Recettes non pétrolières	12.4	13.0	13.0	12.9	13.1	13.3	13.4	13.6	13.6
Dépenses d'investissement	4.1	6.4	6.2	6.2	6.6	6.8	6.8	6.9	7.1
Solde primaire	-0.8	-2.5	-1.9	-2.7	-3.2	-3.9	-3.9	-3.7	-3.7
Solde primaire hors pétrole	-5.3	-7.8	-6.3	-8.1	-8.3	-8.2	-7.9	-7.7	-7.8
Solde primaire hors pétrole (% du PIB hors pétrole)	-5.7	-8.5	-6.9	-9.0	-9.1	-8.9	-8.5	-8.3	Le

Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services FMI.

1/ Réhabilitation et participation indique les transferts de capitaux des administrations publiques.

<b>Tableau 9. Cameroun. Scénario de réformes—Principaux indicateurs économiques et financiers, 2010-17</b>								
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
		Est.	Projections					
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)								
<b>Comptes nationaux et prix</b>								
PIB à prix constants <sup>1/</sup>	2.9	4.2	4.7	5.5	5.7	6.0	6.2	6.5
PIB pétrolier à prix constants	-12.1	-7.3	16.2	6.8	2.7	4.3	7.4	8.7
PIB hors pétrole à prix constants	3.7	4.7	4.3	5.4	5.8	6.1	6.2	6.4
Déflateur du PIB	3.0	2.9	2.0	3.4	2.4	2.5	2.5	2.6
PIB aux prix du marché	11,107	11,908	12,719	13,871	15,017	16,314	17,767	19,415
Pétroliers	785	997	1,177	1,226	1,148	1,136	1,196	1,294
Hors pétrole	10,322	10,911	11,542	12,645	13,870	15,178	16,571	18,121
Production pétrolière (milliers de barils par jour)	63.9	59.2	68.8	73.7	75.6	81.0	90.9	103.1
Prix à la consommation (moyenne)	1.3	2.9	3.0	3.5	3.0	3.0	3.0	3.0
<b>Commerce extérieur</b>								
Volume des exportations	-0.5	6.3	9.8	6.8	6.9	7.9	8.8	9.2
Secteur pétrolier	-14.6	-8.7	26.0	3.7	2.7	7.6	12.8	14.1
Secteur non pétrolier	3.1	9.4	7.0	7.4	7.8	8.0	8.0	8.2
Volume des importations	4.9	15.6	7.9	8.6	8.0	8.0	8.0	7.8
Prix moyen du pétrole à l'exportation (\$EU/baril) 1	79.6	111.6	102.7	101.0	93.8	88.2	84.3	82.0
Taux de change effectif nominal (dépréciation -)	-4.4	1.2	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel (dépréciation -)	-6.3	-0.3	...	...	...	...	...	...
Termes de l'échange	16.0	2.4	-6.8	2.2	-2.7	-2.1	-1.5	-0.9
Indice des prix à l'exportation	16.6	15.4	3.4	1.1	-4.0	-3.0	-1.7	-0.6
Indice des prix à l'exportation hors pétrole	-1.5	8.1	6.1	0.7	-1.4	-2.4	-2.8	-2.1
Indice des prix à l'importation	0.6	12.6	11.0	-1.1	-1.3	-0.9	-0.2	0.3
<b>Monnaie et crédit</b>								
Monnaie au sens large (M2)	11.3	10.6	6.0	8.2	8.3	9.2	9.2	9.3
Avoirs extérieurs nets 2	2.4	-7.4	-2.2	1.6	2.2	3.4	4.0	4.1
Avoirs intérieurs nets 2	8.9	18.0	8.3	6.6	6.1	5.7	5.1	5.2
Crédit intérieur au secteur privé	8.2	28.3	10.0	9.7	10.0	10.3	11.4	12.3
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)								
Épargne nationale brute	13.1	15.7	14.2	15.4	15.8	16.5	17.3	17.5
Investissement intérieur brut	16.1	18.9	18.9	19.8	20.6	21.1	21.9	22.2
Investissements publics	4.1	6.4	6.2	6.7	7.2	7.5	7.6	7.6
Investissements privés	12.0	12.5	12.7	13.2	13.4	13.7	14.2	14.6
<b>Opérations de l'administration centrale</b>								
Total recettes (dons exclus)	16.8	18.4	18.4	18.3	17.9	17.9	18.1	18.3
Recettes pétrolières	4.5	5.4	5.5	5.0	4.3	3.9	3.8	3.9
Recettes non pétrolières	12.4	13.0	12.9	13.3	13.7	14.0	14.3	14.5
Recettes non pétrolières (% du PIB hors pétrole)	13.3	14.2	14.3	14.6	14.8	15.1	15.3	15.5
Total dépenses	18.6	21.7	22.0	20.9	20.8	20.9	21.0	20.8
<b>Solde budgétaire global (base caisse)</b>								
Dons inclus	-2.9	-3.9	-4.4	-2.7	-3.0	-3.2	-3.0	-2.5
Dons exclus	-2.3	-3.4	-3.9	-2.3	-2.7	-2.8	-2.7	-2.2
Solde primaire hors pétrole (% PIB hors pétrole)	-5.7	-8.5	-9.0	-7.3	-6.7	-6.4	-6.2	-5.8
<b>Secteur extérieur</b>								
<b>Solde compte courant</b>								
Dons officiels inclus	-3.0	-3.1	-4.7	-4.4	-4.9	-4.6	-4.6	-4.7
Dons officiels exclus	-4.3	-4.1	-5.6	-5.3	-5.7	-5.4	-5.3	-5.3
Réserves officielles brutes								
Réserves imputées (milliards de \$EU)	3.6	3.5	3.1	3.1	3.2	3.4	3.6	3.8
Réserves imputées (% de la monnaie au sens large)	65.6	52.9	47.8	45.1	43.2	41.7	40.5	39.3
<b>De dette publique<sup>3</sup></b>								
Stock de la dette publique	12.1	13.7	17.2	18.3	20.0	21.7	23.4	24.5
Dont: extérieure	6.5	7.6	8.9	10.3	12.3	14.7	17.0	18.9
(Pourcentage des exportations de biens et services, sauf indication contraire)								
Valeur actuelle de la dette extérieure	20.0	20.9	22.8	25.8	32.0	38.8	45.7	51.3
Service de la dette extérieure	0.9	1.0	1.6	1.5	1.7	2.1	2.0	2.1
Service de la dette extérieure (% recettes État)	1.4	1.7	2.8	2.6	2.8	3.5	3.1	3.2

Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Au-delà de 2011, le prix du baril en dollars EU des *Perspectives de l'économie mondiale*, moins une escompte de 6 dollars EU pour incertitude (facteur de prudence) et de 3 dollars EU pour la qualité du pétrole du Cameroun.

<sup>2</sup> Pourcentage de la monnaie au sens large en début de période.

<sup>3</sup> Les projections sont tirées de l'analyse de la viabilité de la dette (AVD) de 2012, qui exclut le stock de la dette pour lequel la France a offert un allègement de la dette dans le cadre d'un "Contrat de désendettement et de développement" (C2D).

**Tableau 10. Cameroun: Scénario de réforme–Opérations de l'administration centrale, 2010–17**

(milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2010	2011	2012		2013	2014	2015	2016	2017
		Est.	Budget	Proj.					
Total recettes et dons	1,940	2,250	2,273	2,411	2,601	2,748	2,968	3,259	3,608
Total recettes	1,869	2,190	2,207	2,345	2,541	2,690	2,915	3,208	3,561
Recettes du secteur pétrolier	497	638	557	699	698	639	630	676	751
Recettes du secteur non pétrolier	1,372	1,552	1,650	1,646	1,842	2,051	2,285	2,532	2,809
Impôts directs	343	405	426	437	489	544	604	670	740
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	83	85	92	89	100	111	124	137	151
Autres taxes sur les biens et services	612	701	778	759	852	949	1,054	1,168	1,303
Taxes sur le commerce international	253	274	257	266	298	331	368	408	450
Recettes non fiscales	81	88	97	94	104	116	135	150	165
Total dons	71	60	66	67	61	58	53	51	47
Projets	10	8	23	23	21	19	17	17	17
Autres ( allégement de la dette)	62	53	43	43	40	38	37	34	30
Total dépenses	2,067	2,590	2,552	2,804	2,899	3,127	3,416	3,723	4,035
Dépenses courantes	1,611	1,828	1,760	2,011	1,974	2,042	2,196	2,366	2,553
Traitements et salaires	634	685	735	735	799	865	935	1,012	1,094
Biens et services	613	550	559	559	612	665	720	763	809
Subventions et transferts	331	550	426	662	494	428	441	484	525
Subventions aux combustibles	17	146	170	397	199	100	77	71	55
Pensions	117	138	121	130	135	145	156	167	179
Autres	197	266	135	135	160	183	208	246	291
Intérêts exigibles	33	45	40	55	69	84	99	107	124
Extérieurs	26	31	21	39	40	45	55	67	80
Intérieurs	6	14	18	16	29	39	44	40	44
Dépenses d'investissement	456	761	792	792	926	1,085	1,220	1,357	1,482
Investissements financés sur l'intérieur	315	563	526	526	516	540	556	637	730
Investissements financés sur l'extérieur	100	163	206	206	330	465	584	641	672
Réhabilitation et participation	42	35	60	60	80	80	80	80	80
Solde global (paiement obligations État excl.)									
Dons exclus	-198	-400	-345	-459	-358	-437	-501	-515	-474
Dons inclus	-127	-339	-279	-392	-298	-380	-448	-465	-427
Paiement des obligations de l'État	-125	-62	-26	-102	-22	-20	-16	-10	-8
Arriérés audités	-35	-15	-26	-26	-22	-20	-16	-10	-8
Ordres de paiement non réglés	...	...	0	0	0	0	0	0	0
Obligations envers la SONARA	-90	-47	0	-76	0	0	0	0	0
Solde global ( base caisse)									
Dons exclus	-323	-461	-371	-561	-381	-457	-517	-525	-482
Dons inclus	-252	-401	-305	-495	-320	-400	-464	-474	-435
Financement	252	401	305	290	320	400	464	475	435
Financement extérieur, net	40	98	116	114	242	376	498	572	605
Amortissement	-60	-58	-67	-69	-67	-70	-69	-52	-50
Tirages	100	156	183	183	309	446	567	624	655
Financement intérieur, net	212	303	189	176	78	24	-34	-97	-170
Système bancaire	-62	151	21	21	-5	-33	-53	-113	-143
Utilisation des allocations DTS	103	0	0	0	0	0	0	0	0
Amortissement de la dette intérieure	-34	-47	-82	-83	-117	-144	-181	-184	-227
Émission de titres	200	0	250	200	200	200	200	200	200
Titrisation des arriérés envers la SONARA	0	80	0	38	0	0	0	0	0
Autre financement intérieur	5	118	0	0	0	0	0	0	0
Erreurs et omissions	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Déficit de financement	0	0	0	205	0	0	0	0	0
<i>Pour mémoire :</i>									
Solde primaire	-94	-295	-239	-337	-229	-296	-348	-357	-303
Solde primaire hors pétrole	-591	-933	-796	-1,036	-927	-935	-978	-1,033	-1,054

Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

	2010	2011	2012		2013	2014	2015	2016	2017
		Est.	Budget	Proj.					
Total recettes et dons	17.5	18.9	17.9	19.0	18.8	18.3	18.2	18.3	18.6
Total recettes	16.8	18.4	17.4	18.4	18.3	17.9	17.9	18.1	18.3
Recettes du secteur pétrolier	4.5	5.4	4.4	5.5	5.0	4.3	3.9	3.8	3.9
Recettes du secteur non pétrolier	12.4	13.0	13.0	12.9	13.3	13.7	14.0	14.3	14.5
Impôts directs	3.1	3.4	...	3.4	3.5	3.6	3.7	3.8	3.8
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	0.7	0.7	...	0.7	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8
Autres taxes sur les biens et services	5.5	5.9	...	6.0	6.1	6.3	6.5	6.6	6.7
Taxes sur le commerce international	2.3	2.3	...	2.1	2.1	2.2	2.3	2.3	2.3
Recettes non fiscales	0.7	0.7	0.8	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9
Total dons	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.3	0.3	0.2
Projets	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Autres ( allègement de la dette)	0.6	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2
Total dépenses	18.6	21.7	20.1	22.0	20.9	20.8	20.9	21.0	20.8
Dépenses courantes	14.5	15.4	13.8	15.8	14.2	13.6	13.5	13.3	13.1
Traitements et salaires	5.7	5.7	5.8	5.8	5.8	5.8	5.7	5.7	5.6
Biens et services	5.5	4.6	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.3	4.2
Subventions et transferts	3.0	4.6	3.3	5.2	3.6	2.9	2.7	2.7	2.7
Subventions aux combustibles	0.2	1.2	1.3	3.1	1.4	0.7	0.5	0.4	0.3
Pensions	1.0	1.2	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9
Autres	1.8	2.2	1.1	1.1	1.2	1.2	1.3	1.4	1.5
Intérêts exigibles	0.3	0.4	0.3	0.4	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6
Extérieurs	0.2	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4
Intérieurs	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2
Dépenses d'investissement	4.1	6.4	6.2	6.2	6.7	7.2	7.5	7.6	7.6
Investissements financés sur l'intérieur	2.8	4.7	4.1	4.1	3.7	3.6	3.4	3.6	3.8
Investissements financés sur l'extérieur	0.9	1.4	1.6	1.6	2.4	3.1	3.6	3.6	3.5
Réhabilitation et participation	0.4	0.3	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4
Solde global (paiements obligations État exclus)									
Dons exclus	-1.8	-3.4	-2.7	-3.6	-2.6	-2.9	-3.1	-2.9	-2.4
Dons inclus	-1.1	-2.9	-2.2	-3.1	-2.1	-2.5	-2.7	-2.6	-2.2
Paiement des obligations de l'État	-1.1	-0.5	-0.2	-0.8	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	0.0
Arriérés audités	-0.3	-0.1	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0
Ordres de paiement non réglés	...	...	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Obligations envers la SONARA	-0.8	-0.4	0.0	-0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global (base caisse)									
Dons exclus	-2.9	-3.9	-2.9	-4.4	-2.7	-3.0	-3.2	-3.0	-2.5
Dons inclus	-2.3	-3.4	-2.4	-3.9	-2.3	-2.7	-2.8	-2.7	-2.2
Financement	2.3	3.4	2.4	2.3	2.3	2.7	2.8	2.7	2.2
Financement extérieur, net	0.4	0.8	0.9	0.9	1.7	2.5	3.1	3.2	3.1
Amortissement	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.4	-0.3	-0.3
Tirages	0.9	1.3	1.4	1.4	2.2	3.0	3.5	3.5	3.4
Financement intérieur, net	1.9	2.5	1.5	1.4	0.6	0.2	-0.2	-0.5	-0.9
Système bancaire	-0.6	1.3	0.2	0.2	0.0	-0.2	-0.3	-0.6	-0.7
Utilisation des allocations DTS	0.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Amortissement de la dette intérieure	-0.3	-0.4	-0.6	-0.7	-0.8	-1.0	-1.1	-1.0	-1.2
Émission de titres	1.8	0.0	2.0	1.6	1.4	1.3	1.2	1.1	1.0
Titrisation des arriérés envers la SONARA	0.0	0.7	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autre financement intérieur	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Erreurs et omissions	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Déficit de financement	0.0	0.0	0.0	1.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pour mémoire :			(pourcentage du PIB hors pétrole, sauf indication contraire)						
Solde primaire	13.3	14.2	14.3	14.3	14.6	14.8	15.1	15.3	15.5
Solde primaire hors pétrole	-5.7	-8.5	-6.9	-9.0	-7.3	-6.7	-6.4	-6.2	-5.8
			(pourcentage du PIB, sauf indication contraire)						
Solde primaire	-0.8	-2.5	-1.9	-2.7	-1.7	-2.0	-2.1	-2.0	-1.6
Stock de la dette publique totale	12.1	13.7	...	17.2	18.3	20.0	21.7	23.4	24.5
			En mois de dépenses totales, investissements financés sur l'extérieur exclus.						
Dépôts de l'État utilisables	0.2	0.2		0.1	0.2	0.3	0.5	0.9	1.2

Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

<b>Tableau 12. Cameroun: Objectifs du millénaire pour le développement, 1990–2010</b>					
	1990	1995	2000	2005	2010
<b>Objectif 1: Éradiquer la pauvreté extrême et la faim</b>					
Ratio emploi/population, + 15 ans, total (%)	60	61	61	62	62
Ratio emploi/population, 15-24 ans, total (%)	44	44	43	43	42
PIB par personne employée (PPA 1990, \$EU constants)	3,124	2,407	2,687	2,901	2,991
Revenus détenus par la tranche inférieure de 20%	..	7	7	7	..
Prévalence de la malnutrition (% des enfants de moins de 5 ans)	18	..	18	17	..
Écart de pauvreté à 1,25 \$/jour (PPA) (%)	..	6	2	1	..
Taux de pauvreté à \$1,25/jour (PPA) (% de la population)	..	25	11	10	..
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total)	..	80	76	..	..
<b>Objectif 2: Assurer l'éducation primaire pour tous</b>					
Taux d'alphabétisation, filles (% des filles de 15-24 ans)	..	..	78	77	..
Taux d'alphabétisation, garçons (% des garçons de 15-24 ans)	..	..	88	89	..
Persistance jusqu'à dernière année primaire, total (% cohorte)	..	..	45	57	69
Taux d'achèvement de l'enseignement primaire, total (% du groupe d'âge concerné)	54	..	51	53	79
Scolarisation totale, primaire (% net)	71	..	..	..	92
<b>Objectif 3: Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes</b>					
Proportion des sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (%)	14	12	6	9	14
Taux d'inscription des filles en enseignement primaire par rapport aux garçons (%)	86	90	85	84	86
Taux d'inscription des filles à l'école secondaire par rapport aux garçons (%)	69	69	81	79	83
Taux d'inscription des filles à l'école tertiaire par rapport aux garçons (%)	..	..	64	66	81
Part de femmes employées en dehors de l'agriculture (% de l'emploi non agricole)	..	19.2	22.2	..	..
<b>Objectif 4: Réduire la mortalité infantile</b>					
Vaccination contre la rougeole (% des 12-23 mois)	56	46	49	68	79
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	85	91	91	88	84
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	137	147	148	142	136
<b>Objectifs 5: Améliorer la santé maternelle</b>					
Taux de fécondité des adolescentes (naissances pour 1.000 femmes de 15-19 ans)	..	143	139	131	123
Accouchements pratiqués par un personnel soignant qualifié (% du total)	58	..	60	63	..
Prévalence de la contraception (% des femmes de 15-49 ans)	16	..	26	29	..
Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100.000 naissances vivantes)	680	680	660	640	600
Femmes enceintes recevant des soins prénatals (%)	79	..	75	82	..
Besoins en contraception non satisfaits (% femmes mariées de 15-49 ans)	22	..	20	3	..
<b>Objectif 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies</b>					
Enfants fiévreux recevant des médicaments anti-paludiques (% des enfants fiévreux mc)	..	..	66	58	..
Utilisation de préservatifs, population 15-24 ans, femmes (% femmes 15-24 ans)	..	..	16	24	..
Utilisation de préservatifs, population 15-24 ans, hommes (% hommes 15-24 ans)	..	..	27	52	..
Incidence de la tuberculose (pour 100.000 personnes)	81	116	168	202	177
Prévalence du VIH, femmes (% des 15-24 ans)	..	..	..	..	3.9
Prévalence du VIH, hommes (% des 15-24 ans)	..	..	..	..	1.6
Prévalence du VIH, total (% des 15-49 ans)	0.6	4.2	5.5	5.4	5.3
Taux de détection des cas de tuberculose (% toutes formes)	60	20	20	61	69
<b>Objectif 7: Assurer un environnement durable</b>					
Émissions de CO2 (kg par dollar PPP de PIB)	0	0	0	0	0
Émissions de CO2 (tonnes par habitant)	0	0	0	0	0
Zones forestières (% de la superficie)	51.4	..	46.8	44.5	42.1
Accès à des équipements sanitaires améliorés (% de la population ayant accès)	47	48	47	47	47
Accès à des sources d'eau améliorées (% de la population ayant accès)	50	57	64	71	74
Régions marines protégées (% de la superficie)	0	0	0	0	0
APD reçue par habitant (\$EU courants)	36	32	24	24	34
<b>Objectif 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement</b>					
Service de la dette GCE et FMI uniquement, % des exportations, envois de fonds des tr	13	17	12	10	1
Utilisateurs d'Internet ( pour 100 personnes)	0.0	0.0	0.3	1.4	4.0
Abonnements au téléphone portable (pour 100 personnes)	0	0	1	13	42
Lignes de téléphone (pour 100 personnes)	0	0	1	1	3
Taux de fécondité, total (naissances par femme)	6	5	5	5	5
<b>Autres</b>					
RNB par habitant, méthode Atlas (\$EU courants)	910	720	630	930	1,180
RNB, méthode Atlas (\$EU courants) (milliards)	11.1	10.0	9.8	16.3	23.2
Formation brute de capital (% du PIB)	17.8	13.3	16.7	19.1	..
Espérance de vie à la naissance, total (années)	53	52	50	49	51
Taux d'alphabétisation, total adultes (% des habitants d'au moins 15 ans)	..	..	68	71	..
Population, total (millions)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Commerce extérieur (% du PIB)	37.5	41.4	42.9	41.9	60.5

Source: Indicateurs du développement dans le monde.

## Appendice I. Cameroun: Questions relatives au système bancaire

### A. Structure du système bancaire

**1. La structure de détention du capital du système bancaire camerounais est diversifiée<sup>1</sup>.** Les 13 banques commerciales qui le composent sont : i) des filiales de groupes bancaires internationaux dont le siège est hors d'Afrique subsaharienne (AfSS) (cinq banques); ii) des banques sous le contrôle de groupes qui ont leur siège en AfSS (cinq banques); et iii) des banques intérieures (trois banques). Ensemble, elles représentent plus de 40 % des actifs bancaires de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC; tableau 1).

**2. Les grands groupes internationaux qui ont leur siège hors d'AfSS dominent le secteur bancaire camerounais.** À fin 2011, ces groupes représentaient 57,3 % du marché du crédit, soit une hausse de 1,3 point de pourcentage par rapport à 2010. Les groupes bancaires français prédominaient dans cette sous-catégorie, contrôlant plus de 40 % du marché du crédit. La part des banques intérieures dans ce marché était de 24 % au total. L'État a des parts importantes à la fois dans les groupes bancaires français et dans la banque marocaine récemment acquise auprès d'un autre groupe français qui opérait au Cameroun jusqu'à l'année dernière.

**3. Les 19 % restants du marché du crédit étaient partagés entre quatre filiales**

**relativement petites de groupes bancaires nigériens, togolais et gabonais.** Ecobank, cinquième banque du Cameroun par sa taille, (10 % du marché du crédit) appartient au groupe Ecobank ayant son siège au Togo, qui a récemment acheté le Nigerian Oceanic Group, société mère de l'Union Bank of Cameroon (2,1 % du marché du crédit). Un nouveau groupe bancaire gabonais, la Banque Gabonaise et Française Internationale, qui est entrée dans le secteur en 2011, s'est assurée une part de 2,5 % du marché du crédit. Les banques restantes sont la Banque Atlantique du Cameroun, qui appartient au Togo (1,6 % du marché du crédit), et le groupe bancaire nigérien United Bank for Africa (2,2 % du marché du crédit).

**4. Le secteur de la microfinance au Cameroun est de taille assez grande, égale à celle de l'une des banques moyennes du pays.** L'organisme de contrôle bancaire régional, la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC), est chargé du contrôle du secteur mais n'est pas en mesure de remplir son mandat en raison de contraintes de capacité et du nombre élevé des institutions sous sa surveillance, qui était de 495 au total à fin 2010. Selon les autorités de contrôle, un grand nombre de ces institutions sont en proie à des difficultés financières.

### B. Vulnérabilités du système bancaire

**5. La vulnérabilité du secteur bancaire camerounais s'est sensiblement accrue**

**depuis les dernières consultations au titre**

**de l'article IV.** Il y a maintenant quatre banques menacées d'insolvabilité et une cinquième serait elle aussi en difficulté (contre trois à fin 2010) parce que i) ces diverses banques sont confrontés à des problèmes de mauvaise gestion, dus en particulier à leurs prêts à des parties liées; ii) il demeure impossible de mettre sur pied des plans de restructuration viables pour les banques qui sont déjà en difficulté; et iii) les ressources humaines de certaines banques sont mal équipées pour faire face aux exigences des conditions changeantes du marché. Les fonds propres nets négatifs liés aux pertes sur prêts non productifs (PNP) de l'une des plus grandes banques intérieures ont été estimés à 60 milliards de francs CFA (contre des actifs évalués à 113 milliards de francs CFA), outre le montant estimé à 20 milliards de francs CFA pour les autres banques en difficulté. Le nombre des banques en difficulté et la part importante du marché de détail sous leur contrôle constituent un risque. Il est vrai que la quasi-inexistence de prêts interbancaires réduit le risque de contagion, mais la faillite d'une banque pourrait toutefois précipiter une perte de confiance dans d'autres banques sous-capitalisées. Le principal risque lié aux éventuelles fermetures bancaires serait donc de nuire à la réputation des banques en ébranlant la confiance du public dans le système bancaire et le pouvoir des instances de contrôle.

**6. Les indicateurs de solidité financière du Cameroun se sont davantage détériorés depuis les dernières consultations au titre de l'article IV.** Le nombre des banques

<sup>1</sup> Il s'agit ici d'une version revue et élargie d'un appendice consacré au même sujet dans le rapport 2011 des services du FMI. L'auteur en est Liam O'Sullivan.

dépassant la limite fixée aux engagements en faveur d'un seul et même gros emprunteur est passé de 5 (sur 12 banques) à 9 (sur 13 banques) (tableau 2). Au niveau global, le ratio de fonds propres a fortement reculé, tombant en moyenne de 7,4 % des actifs pondérés des risques en 2010 à 5,2 % en 2011 (tableau 3). La limite statutaire est de 8 %. Cette détérioration des résultats globaux des ratios de fonds propres tient à l'augmentation du nombre des banques en difficulté et à la nécessité d'accroître les provisions pour PNP. Ces résultats globaux masquent les profondes divergences des positions des banques internationales et de celles des banques régionales et intérieures; en effet, les premières maintiennent les marges de sécurité à un niveau dépassant de loin la limite statutaire, alors que la majorité des banques régionales et intérieures ont des marges de manoeuvre faibles ou des fonds propres négatifs.

**7. Le Cameroun ayant satisfait à tous les critères de convergence de la CEMAC en 2011, la prime de risque de sa dette souveraine a été révisée à la baisse.** Cet abaissement aurait été de l'ordre de 85 % à 0 %. Les avoirs des banques en obligations d'État représentaient 6,9 % du total des actifs à fin 2010. Bien qu'il soit difficile, en raison de l'absence de données confirmées, d'évaluer l'impact de la révision sur les ratios prudentiels des banques, la réduction de la prime de risque est appelée à améliorer le ratio de fonds propres des banques qui détiennent des obligations d'État. Cette amélioration est toutefois soumise à la condition que le Cameroun satisfasse tous les ans aux critères de la CEMAC.

**8. Les prêts non productifs ont continué à augmenter, les banques**

**menacées d'insolvabilité devenant plus nombreuses.** Les PNP se sont accrus de 17,5 % en valeur par rapport à 2010; cependant, la rapide augmentation des prêts bruts signifie que la part des PNP dans le total des prêts reste à un niveau quasiment inchangé, soit 12,3 %. Les provisions pour PNP sont passées de 89,2 % des PNP bruts en 2010 à 96,7 %, mais ces données ne sont peut-être pas fiables du fait de la rareté des inspections de contrôle sur place. Les règles en vigueur, qui prévoient un délai allant jusqu'à quatre ans pour la constitution de provisions pour PNP, sont une autre explication possible de leur évolution—l'amélioration de la couverture des PNP peut donc tenir aussi à la constitution tardive de provisions pour les prêts qui ont été accordés au lendemain de la crise financière.

**9. La concentration des risques a sensiblement augmenté.** Les données sur les ratios prudentiels indiquent que 9 des 13 banques ont dépassé la limite fixée aux

engagements en faveur d'un seul et même gros emprunteur. Dans la majorité des cas, le risque de concentration du crédit est principalement lié à la Société nationale de raffinage (SONARA). Les gros emprunteurs communs, dont les problèmes de liquidité tiennent à de longs retards dans les paiements à recevoir de l'État, continuent à faire peser un grave risque sur le système bancaire. En outre, les entreprises publiques qui sont obligées de financer leurs besoins d'exploitation par un recours aux crédits bancaires évincent le secteur privé de ce marché et freinent la croissance économique. Il ressort de tests de résistance récemment effectués au niveau régional que le système bancaire est particulièrement vulnérable au risque de crédit et que la concentration des prêts à quelques gros emprunteurs et au secteur public est une source de risque majeure. Elle constitue en outre un risque de liquidité potentiel pour les banques en question.

## C. Traitement des banques en difficulté

**10. Il est d'une importance critique que la restructuration des banques en difficulté ou la résolution de leurs défaillances soient promptement assurées.** Il y a lieu de mettre immédiatement en place les dispositifs nécessaires à cet effet. Les efforts actuels de recherche de nouveaux investisseurs en vue de recapitaliser les banques en question et éviter leur fermeture doivent être intensifiés. Des plans de restructuration des banques en difficulté sont à l'étude. Dans bien des cas, toutefois, les obstacles à ces plans abondent.

- Pour l'une des banques en question, les prochaines étapes consistent à : i) mettre au point les détails des plans de recapitalisation; ii) parvenir à une décision

sur la participation de l'État à la recapitalisation de la banque; et iii) soumettre un plan de restructuration à l'approbation de la COBAC.

- Une autre banque en est au stade de la finalisation des préparations et soumettra dans peu de temps un plan de restructuration révisé à l'approbation de ses actionnaires.
- Dans le cas d'une troisième banque, les intentions de la société mère au sujet de sa revente ou de son absorption sont à confirmer. Cela permettra aux actionnaires de parvenir au plus tôt à une décision sur le plan de restructuration et de chercher à

obtenir dès que possible l'approbation de la COBAC.

- Il importe que la COBAC arrête aussitôt que possible une décision sur le plan de restructuration d'une quatrième banque, soumis en mars 2012.
- Il y a lieu de fixer aussitôt que possible un calendrier pour les entretiens sur les besoins de capitalisation d'une cinquième banque réputée en difficulté.

Des retards procéduraux importants sont intervenus dans le traitement de ces banques, ce qui a accru le potentiel de passifs conditionnels associés à la résolution bancaire.

#### **11. Les autorités devraient, en étroite coordination avec la COBAC, prendre en**

### **D. Les faiblesses du cadre réglementaire**

**12. Le cadre réglementaire suscite un certain nombre de préoccupations.** Le rapport sur les consultations de 2012 avec la CEMAC évoque la nécessité de renforcer le cadre institutionnel commun. Les règles prudentielles relatives à la constitution de provisions pour PNP et aux engagements en faveur d'un seul et même emprunteur doivent être revues d'urgence. Il faut donner la priorité au renforcement du cadre de résolution bancaire, qui fait partie d'un effort de réforme plus vaste dont le but est d'améliorer les dispositifs de gestion des crises au niveau de la CEMAC. L'intensification de la concentration des risques et le niveau élevé des PNP laissent en outre penser que la limite statutaire fixée à 8 % pour les fonds propres ne suffit pas à assurer la constitution de volants de sécurité contre les risques émergents et pourrait être relevée conformément à la directive du Comité

#### **outre des mesures immédiates consistant à:**

- Suivre de près la liquidité des banques en difficulté pour éviter une suspension des paiements.
- Fixer de brefs délais à chaque banque pour des actions préalables spécifiques afin qu'un accord puisse être dégagé sur son plan de restructuration. Les autorités devraient envisager la liquidation de la banque dans le cas où un accord n'est pas conclu avec les actionnaires sur son plan de restructuration dans les délais établis.
- Requérir des actionnaires précédents une absorption crédible de toutes les pertes pour réduire l'impact de la restructuration sur les finances publiques

de Bâle sur le contrôle bancaire déjà en voie d'adoption dans les autres pays. Il est en outre nécessaire de renforcer le cadre institutionnel du secteur financier pour faciliter l'accès aux services financiers.

**13. La COBAC n'a pas suffisamment de ressources.** Le manque de ressources adéquates, dénoncé dans le rapport 2006 sur le Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) comme un obstacle à l'exercice par la COBAC de ses fonctions de contrôle est un problème en suspens. Cette contrainte de ressources limite la fréquence des inspections sur place et empêche une détection précoce des problèmes des banques en difficulté. Elle restreint fortement les activités de la COBAC dans son rôle d'autorité de contrôle du secteur de la microfinance. Le nombre des effectifs reste faible et ce manque de ressources ne

permet pas à la COBAC de procéder avec la régularité nécessaire à des inspections sur place comportant des évaluations suffisamment détaillées des portefeuilles de prêts. Ces opérations peuvent prendre deux à quatre ans par banque, ce qui rend impossible pour la COBAC d'assurer le respect des normes

## E. Amélioration du cadre réglementaire

**15. Il importe de remédier aux déficiences des principales réglementations prudentielles.** Les règles de provisionnement qui prévoient un délai allant jusqu'à quatre ans pour la constitution de provisions pour PNP doivent être durcies en raison de la capacité limitée de la COBAC d'assurer l'application de la réglementation. En outre, la limite de 45 % des fonds propres réglementaires fixée aux engagements en faveur d'un seul et même emprunteur a été portée à un niveau allant jusqu'à 90 % pour les grandes entreprises publiques, alors que la limite de référence proposée par le Comité de Bâle est de 15-25 %. Pour les contrôles sur pièces, il existe une plateforme d'information bien développée, mais il faut mettre à jour le système de notation, ce qui est fait avec des retards.

**16. Une surveillance consolidée des groupes bancaires s'impose.** L'évaluation par la COBAC des plans de restructuration des banques internationales est entravée par l'absence d'un mandat d'exercer une surveillance consolidée des groupes bancaires internationaux.

**17. Le cadre de résolution bancaire doit être renforcé aux fins du traitement des cas d'insolvabilité.** À cet effet, il est en particulier nécessaire d'établir des règles bien claires et des procédures limitées dans le temps, et d'assurer une plus grande cohésion des actions menées par la COBAC et par les

**14.** de provisionnement. En conséquence, conformément au rapport PESF de 2006, il est nécessaire de renforcer d'urgence les capacités de la COBAC.

autorités nationales pour assurer le respect de la réglementation. Les mesures actuellement envisagées par la COBAC pour réformer le cadre de résolution bancaire doivent viser essentiellement à i) assurer une bonne répartition des tâches entre les autorités régionales et nationales; ii) faire en sorte que les procédures à suivre soient claires; et iii) réduire les retards excessifs dans la prise de décision. Un régime de résolution spécial a été conçu en tant qu'outil de gestion des crises, mais il doit encore être officiellement adopté par la CEMAC. Des outils plus efficaces sont en outre nécessaires au niveau de la CEMAC pour le traitement des banques en difficulté, surtout en ce qui concerne leur recapitalisation obligatoire, le transfert de leurs actifs et passifs et leur liquidation ordonnée. Il est essentiel que les autorités appuient pleinement ces réformes, étant donné l'importance du système bancaire camerounais pour la région de la CEMAC.

**18. Un système régional d'assurance des dépôts a été établi en 2009.** *Le Fonds de Garantie des Dépôts en Afrique Centrale (FOGADAC)* a commencé à accepter des contributions en mars 2011. Le FOGADAC est contrôlé par la COBAC, sous la surveillance de la BEAC et des représentants du secteur bancaire. Le fonds, qui est financé par des contributions des institutions financières, assurera des dépôts à hauteur de 5 millions de francs une fois qu'il sera devenu opérationnel.

Tableau 1. Cameroun: Structure du système bancaire							
	Sous contrôle de			Participation de l'État camerounais (%)	Part du marché du crédit		Part du total des dépôts au Cameroun 2011 (%)
	Groupe	Pays du siège	Participation majoritaire 2009 (%)		au Cameroun 2011 (%)	CEMAC (groupe) 2009 (%)	
<b>Sous contrôle camerounais</b>							
Afriland First Bank	SBF etc.	Cameroun	80.7		14.5	8.0	17.7
CBC	Fotso Group etc.	Cameroun	90.0		6.6	4.1	4.7
NFC	Divers	Cameroun	100.0		2.9		2.4
	Sous-total :				24.1	12.1	24.8
<b>Sous contrôle étranger - régional</b>							
Ecobank	Ecobank	Togo	79.6		10.2	3.4	9.5
UBC	Ecobank	Togo	54.0		2.1		2.3
BAC	AFG C ET EA	Togo	54.5		1.6		2.1
UBA	UBA Plc	Nigéria	100.0		2.2	0.7	2.7
BGFI	BGFI	Gabon	100.0		2.5		0.8
	Sous-total :				18.6	4.0	17.3
<b>Sous contrôle étranger - autres</b>							
BICEC	Banque Populaire	France	52.5	17.5	19.9	10.3	18.1
SGBC	Société Générale	France	58.1	25.6	20.6	9.4	17.8
SCB	Attijariwafa	Maroc	51.0	49.0	11.0	5.2	12.5
SCBC	Standard Chartered	RU	100.0		3.2		6.8
Citibank	Citibank N.A.	EU	100.0		2.6	1.1	2.7
	Sous-total :				57.3	25.9	57.9
<b>TOTAL / MOYENNE :</b>					<b>100.0</b>	<b>42.0</b>	<b>100.0</b>

Sources: données de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) et calculs des services du FMI.

**Tableau 2. CEMAC: Nombre de banques ne respectant pas les ratios prudentiels, 2009–11**

	Ratio de fonds propres (Minimum 8 %)			Ratio de liquidité <sup>1</sup> (Minimum 100 %)			Actifs fixes <sup>2</sup>			Transformation des échéances <sup>3</sup> (Minimum 50 %)			Minimum de fonds propres <sup>4</sup>			Limite d'eng. : seul et même gros emprunteur <sup>5</sup>		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Cameroun (sur 13 banques)	3	3	5	0	0	1	4	5	8	4	6	5	1	4	5	2	4	9
Autres CEMAC (sur 32 banques)	8	4	2	3	3	4	8	5	2	6	4	1	1	9	5	4	8	10
	Pourcentage des dépôts <sup>6</sup>																	
Cameroun	27	17	21	0	0	2	14	39	46	30	45	19	6	13	19	9	19	37
Moyenne CEMAC	32	13	7	2	4	15	20	24	12	27	17	6	3	15	10	17	24	31
Sources: Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) et calculs des services du FMI. Ce tableau est une version abrégée du tableau 13 du rapport des services du FMI sur les politiques communes des pays membres de la région CEMAC.																		
<sup>1</sup> Actifs à court terme à échéance maximale d'un mois (échéance résiduelle) rapportés aux passifs à court terme à échéance maximale d'un mois (échéance résiduelle).																		
<sup>2</sup> Fonds propres nets et autres ressources permanentes/actifs nets.																		
<sup>3</sup> Actifs à long terme (plus de cinq ans)/passifs à long terme (plus de cinq ans).																		
<sup>4</sup> Le minimum de fonds propres variait selon le pays jusqu'à mai 2010 (millions de francs CFA) : Cameroun 1.000; République centrafricaine 200; Tchad 150; République du Congo 150; Guinée équatoriale 300; et Gabon 1 000. À partir de juin 2010, il est de 5 milliards de francs CFA pour tous les pays.																		
<sup>5</sup> La limite d'engagement en faveur d'un seul et même gros emprunteur est fixée à 45 % des fonds propres.																		
<sup>6</sup> Pourcentage des dépôts représenté par le nombre des banques en infraction dans le pays.																		

<b>Tableau 3. Cameroun: Indicateurs globaux de solidite financiere du systeme bancaire, 2009–11</b>			
	2009	2010	2011
<b>Croissance</b>			
Croissance des dépôts (% annuel)	n.d.	11.5	11.8
Croissance (brute) du crédit (% annuel)	n.d.	12.0	16.9
<b>Adéquation des fonds propres</b>			
Fonds propres réglementaires/actifs pondérés des risques (%)	10.0	7.0	5.2
Valeur corporelle nette (base nette)/actifs pondérés des risques (%) <sup>1/</sup>	10.2	7.9	4.9
Valeur corporelle nette (base nette)/total des actifs corporels (%) <sup>2/</sup>	5.3	4.1	2.7
<b>Qualité et composition des actifs</b>			
Prêts (nets)/actifs (%)	48.9	48.8	50.4
PNP/prêts bruts (%)	9.8	12.4	12.3
Provisions/prêts bruts (%)	10.2	11.1	11.9
Provisions/PNP bruts (%)	103.6	89.2	96.7
PNP moins provisions/valeur nette (%)	23.7	44.1	59.0
<b>Bénéfices et rentabilité</b>			
Rendement des actifs moyens (% annuel)	-0.2	n.a.	n.a.
Rendement des fonds propres moyens (% annuel)	-2.2	n.a.	n.a.
Revenu net des intérêts /revenu brut des intérêts (%)	74.8	n.a.	n.a.
Dépenses administratives/actifs moyens (% annuel)	4.1	n.a.	n.a.
<b>Liquidité</b>			
Actifs liquides/total des actifs (%)	40.4	38.8	36.2
Actifs liquides/dépôts (%)	49.2	47.0	44.0
Source: calculs des services du FMI sur la base des données fournies par la Commission bancaire de l'Afrique centrale.			
<sup>1/</sup> Valeur corporelle nette (base nette) = valeur nette comptable moins actifs fixes incorporels et participations dans d'autres établissements de crédit.			
<sup>2/</sup> Actifs corporels = actifs comptables moins actifs fixes incorporels.			

## Appendice II. Cameroun: Subventions aux carburants

### A. Subventions aux carburants : problèmes actuels

**1. En février 2008, la formule de tarification automatique des carburants en fonction des conditions des marchés internationaux a cessé d'être appliquée<sup>1</sup>.** Les prix à la pompe sont restés inchangés de février à décembre 2008, date à laquelle ils ont été ajustés à la baisse. Ils sont gelés depuis lors. Le gel s'est accompagné d'une décision d'indemniser la société nationale de raffinage (SONARA) de la différence entre le prix de détail théorique donné par la formule de calcul adoptée en 2007 et le prix à la pompe fixé par voie administrative<sup>2</sup>.

**2. Le Cameroun produit la plus grande partie des produits pétroliers raffinés qu'il consomme.** La capacité de traitement actuelle de la SONARA est de 2,1 millions de tonnes de pétrole brut léger par an<sup>3</sup>. Comme la technologie qu'elle utilise actuellement ne permet pas l'emploi du pétrole brut camerounais, environ 90 % du pétrole brut traité sont importés du Nigéria et de la Guinée équatoriale. La raffinerie a fonctionné à pleine capacité en 2011 et exporté 44 % de sa production (principalement à d'autres pays de la CEMAC).

<sup>1</sup> Il s'agit ici d'une version révisée et abrégée d'un appendice consacré au même sujet dans le rapport 2011 des services du FMI. L'auteur en est Fabien Nsengiyumva.

<sup>2</sup> La SONARA est le seul fournisseur important du marché intérieur. Un contingent de 20 % est appliqué aux autres importateurs depuis 2000. Cependant, moins d'un quart du contingent d'importation a été utilisé jusqu'à présent par suite de la position de monopole dont jouit la SONARA et des difficultés des importateurs à recouvrer les subventions aux carburants.

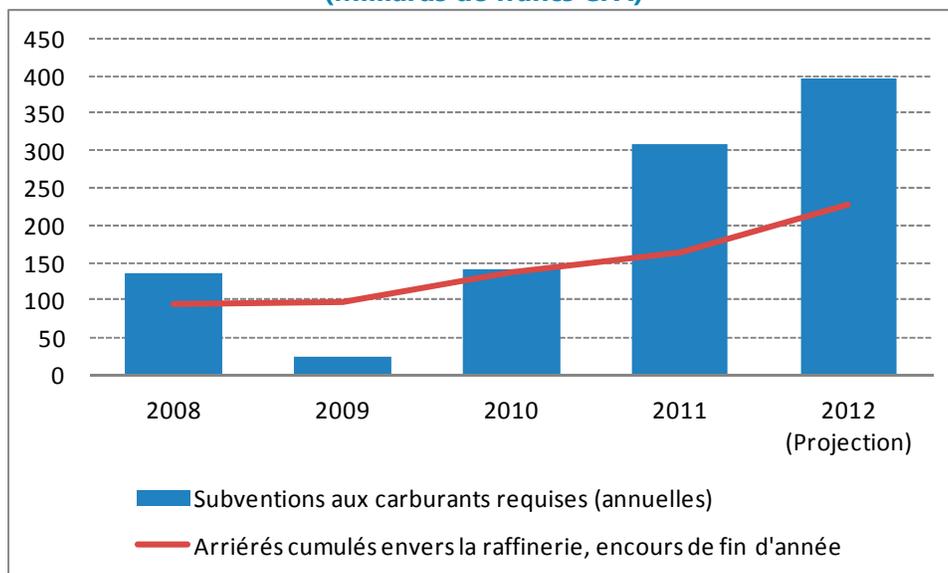
<sup>3</sup> Il est utile de comparer la production de produits pétroliers raffinés de la SONARA avec celle de la raffinerie de la Côte d'Ivoire, qui produit 4 millions de tonnes par an, et de la plus petite raffinerie française, qui produit 10 millions de tonnes.

**3. Les subventions aux carburants pèsent lourdement sur le budget.** Les subventions requises ont atteint 146 milliards de francs CFA (1,3 % du PIB) en 2010 et 309 milliards de francs CFA (2,5 % du PIB) en 2011 (graphique 1). En 2011, les subventions représentaient environ 29 % du prix de détail théorique pour l'essence, 32 % pour le gazole et 49 % pour le kérosène.

**4. L'État a accumulé de gros arriérés envers la SONARA depuis 2008.** Ces arriérés s'élevaient à 98 milliards de francs CFA (0,9 % du PIB) à fin 2009. Les subventions aux carburants requises se sont chiffrées à 146 milliards de francs CFA en 2010. L'État a versé à la raffinerie 107 milliards de francs CFA, dont 90 millions provenaient de l'allocation de DTS de 2009. Il restait toutefois après ce paiement des obligations de paiement dont l'encours s'élevait à 136 milliards de francs CFA (1,2 % du PIB) à fin 2010.

**5. En 2011, les contraintes budgétaires ont amené l'État à titriser ses obligations de paiement envers la SONARA.** Le montant cumulé de ses obligations envers la SONARA à fin 2011, y compris l'encours des arriérés à fin 2010, était de 445 milliards de francs CFA (3,7 % du PIB). L'État a réglé ces obligations par les moyens suivants : i) paiement au comptant (97 milliards de francs CFA); ii) annulation des impôts dus par la SONARA (105 milliards de francs CFA) et iii) émission de titres (à échéance de 10 ans) en faveur de la SONARA (80 milliards de francs CFA). Après ces opérations, il reste des obligations dont l'encours se chiffrait à 163 milliards de francs CFA à fin 2011.

**Graphique 1. Cameroun : Subventions aux Carburants et Arriérés Envers la Raffinerie, 2008–12**  
(Milliards de francs CFA)



Sources: autorités camerounaises et estimations des services du FMI.

En mars 2012, l'État s'est engagé envers la SONARA à apurer ce montant: i) par une annulation des impôts dus par la SONARA pour le second semestre de 2011 (87 milliards de francs CFA); ii) par un paiement au comptant (38 milliards de francs CFA); et iii) par l'émission de titres additionnels (38 milliards de francs CFA).

**6. Conformément aux recommandations issues des consultations de 2011 au titre de l'article IV, les autorités ont inclus dans le budget 2012 un certain nombre de mesures visant à réduire les subventions aux carburants.** Ces mesures, qui sont entrées en vigueur en mars 2012, comprennent i) l'abaissement de 10 à 5 % du taux des droits frappant les importations de pétrole brut en provenance des pays non membres de la CEMAC; ii) un abaissement de la marge de la SONARA («coefficient

d'ajustement»), qui sera ramenée de 15 à 12 %; et iii) l'élimination du « faux-fret » dans le calcul du prix de parité à l'importation (encadré 1)<sup>4</sup>. Les autorités ont estimé que ces mesures réduiraient les subventions aux carburants requises d'environ 50 milliards de francs CFA en 2012. Compte tenu des économies escomptées, les autorités prévoient que les subventions aux carburants requises atteindront environ 400 milliards de francs CFA (3,1 % du PIB) en 2012. Ces subventions représenteront en 2012 20 % du total des dépenses courantes prévues, et environ trois quarts des dépenses publiques d'équipement financées sur ressources intérieures. Les estimations des services du FMI, établies sur la base des projections actuelles des prix du pétrole du rapport sur

<sup>4</sup> Le faux-fret était auparavant fixé à 10 dollars EU la tonne. Il était censé couvrir le coût du transbordement du carburant importé de gros navires dans des navires plus petits à l'approche du port de Douala.

les PEM et d'un taux de croissance de 6 % du volume de la consommation intérieure, indiquent que les subventions aux carburants requises atteindront en moyenne 415 milliards de francs CFA (2,6 % du PIB) par

an d'un niveau inchangé des prix de détail des carburants.

### Encadré 1. Cameroun: Calcul de la Subvention aux Carburants

La subvention aux carburants est calculée à l'aide d'une formule de tarification en place depuis 2007 (tableau de l'encadré).<sup>1</sup> La formule est conçue de manière à refléter les prix de détail théoriques des produits pétroliers raffinés importés, reposant sur l'hypothèse de l'attribution à tout importateur privé d'une marge bénéficiaire (coefficient d'ajustement). La formule sert à calculer un prix de gros intérieur pour les produits finals (f) en ajoutant au prix de parité à l'importation des produits raffinés importés qui est en vigueur : i) une marge bénéficiaire (ou une subvention à la production en faveur de la SONORA) de 12 %; ii) la taxe sur la valeur ajoutée (TVA); et iii) les frais de cabotage.

Le prix de détail théorique, lequel est le prix qui prévaudrait s'il n'y avait pas de subvention aux carburants, est calculé à partir du prix de gros, auquel sont ajoutés les redevances portuaires, les coûts de distribution, une contribution au fonds de lutte contre la contrebande et une taxe spéciale sur les produits pétroliers (dont le produit est affecté à l'entretien des routes). La formule sert à calculer le déficit de prix (subvention) par litre de produit final, qui est égal à la différence entre le prix de détail théorique et le prix fixé à la pompe.

Cameroun : Formule de Calcul des Prix des Carburants (En francs CFA le litre; à mai 2012)			
Intitulé	Essence	Kérosène	Gazole
a) Prix de parité à l'importation, c.a.f. 1/	458.8	458.1	456.7
b) Coefficient d'ajustement (marge de la SONARA : environ 12% de (a)) 2/	52.6	52.3	52.0
c) TVA (19,25% de (a) + (b))	98.4	98.3	97.9
d) Coûts de transport Limbé-Douala	7.9	8.1	8.2
e) TVA sur les coûts de transport Limbé-Douala	1.5	1.6	1.6
f) Prix de gros (a+b+c+d+e)	619.3	618.3	616.4
g) Redevances portuaires	2.4	2.6	2.7
h) TVA sur les redevances portuaires	0.5	0.5	0.5
i) Coûts de distribution (y compris marges et TVA)	91.9	65.6	76.6
j) Péréquation des coûts de transport 3/	41.0	26.0	40.5
k) Contribution au fonds de lutte contre la contrebande	0.3	1.9	0.2
l) Taxe spéciale sur les produits pétroliers	120.0	0.0	65.0
m) Prix de détail théorique (g+h+i+j+k+l)	875.3	714.9	801.9
n) Prix fixé à la pompe depuis décembre 2008	569.0	350.0	520.0
o) Déficit de prix (subvention requise)(m-n)	306.3	364.9	281.9
<i>Pour mémoire :</i>			
Subvention requise en pourcentage du prix fixé à la pompe(n/m)	54%	104%	54%
Prix à la pompe en pourcentage du prix de détail théorique (k/j)	65%	49%	65%
1/ Le prix de parité à l'importation est égal au prix international des produits raffinés, auquel sont ajoutés les coûts de transport, frais d'assurance et droits à l'importation.			
2/ Certaines composantes de (a) sont exclues du calcul de la marge.			
3/ Coûts de transport des entrepôts de Douala vers cinq dépôts régionaux.			

<sup>1</sup>La formule a été mise au point en collaboration avec le FMI et s'applique à trois produits : essence, kérosène et gazole. La subvention par litre est recalculée sur une base mensuelle.

**7. La subvention aux carburants n'est pas ciblée, et les ressources correspondantes pourraient être redéployées pour procurer des avantages sensiblement plus importants aux pauvres.**

Il ressort d'une évaluation faite en 2007 par le FMI que plus de 70 % des subventions aux carburants bénéficient aux 40 % les plus riches parmi les ménages. L'étude a en outre montré que les 20 % les plus pauvres parmi ces derniers reçoivent moins de 1 % de la subvention à l'essence. Même dans le cas des subventions au kérosène, qui sont généralement supposées bénéficier aux pauvres, les 20 % les plus pauvres parmi les ménages reçoivent seulement 13 % de la subvention. En outre, la consommation de kérosène est faible par rapport à celle d'essence et de gazole. Sur les 309 milliards de francs CFA de subventions aux carburants requises en 2011, seuls 12,5 % ont été attribués au kérosène, soit 0,3 % du PIB. Les ressources qui seraient libérées par l'élimination des subventions à l'essence et au

## **B. L'avenir**

**9. D'autres modifications de la formule de tarification pourraient aider à réduire le niveau de la subvention aux carburants.**

Parmi les options à l'étude figurent les suivantes: i) pour le court terme, cesser de relier la marge supplémentaire de la SONARA au niveau des prix internationaux des carburants en fixant un prix de transfert nominal spécifique par litre de produit final; ii) pour le moyen terme, estimer le prix de gros (alinéa f du tableau de l'encadré 1) sur la base des coûts de production de la SONARA en tenant compte des gains d'efficacité des investissements de la SONARA; et iii) réévaluer les coûts de distribution et la marge de gazole et affectées à d'autres usages au cours de la période 2013–17 ne représenteraient que

de la période 2013–17 ne représenteraient que 2,3 % du PIB par an.

**8. La formule de calcul des prix des carburants soulève deux importantes questions:**

- La marge de la SONARA augmente avec les prix des marchés mondiaux. La fixation de la marge sur une base ad valorem a pour effet d'accroître les transferts de l'État à la SONARA lorsque les prix internationaux des carburants augmentent.
- La formule pourrait être simplifiée et rendue plus transparente. En particulier, on ne sait pas bien pourquoi et comment les droits de douane sur le pétrole brut importé par la SONARA des pays non membres de la CEMAC sont inclus dans le calcul du prix de parité à l'importation des produits raffinés. Il semble en outre qu'il y ait double comptabilisation entre les coûts de distribution et les coûts de péréquation des prix.

péréquation des prix pour rendre le secteur plus efficient.

**10. Les services du FMI ont recommandé d'adopter une vaste réforme de la méthode de calcul des prix.**

Un plan visant à ajuster graduellement les prix à la pompe pour les porter au niveau des prix internationaux devrait être mis en œuvre. L'ajustement pourrait être réduit pour le kérosène, qui est un produit utilisé principalement par les segments les plus pauvres de la population. En même temps, des programmes de protection sociale ciblés visant à atténuer les répercussions des ajustements de prix devraient être mis en place. Ces programmes pourraient être conçus et exécutés avec le concours des bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale.

## Appendice III. Cameroun: Investissements publics et viabilité budgétaire<sup>1</sup>

*Pour ce qui est de la viabilité budgétaire, le Cameroun voit s'amenuiser ses ressources pétrolières alors qu'il a lancé un programme d'investissement ambitieux dans de « grands projets structurants » pour répondre à de gros besoins d'infrastructure. Afin de financer ces projets, il utilise les recettes pétrolières lorsque celles-ci deviennent disponibles, contrairement aux recommandations fondées sur l'hypothèse du revenu permanent (HRP). Un modèle d'équilibre général stochastique dynamique (modèle EGSD) est l'outil qui a servi à évaluer pleinement l'impact d'un accroissement de l'investissement public sur la croissance et la viabilité budgétaire. Le modèle montre que, si le Cameroun ne parvient pas à accroître l'efficacité de l'investissement public, l'augmentation envisagée des dépenses en capital ne sera pas suffisante pour porter la croissance de l'économie camerounaise au-dessus de sa moyenne historique. La viabilité budgétaire se détériore sensiblement dans ce scénario de référence mais la situation ne devient pas alarmante car le Cameroun part de niveaux d'endettement très faibles en raison des allègements précédents de sa dette.*

### A. Introduction

**1. Des arguments peuvent être avancés en faveur de l'utilisation à des fins d'investissement dans l'avenir proche par le Cameroun, où l'investissement public était récemment à un faible niveau, d'une part plus grande des revenus tirés des ressources naturelles que celle recommandée sur la base de l'hypothèse du revenu permanent (HRP).** En 2001–12, le ratio investissement public/PIB du Cameroun était en moyenne de 3,5 %, contre 10 % au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et plus de 7 % pour l'Afrique

subsaharienne (AfSS)<sup>3</sup>. En outre, au cours des dix années écoulées, les dépenses en capital ont été liées au caractère cyclique des recettes pétrolières. Le manque d'infrastructure adéquate est un obstacle majeur à la croissance économique du Cameroun. Il ressort de l'étude de Dominguez-Torres et Foster (2011) que, pour atteindre le niveau d'infrastructure des pays africains à revenu intermédiaire, le Cameroun devra investir un montant additionnel de 350 millions de dollars EU par an. Les mêmes auteurs estiment à 350 millions de dollars EU par an les gains d'efficacité potentiels de la réforme des

<sup>1</sup> Cet appendice, qui a été établi par Bruno Versailles, résume les résultats d'une étude de la série des «IMF Working Papers», effectuée par I. Samake, P. Muthoora (tous deux du Département de l'Hémisphère occidental) et par B. Versailles (Département des finances publiques). Il a été examiné avec les autorités au cours des consultations de 2012 au titre de l'article IV et incorpore certaines de leurs observations.

<sup>2</sup> Cette expression désigne les gros projets d'infrastructure.

<sup>3</sup> Ce niveau est aussi inférieur à celui que les chercheurs ont été amenés à considérer comme optimal. Par exemple, Fosu, Getachew et Ziesemer (2011) estiment que le niveau d'investissement public optimal en AfSS se situe entre 8 et 11 %.

services publics liés à l'infrastructure<sup>4</sup>. Dans l'ensemble, si un tel accroissement de la quantité et de la qualité de l'investissement public se poursuivait pendant une période de 15 ans, le Cameroun verrait le taux de croissance à long terme de son PIB par habitant augmenter d'environ 3,3 points de pourcentage.

**2. Ces dernières années, le budget d'investissement public n'a pas été entièrement dépensé par suite de problèmes d'exécution.** Cette situation tient à une faible capacité administrative et à des problèmes de gouvernance récurrents, qui sont reconnus comme en témoignent des initiatives récentes, dont la création d'un nouveau ministère des marchés publics en 2012. Les résultats préliminaires de l'indice de gestion de l'investissement public (Public Investment Management Index—PIMI) montrent également que l'investissement public au Cameroun se situe à un niveau inférieur à la moyenne pour les pays d'AfSS. L'évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) faite par la Banque mondiale corrobore ce résultat<sup>5</sup>. Dans ce qui suit, «qualité» et «efficacité» de l'investissement public sont utilisés de façon interchangeable pour désigner tout ce qui est lié aux mécanismes d'examen minutieux, de suivi et de surveillance des décisions d'investissement

(Chakraborty and Dabla-Norris, 2009, page 5). Le double problème de la faible quantité et qualité de l'investissement public est au centre de la présente étude, qui est structurée comme suit : la section B fournit des éléments de référence pour l'exposé en traitant des conséquences budgétaires de l'application de l'approche du revenu permanent au Cameroun. L'accroissement de l'investissement public et son incidence sur la croissance et la viabilité budgétaire sont étudiés à l'aide d'un modèle EGSD entièrement spécifié, qui est introduit dans la section C. Le modèle met l'accent sur l'importance de l'efficacité de l'investissement public pour la croissance et la viabilité budgétaire. La section D traite des conséquences qui en résultent pour la politique économique du Cameroun.

<sup>4</sup> A beaucoup contribué aux pertes encourues le secteur de l'électricité, en raison de la pratique de prix trop bas et de pertes au niveau de la distribution.

<sup>5</sup> Le PIMI est un indice multidimensionnel de l'efficacité de gestion de l'investissement public, qui a été introduit en 2011 par les services du FMI et de la Banque mondiale. Ses premières évaluations étaient fondées sur les données de 2008 (voir Dabla-Norris, et al., 2011). L'outil de diagnostic PEFA (Dépenses publiques et responsabilité financière) donne une évaluation similaire pour le Cameroun.

## B. Application de l'hypothèse du revenu permanent

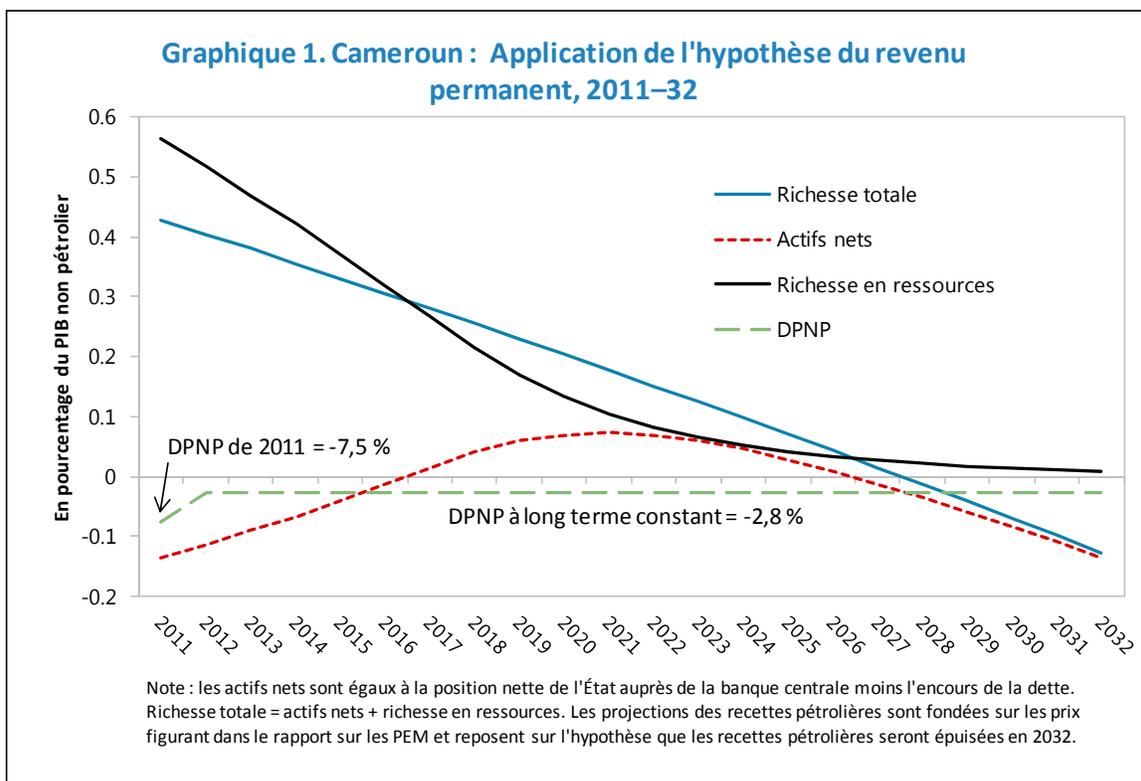
**3. Une simple application de l'approche du revenu permanent au Cameroun laisse penser que le niveau soutenable du déficit primaire non pétrolier (DPNP) se situe juste au-dessous de 3 % du PIB hors pétrole<sup>6</sup>.** L'HRP standard implique que les recettes pétrolières sont en majeure partie économisées durant les années de forte production, le produit de l'épargne étant utilisé dans les années ultérieures pour assurer le lissage des dépenses publiques. Dans le graphique 1, ce raisonnement est appliqué au Cameroun. La richesse pétrolière s'amenuise peu à peu entre 2012 et 2032. Les actifs nets, qui sont égaux à la position nette de l'État auprès de la banque centrale moins l'encours de la dette totale, commencent par s'accroître, une partie de la richesse pétrolière étant investie au cours des premières années, et baissent ensuite à partir de 2020, lorsque la

richesse pétrolière diminue et les recettes provenant des actifs sont dépensées. On suppose qu'en 2032, les recettes pétrolières de l'État sont épuisées et que les actifs nets retournent à leur valeur d'origine de -13,5 % du PIB hors pétrole. Les autres hypothèses retenues sont les suivantes: i) le prix du pétrole évolue conformément aux projections du rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale (PEM), avec une légère réduction, la qualité du pétrole brut camerounais étant moins bonne; ii) les recettes non pétrolières augmentent, passant de 14 % du PIB non pétrolier en 2011 à 16 % en 2032; iii) le taux d'actualisation nominal annuel moyen est de 5,5 %; iv) le taux de croissance nominal annuel moyen est de 4,5 %; et v) les recettes pétrolières restent à leur niveau historique de 65 % du PIB pétrolier (pour 2002–10).

---

<sup>6</sup> Nous pensons que le DPNP offre un meilleur point d'ancrage budgétaire que le critère de convergence budgétaire de la CEMAC relatif au solde budgétaire de base (qui exclut les dépenses en capital financées sur ressources extérieures). Ce dernier permettrait aux pays de dépenser les recettes exceptionnelles tirées du pétrole et pourrait ainsi favoriser une politique budgétaire procyclique tout en ne tenant pas compte de la nature temporaire des recettes pétrolières. Voir Iossifov, et al. (2009) pour une analyse s'appliquant à la CEMAC.

**Graphique 1. Cameroun : Application de l'hypothèse du revenu permanent, 2011–32**



**4. En partant de l'hypothèse que la politique budgétaire actuelle est maintenue, les services du FMI estiment que le DPNP se situera autour de 9 % du PIB hors pétrole à moyen terme.**<sup>7</sup> Ce niveau dépasse de beaucoup le niveau de référence HRP et, par conséquent, la trajectoire actuelle du DPNP est insoutenable. Cette conclusion ne dépend pas fondamentalement du niveau atteint par les actifs nets au bout de l'horizon temporel. Par exemple, si l'objectif pour les actifs nets était fixé à -30 % du PIB hors pétrole pour 2032, le DPNP constant « permis » pour 2012–32 serait d'environ 3,5 %, niveau lui aussi bien inférieur à l'estimation des services du FMI indiquée ci-dessus.

<sup>7</sup> Cela suppose que les déficits de financement actuellement prévus sont comblés par des financements. Si l'ajustement portait entièrement sur les recettes ou les dépenses, le DPNP moyen serait toujours important, à 6,3 % du PIB hors pétrole.

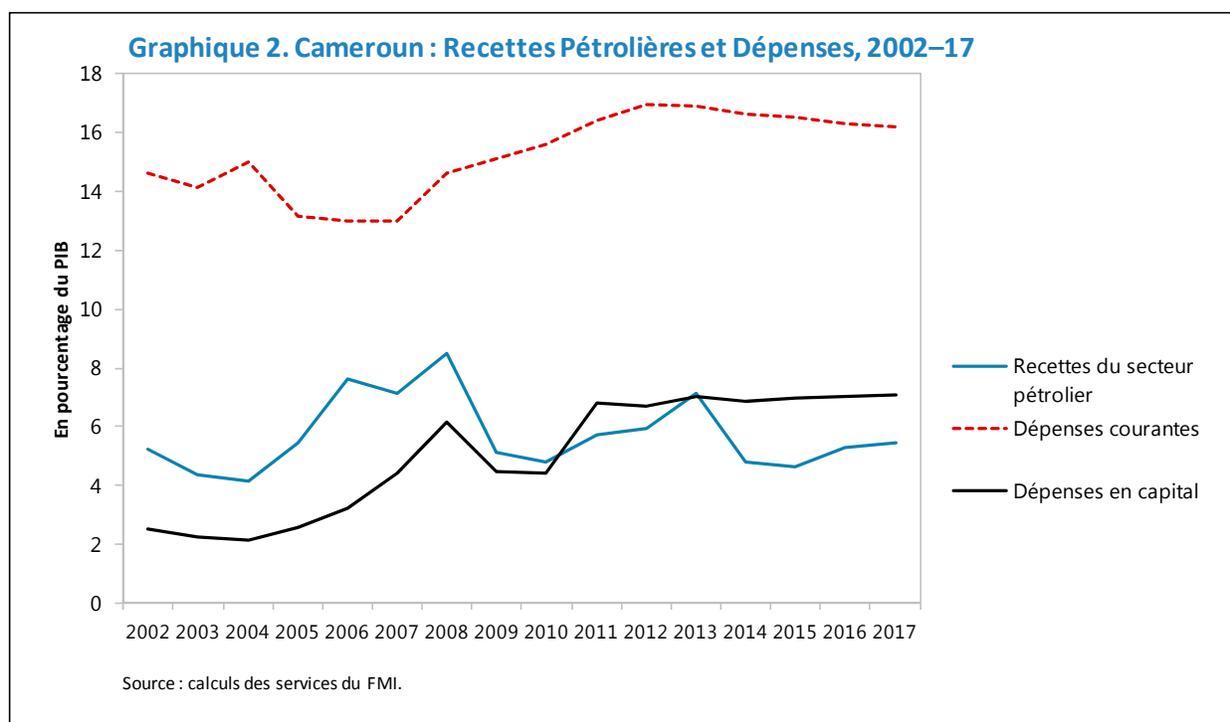
**5. Il ressort d'études récentes<sup>8</sup> que l'HRP n'est peut-être pas l'approche optimale pour les pays à faible revenu riches en ressources.** Premièrement, l'HRP ne permet pas de savoir si les ressources devraient être économisées sous forme d'actifs financiers à l'étranger ou de capital physique dans le pays. Deuxièmement, la solution optimale consisterait peut-être à modifier quelque peu la forme de la courbe des dépenses impliquée par l'HRP pour accélérer le rythme des investissements publics en capital, en particulier dans les pays où ce capital est insuffisant. L'HRP ne fait toutefois pas apparaître les liens possibles entre investissement public et croissance. Pour étudier cette question, nous devons intégrer les principales caractéristiques de l'HRP à l'investissement public et à la croissance.

<sup>8</sup> Par exemple Collier, Van der Ploeg, Spence, and Venables, 2010 ou Baunsgaard, Villafuerte, Poplawski-Ribeiro and Richmond,

## C. Addition du lien entre investissement public et croissance

**6. Par rapport à ses niveaux passés, l'investissement public s'accroît au Cameroun.** Le pays concentre en fait ses investissements publics en début de période, les portant d'un niveau inférieur à 4 % du PIB au cours des dix années écoulées à 6,4 % en 2011 et les maintenant à ce niveau dans le moyen terme—conformément aux projections du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). En même temps, les dépenses courantes sont elles aussi accrues, passant de 11,6 % du PIB en 2006 à plus de 15 % en 2011. Pour financer l'investissement

public et les dépenses courantes, le Cameroun dépense toutes les recettes pétrolières à mesure qu'elles deviennent disponibles (graphique 2). En conséquence, il ne suit actuellement pas l'approche du revenu permanent. Cela semble indiquer en outre que le passage des dépenses courantes aux dépenses en capital améliorerait les perspectives de croissance et la viabilité budgétaire—si les projets sont soigneusement choisis. Pour l'analyse des liens entre ces questions, une méthode de modélisation plus formelle est adoptée.



**7. Nous construisons un modèle EGSD à deux secteurs pour évaluer les investissements publics concentrés en début de période et leurs effets sur la croissance et la viabilité budgétaire.** Le

modèle tient explicitement compte de l'impact de l'investissement public et de la viabilité budgétaire sur la croissance. Les deux secteurs sont le secteur pétrolier et le secteur non pétrolier. Le modèle est calibré à l'aide

d'équations de comportement fondées sur les résultats économiques récents du Cameroun. Les principales caractéristiques du modèle sont les suivantes:

- L'économie se compose de ménages représentatifs qui maximisent l'utilité intertemporelle conformément à la fonction d'utilité suivante:

$$\text{Max } E_0 = \sum_{t=0}^{\infty} \beta_t * (C_t^{1-\eta} / 1 - \eta)$$

sous la contrainte budgétaire globale pour les ménages :

$$C_t + I_t + CA_t = Y_{o,t} + Y_{no,t}$$

où  $C_t$ ,  $I_t$ ,  $CA_t$ ,  $Y_{o,t}$  et  $Y_{no,t}$  désignent la consommation intérieure, l'investissement, le compte courant, le PIB pétrolier et le PIB non pétrolier, respectivement.

- Les pouvoirs publics choisissent le niveau d'investissement public, qui a un lien positif avec la croissance non pétrolière. Le lien dépend d'un paramètre essentiel,  $\varphi$ , qui rend compte du niveau d'efficacité de la transformation de l'investissement public en capital public (suivant Hulten, 1996). L'investissement public attire l'investissement privé:

$$Y_{no,t} = z_t K_{pt}^\gamma (\varphi K_{gt})^{1-\gamma}$$

où  $z_t$  est un paramètre de productivité, et  $K_{pt}$  et  $K_{gt}$  sont les stocks de capital public et privé, respectivement.

- Le potentiel de renforcement de la croissance par une augmentation de l'investissement privé est contrebalancé par une fonction de réaction régissant le

DPNP. Cette fonction, qui tient compte de la manière dont les autorités ont ajusté le DPNP dans le passé, limite effectivement le niveau d'accumulation de la dette:

$$NOPD_t = \theta NOPD_{t-1} + \omega d_{t-1} + \sigma \frac{\Delta Y_{no,t}}{Y_{no,t}} + FIN_t$$

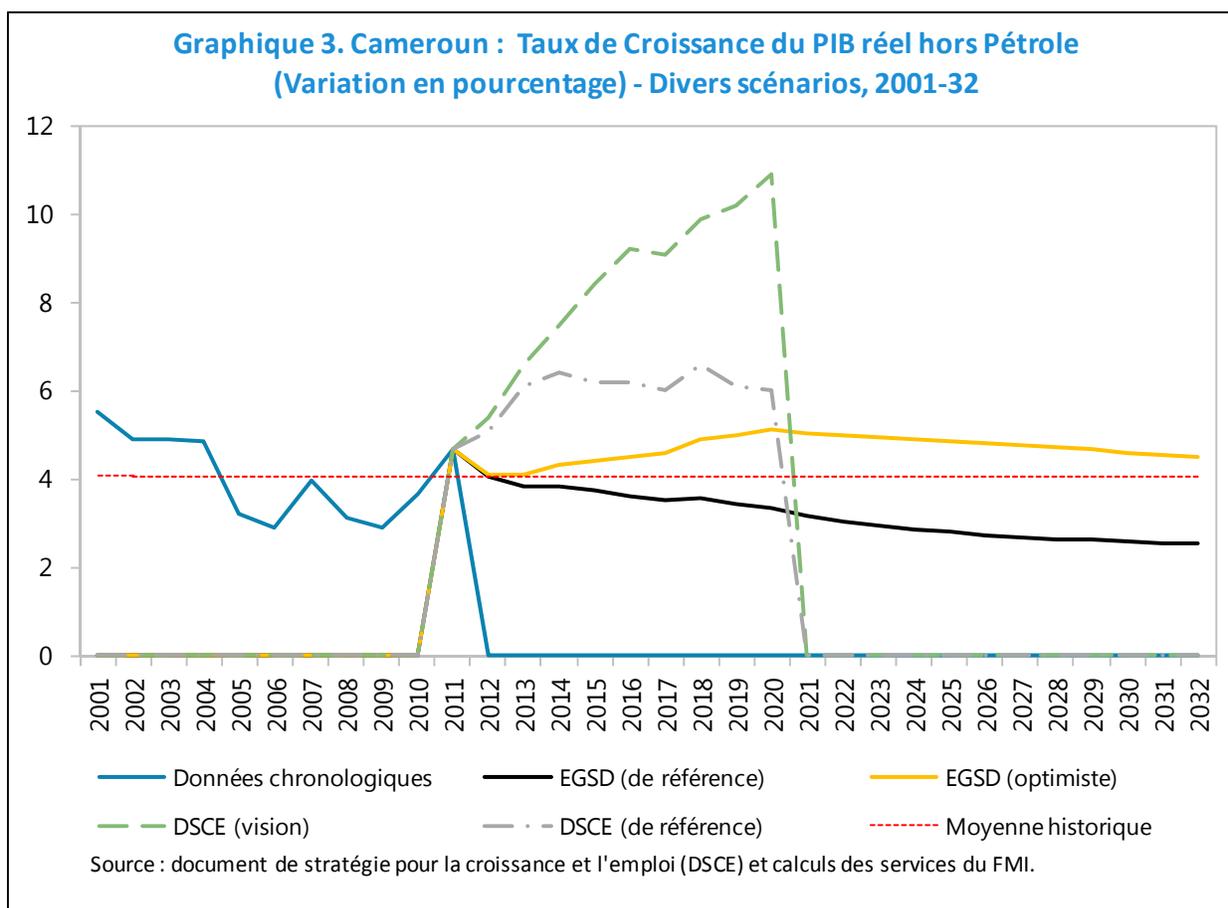
où  $d$  est l'encours de la dette et  $FIN$ , une variable de financement reflétant une composante non systémique de la trajectoire du DPNP. La valeur de  $\theta$  devrait être normalement inférieure à 1, et  $\omega$  devrait être négatif, sous l'influence des conditions de l'année précédente sur l'amélioration de la position budgétaire actuelle;  $\sigma$  mesure l'effet de la croissance du secteur non pétrolier sur le DPNP et devrait lui aussi être négatif, ce qui donne à penser que les autorités budgétaires mettraient en place une politique budgétaire contracyclique si un ralentissement de l'activité économique était attendu.

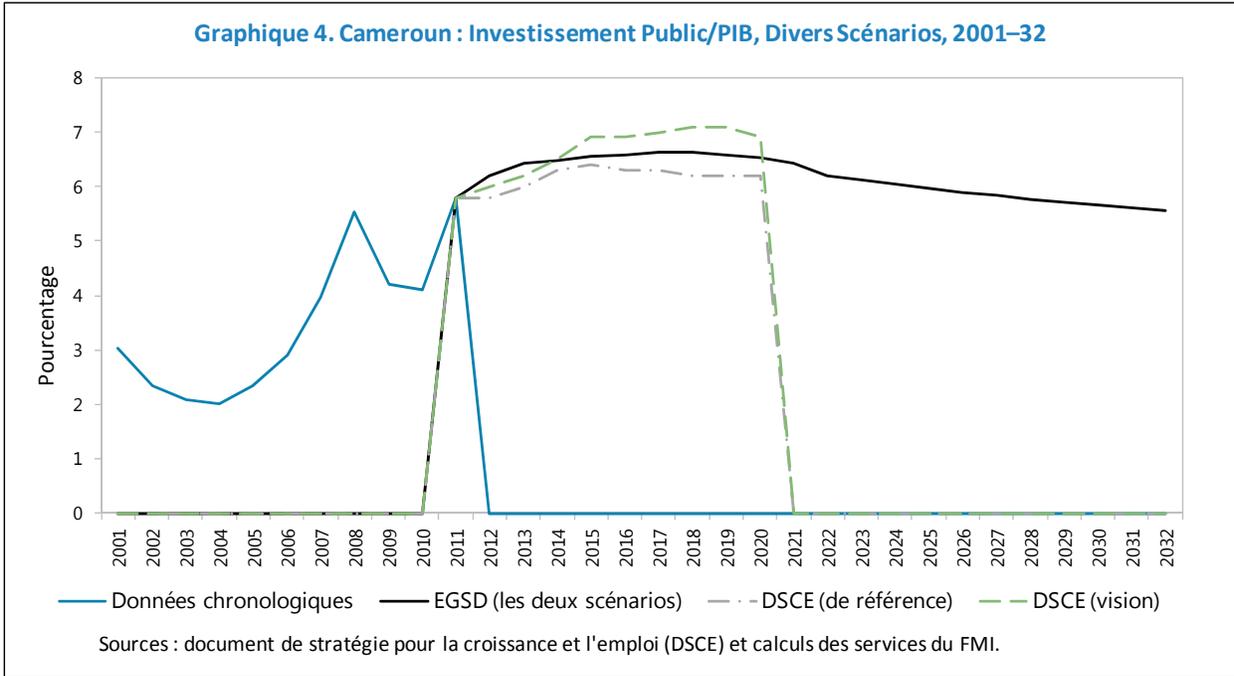
- Les entreprises ont accès à une technologie qui évolue dans le temps et se dotent de capital et de main-d'œuvre pour produire des biens non pétroliers (maximisant leurs profits). Les ressources pétrolières appartiennent à l'État, tandis que les biens non pétroliers sont produits par des entreprises qui sont la propriété des ménages. Ces dernières choisissent de façon optimale leur niveau de consommation intertemporel et le niveau d'investissement privé. Le reste du monde répond aux besoins de financement de l'État.

**8. Le modèle montre que le Cameroun devra accroître l'efficacité de ses investissements publics pour tirer profit des rendements attendus des grands**

**projets structurants en matière de croissance.** Nous considérons deux scénarios EGSD affichant la même trajectoire d'investissement public mais des valeurs différentes pour le paramètre  $\varphi$  (graphique 3). Dans les deux scénarios, l'investissement public augmente progressivement, passant de 4,1 % du PIB en 2010 à 6,6 % en 2018 avant de redescendre pour se situer à 5,6 % en 2032 (suivant les projections de l'analyse de viabilité de la dette). Les valeurs de  $\varphi$  dans les scénarios «de référence» et «optimiste» sont tirées de Hulten (1996), qui montre que c'est la valeur inférieure qui s'applique davantage aux pays africains à faible revenu. C'est donc ce scénario que nous jugeons actuellement

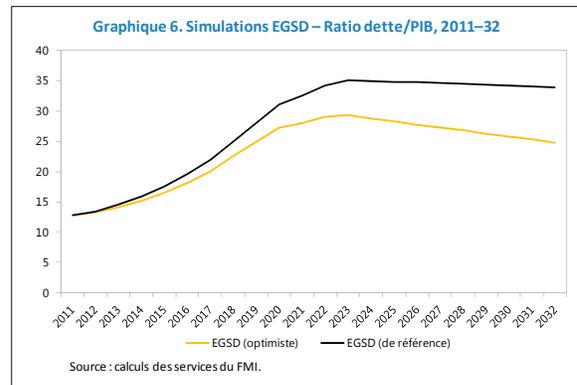
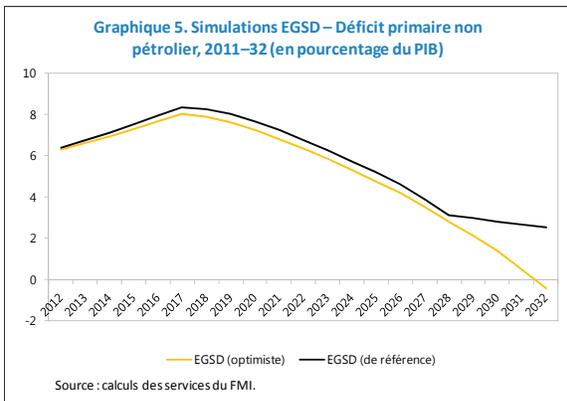
valable pour le Cameroun. Cela semble raisonnable parce que la croissance réelle annuelle prévue dans le scénario «de référence» est voisine de la moyenne historique de 3,3 %. Si le capital public peut être rendu plus efficace, la croissance annuelle moyenne atteindra 5 %. Les rendements en matière de croissance supposés dans les scénarios DSCE sont beaucoup plus élevés, même si les trajectoires d'investissement public sont très semblables à celles du modèle EGSD (graphique 4), car le modèle DSCE suppose que l'impact d'un accroissement de l'investissement public sera beaucoup plus important.





**9. Dans le scénario de référence, les conséquences budgétaires de la faible réaction de la croissance à une augmentation de l'investissement public entraînent une détérioration notable des indicateurs budgétaires.** Le DPNP s'accroît sensiblement à moyen terme dans les deux scénarios EGSD mais évolue beaucoup plus favorablement à long terme dans le scénario optimiste (graphique 5). À la fin de la période

de projection, le scénario optimiste fait apparaître un excédent primaire non pétrolier, alors que, dans le scénario de référence, le déficit se stabilise à 2,5 %. Telle est la situation lorsque les recettes pétrolières sont près d'être épuisées. Elle se traduit par un ratio dette publique/PIB beaucoup plus élevé dans le scénario de référence (35 % du PIB en 2032) que dans le scénario optimiste (25 % en 2032; graphique 6).



**10. Pour parvenir au sentier de croissance plus élevé du scénario optimiste, le Cameroun doit accroître l'efficacité de l'investissement public et attirer l'investissement privé.**

Une stratégie conçue à cet effet comporterait deux piliers essentiels: i) s'attaquer aux problèmes liés à la faiblesse de  $\phi$ ; et ii) créer un environnement propice à l'investissement privé. Parmi les éléments se

rapportant au premier pilier figurent en général une meilleure gestion des projets, le développement des marchés de capitaux, la réforme des services publics et l'amélioration de la gestion des finances publiques. Pour ce qui est du deuxième pilier, il importe notamment de prendre des mesures pour améliorer le climat des affaires.

## D. Conclusion et recommandations

*Pour le Cameroun, le défi consiste à accroître l'investissement public, dont il a grand besoin, en recourant notamment aux ressources pétrolières, tout en maintenant une politique budgétaire prudente.*

**11. À supposer qu'aucun profond changement n'intervienne dans la structure de l'économie ou des finances publiques du Cameroun, l'accroissement actuel de l'investissement public se traduira par une trajectoire de faible croissance conforme aux résultats passés du Cameroun.** L'HRP et le scénario de référence EGSD montrent tous deux que l'augmentation prévue de l'investissement public donne lieu à un DPNP élevé et à une accumulation rapide de la dette. En conséquence, pour que le présent effort d'accroissement de l'investissement public soit fructueux, il est nécessaire de rendre beaucoup plus efficace le programme d'investissement public et de créer un environnement propice au secteur privé. Il ressort du scénario optimiste que, si ces conditions étaient remplies, la croissance atteindrait à long terme un niveau d'environ 5 % et les indicateurs d'endettement deviendraient plus soutenables.

**12. À l'heure actuelle, le Cameroun dépense toutes ses recettes pétrolières**

**d'une manière qui pourrait compromettre la viabilité budgétaire future.** Même si la concentration en début de période de l'investissement public est justifiée, cela ne veut pas dire que le souci de prudence derrière l'approche HRP perd de sa validité. Le DPNP devrait servir à guider les changements à apporter à la conception et à la gestion des finances publiques du Cameroun sur fond d'épuisement des réserves pétrolières. Si l'investissement public ne devient pas plus efficace, son augmentation ne donnera pas lieu à la croissance nécessaire à un sentier de DPNP soutenable. Dans la conjoncture actuelle de prix élevé du pétrole, le pays devrait économiser au moins une partie de ses recettes pétrolières et utiliser ultérieurement cette épargne pour financer des investissements publics lorsque son emploi est d'une plus grande efficacité. Cette ligne d'action serait conforme au scénario EGSD optimiste, qui montre en outre que le solde primaire non pétrolier sera devenu positif à la fin de la période de projection.

## Bibliographie

Baunsgaard, T., M. Villafuerte, M. Poplawski-Ribeiro and C. Richmond, 2012, "Fiscal Frameworks for Resource Rich Developing Countries", Note des services du Fonds 12/04 (Washington : Fonds monétaire international).

Calderon, C. and L. Serven, 2008 "Infrastructure and Economic Development in Sub-Saharan Africa", Document de travail consacré à la recherche sur les politiques de la Banque mondiale No. 4712 (Washington, Banque mondiale).

Chakraborty, S. and E. Dabla-Norris, 2009, "The Quality of Public Investment", Document de travail du FMI 09/154 (Washington : Fonds monétaire international).

Collier, P., R. Van der Ploeg, M. Spence, and A. Venables, 2010, "Managing Resource Revenues in Developing Countries", Études des services du FMI, Vol. 57, No. 1, p. 84-118.

Dabla-Norris, E., J. Brumby, A. Kyobe, Z. Mills, and C. Papageogiou, 2011, "Investing in Public Investment: An Index of Public Investment Efficiency", Document de travail du FMI 11/37 (Washington : Fonds monétaire international).

Dominguez-Torres, C. and V. Foster, 2011, "Cameroon's Infrastructure: A Continental Perspective", Document de travail consacré à la recherche sur les politiques de la Banque mondiale No. 5822 (Washington : Banque mondiale).

Fosu, A., Y. Getachew, and T. Zieseemer, 2011, "Optimal public investment, growth, and consumption: Evidence from African countries", Document de travail du CSAE 2011-22, Centre for the Study of African Economies, Oxford University, UK.

Hulten, C., 1996, "Infrastructure Capital and Economic Growth: How well you use it may be more important than how much you have", Document de travail du NBER 5847, Cambridge, MA, USA.

IMF, 2007, "Cameroon : Selected Issues", Rapport des services du FMI No. 07/287 (Washington : Fonds monétaire international).

Iossifov, P., N. Kinoshita, M. Takebe, R. York and Z. Zhan, 2009, "Improving Surveillance Across the CEMAC region", Document de travail du FMI 09/260 (Washington : Fonds monétaire international).

## Appendice IV. Cameroun: Compétitivité extérieure<sup>1</sup>

*Les résultats des démarches basées sur un modèle du Groupe consultatif sur les taux de change (CGER) indiquent que le taux de change effectif réel (TCER) du Cameroun était surévalué de quelque 8 % à la fin de 2011. Ces résultats correspondent aux conclusions des consultations de 2012 au titre de l'article IV avec la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) selon lesquelles le TCER pour le groupe de la CEMAC dans son ensemble était surévalué d'environ 11 %. L'analyse des principaux indicateurs relatifs de prix suggère que l'environnement des produits exportables du Cameroun s'est amélioré depuis 1994, mais que les incitations de prix découragent actuellement la production de produits importables. Les données d'enquête disponibles indiquent que la compétitivité du Cameroun reste très gênée par les insuffisances du climat des affaires, des obstacles majeurs aux échanges et par les coûts élevés des services.*

### A. Évolution du taux de change effectif réel

#### 1. Depuis la dévaluation de 1994, le TCER du Cameroun a suivi une tendance légèrement à la hausse, ce qui suggère qu'une partie de la compétitivité acquise grâce à la dévaluation s'est érodée

(graphique 1).<sup>1</sup> En 2010-11, le TCER s'est déprécié de 6,6 %, principalement sous l'effet de la dépréciation de l'euro par rapport à d'autres monnaies majeures, ce qui reflète l'évolution du taux de change effectif nominal (TCEN). La dépréciation n'a cependant pas compensé l'appréciation cumulée de 1994-2009 (24 %).

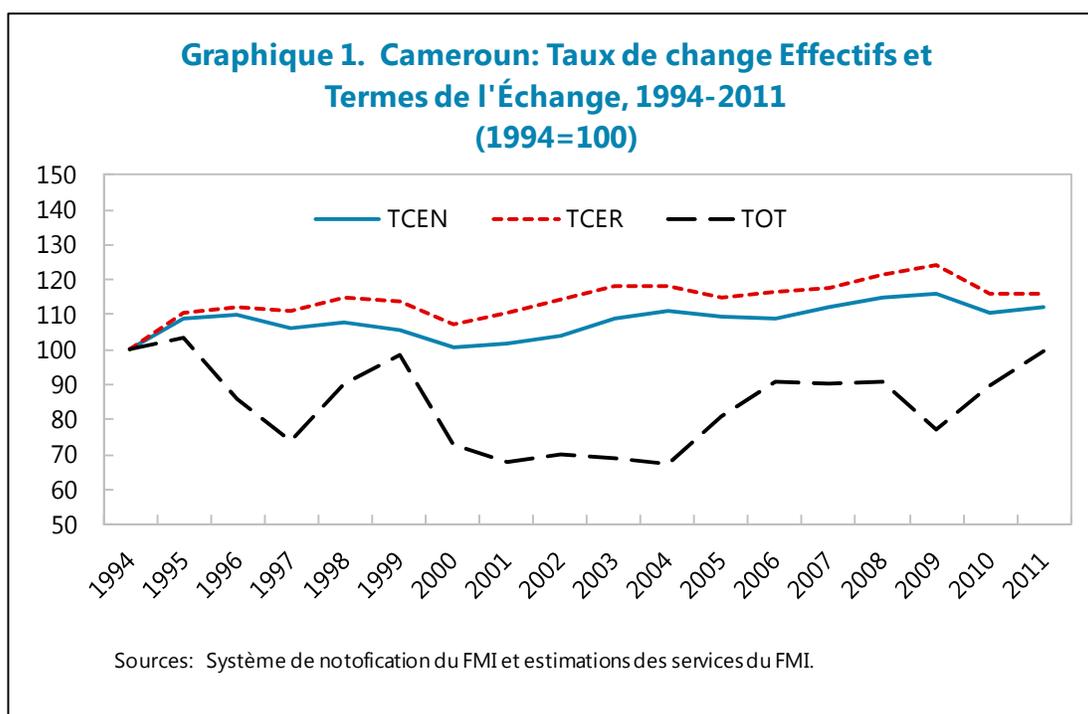
**2. Pour évaluer le TCER, deux démarches peuvent être adoptées.** La première consiste à supposer que le TCER était proche de son niveau d'équilibre à long terme pendant une période de référence, à savoir les deux années suivant la dévaluation, et à mesurer le désalignement, à savoir la

différence entre le TCER actuel et la valeur de la période de référence, en supposant implicitement que le niveau d'équilibre à long terme s'est maintenu au niveau de l'année de référence. Une autre démarche considère que la moyenne d'échantillon du TCER se situe à son niveau d'équilibre à long terme. Le recours à la première méthode suggère que le TCER était surévalué d'environ 10 % à la fin de 2011. Si l'on utilise la moyenne d'échantillon en 1994-2011, on relève une surévaluation de 1,5 % à la fin de 2011. L'intérêt de ces démarches est cependant limité par le fait que l'on pose comme hypothèse sous-jacente que le niveau d'équilibre est constant à long terme; ces démarches ne permettent pas non plus des modifications permanentes du niveau d'équilibre à long terme qui auraient pu être causées par les variations de ses déterminants. La tendance générale à la baisse des termes de l'échange depuis 1994 (de même que leur forte volatilité) est l'un des fondamentaux qui suggèrent que le niveau d'équilibre à long

<sup>1</sup> Le présent appendice a été préparé par Fabien Nsengiyumva.

terme peut avoir bougé pendant la période

examinée.



## B. Évaluations basées sur un modèle

3. Nous faisons appel aux trois démarches du CGER pour évaluer le TCER--la démarche du taux de change réel d'équilibre (TCRE); la démarche de l'équilibre macroéconomique (EM) et la démarche de viabilité extérieure (VE).<sup>2</sup> Nous complétons ces trois démarches avec une autre démarche de l'équilibre macroéconomique ajusté, qui tient compte de la richesse pétrolière du Cameroun et de l'épuisement projeté des ressources pétrolières pour estimer une norme du compte courant.<sup>2</sup>

<sup>2</sup> La panoplie d'outils d'évaluation du TCER du FMI inclut des modèles avec des observations annuelles sur plusieurs variables macroéconomiques pour 184 économies en 1973-2011, conjointement aux projections de ces variables pour la période 2012-17 conformément aux Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2012.

4. La démarche du TCER modélise la valeur d'équilibre à moyen terme du TCER en fonction des facteurs fondamentaux qui causent des écarts persistants par rapport à la parité du pouvoir d'achat à long terme. Elle fait intervenir trois étapes. Premièrement, on estime une équation de forme réduite liée au TCER ainsi qu'un jeu de paramètres fondamentaux pertinents. Deuxièmement, on construit le niveau d'équilibre à moyen terme du TCER en multipliant le coefficient estimé de l'équation de forme réduite par les prévisions à moyen terme des paramètres fondamentaux économiques. Enfin, on calcule l'ajustement du taux de change nécessaire pour rétablir l'équilibre à moyen terme, à savoir la différence entre le taux de change réel d'équilibre estimé et sa valeur actuelle.

## 5. La démarche du TCER indique que le TCER du Cameroun était sous-évalué d'environ 3 % à la fin de 2011.<sup>3</sup>

Cependant, l'intervalle de confiance de 90 % est large (d'une sous-évaluation d'environ 14 % à une surévaluation d'environ 8 %) et inclut zéro (graphique 2). Les estimations prospectives obtenues, en utilisant pour les fondamentaux les valeurs projetées dans le macro-cadre présenté dans ce rapport, indiquent que le TCER serait surévalué d'environ 7 % en 2016 (là encore, avec une large marge qui inclut zéro) si le TCER de référence se maintenait au niveau de 2011.

## 6. La démarche EM estime l'ajustement du taux de change nécessaire pour combler l'écart entre le solde du compte courant projeté à moyen terme au taux de change en vigueur (le compte courant «sous-jacent») et un solde du compte courant d'équilibre estimé (ou une «norme du compte courant»), sur la base de fondamentaux économiques.

L'excédent commercial pétrolier du Cameroun est l'un des déterminants utilisés pour estimer cette norme. La démarche comprend trois étapes. Premièrement, on procède à des régressions de panel pour estimer le solde du compte courant en fonction d'un jeu de fondamentaux macroéconomiques. Deuxièmement, on calcule les normes du compte courant en fonction des niveaux des fondamentaux économiques projetés à moyen terme, à l'aide des coefficients estimés dans les premières étapes. L'excédent commercial pétrolier du

Cameroun est l'un des déterminants utilisés pour estimer cette norme. Troisièmement, on déduit le degré de désalignement du taux de change en tant que variation proportionnelle du taux de change réel nécessaire pour combler l'écart entre le solde du compte courant sous-jacent et la norme de compte courant, à l'aide d'une élasticité spécifique au pays du compte courant s'agissant du taux de change réel.

## 7. La démarche EM indique que le TCER du Cameroun était surévalué d'environ 13 % à la fin de 2011.

On estime que la norme de compte courant s'établit à environ 2 % du PIB et que le déficit sous-jacent du compte courant est d'environ 3 %.<sup>4</sup> Avec une élasticité du solde du compte courant s'agissant du taux de change réel de -0,4 (déduit à partir d'estimations des élasticités des exportations et des importations de pays similaires), la démarche suggère que le taux de change réel devrait se déprécier d'environ 13 % pour combler l'écart du compte courant extérieur (avec des limites inférieures et extérieures de 4 et 22 %, respectivement).<sup>5</sup> Des calculs prospectifs ont débouché sur un déficit du compte courant sous-jacent proche de 4,5 % en 2017 et une norme du compte courant proche de 0,5 % du PIB, ce qui signifie que le déficit du compte courant est pratiquement le même qu'avec la démarche a posteriori.

## 8. Lorsqu'on calcule la norme du compte courant pour les pays producteurs

<sup>3</sup> Les déterminants inclus dans le modèle de régression de panel pour estimer le niveau d'équilibre à long terme pour le Cameroun sont les termes de l'échange, la productivité relative, la consommation relative de l'État, les avoirs extérieurs nets initiaux et les flux d'aide et les envois de fonds.

<sup>4</sup> L'estimation considère les fondamentaux macroéconomiques suivants: le solde budgétaire, le ratio de dépendance du 3<sup>ème</sup> âge, la croissance démographique, la croissance du revenu par habitant, le solde commercial pétrolier et les avoirs extérieurs nets initiaux.

<sup>5</sup> Plus l'élasticité est importante (en valeur absolue), plus le degré de surévaluation du TCER est faible. Les récentes évaluations du TCER pour les pays d'Afrique subsaharienne font appel à des élasticités du compte courant par rapport au TCER

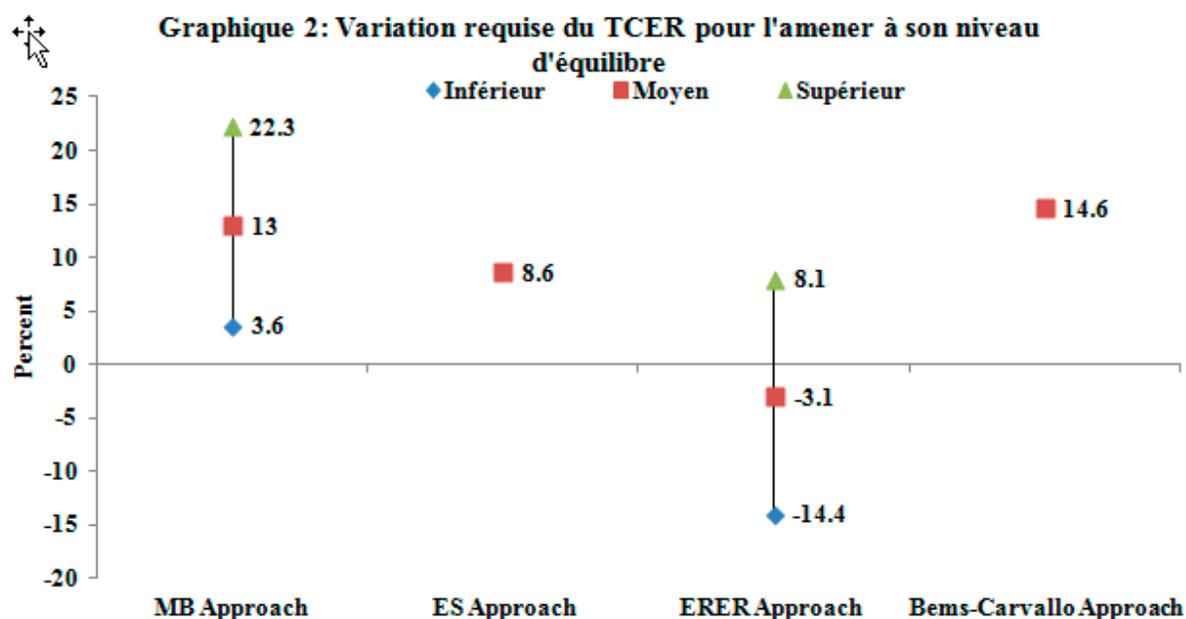
**de pétrole, la démarche EM est ajustée pour tenir compte du rendement attendu sur la richesse pétrolière et de l'épuisement projeté des réserves pétrolières.** L'équipe des consultations de 2012 au titre de l'article IV avec la CEMAC a appliqué l'une de ces méthodologies<sup>6</sup> à l'ensemble du groupe de la CEMAC et aux pays individuellement et a relevé que le TCER du Cameroun était surévalué d'environ 15 %, sur la base d'une norme du compte courant estimée à 2,3 %, un déficit du compte courant sous-jacent d'environ 3 % du PIB et une élasticité du compte courant par rapport au TCER de -0,37. Une élasticité de -0,40 aurait donné une surévaluation d'environ 13 %.

**9. La démarche VE calcule la différence entre le solde réel du compte courant et le solde du compte courant qui stabiliserait la position des avoirs extérieurs nets (AEN) à un niveau de référence.** Sur la base de l'élasticité estimée du solde du compte courant par rapport au TCER, cette différence se traduit par un ajustement du taux de change réel qui—à moyen terme—amènerait le solde du compte courant à son niveau de stabilisation des AEN, dans une hypothèse particulière relative aux taux de croissance nominale à moyen terme de l'économie. Sur la base d'un solde du compte courant

stabilisateur des AEN estimé à près de 1 % du PIB à moyen terme, ainsi que de la même élasticité du compte courant par rapport au TCER que dans la démarche EM (0,40), la démarche VE conclut que le TCER étaient surévalué d'environ 9 % à la fin de 2011 et serait surévalué d'environ 13 % d'ici à 2017 dans le scénario de référence.

**10. Pour résumer, les résultats de l'estimation indiquent une surévaluation du TCER du Cameroun dans trois des quatre démarches utilisées.** La surévaluation moyenne pour les quatre méthodes est d'environ 8 %, ce qui indique que la compétitivité extérieure du Cameroun s'est détériorée. Pour autant, ces résultats doivent être interprétés avec prudence. Premièrement, ils sont sensibles à un large éventail d'hypothèses posées dans la construction du scénario de référence pour le Cameroun. Deuxièmement, les différences structurelles entre le Cameroun et nombre de pays du panel rendent les calculs par régression moins significatifs. Troisièmement, les estimations sont hautement sensibles aux élasticités supposées des exportations, des importations et du compte courant s'agissant du taux de change réel.

<sup>6</sup> Bems, Rudolfs et Irineu de Carvalho Filho, 2009, Exchange Rate Assessments: Methodologies for Oil Exporting Countries, Document de travail du FMI No. 09/281, Washington, FMI.



## C. Différents indicateurs de compétitivité extérieure

**11. Les TCER abordés plus haut mesurent les niveaux relatifs des prix intérieurs et extérieurs exprimés dans une monnaie commune.** La littérature économique sur les pays en développement considère cependant que le taux de change réel «interne» (TCRI), à savoir le prix relatif des biens échangeables par rapport aux biens non échangeables, mesure mieux la compétitivité car il s'agit du prix relatif clé qui influe sur l'allocation des ressources, la production et la consommation de biens échangeables et non échangeables et donc, sur le solde extérieur. Bien que le concept théorique du TCRI soit simple, il faut pour effectuer une mesure empirique trouver des contreparties opérationnelles aux indices de prix requis des biens échangeables et non échangeables; c'est la raison pour laquelle la littérature économique utilise diverses valeurs de substitution. Nous nous écartons d'un cadre à deux biens en divisant l'économie en trois

catégories de biens : exportations, importations et biens produits et consommés dans le pays. Nous considérons que l'agrégation des importations et des exportations en un seul bien échangeable composite rend flous les effets des variations des termes de l'échange et constitue un indice de prix qui ne traduit pas de manière adéquate les effets d'incitation d'une modification du TCRI, que ce soit du côté de l'offre ou du côté de la demande de l'économie.

**12. Le cadre à trois biens produit deux TCRI, ce qui correspond aux prix relatifs des biens exportables et importables en termes de biens produits et consommés intérieurement :**

$$IRER_x = Pd / P_x$$

$$IRER_m = Pd / P_m$$

où  $P_d$  est le prix des biens intérieurs et  $P_x$  et  $P_m$  les prix intérieurs des biens exportables et importables, respectivement, mesurés en termes de monnaie du pays.  $IRERx$  pourrait être considéré comme un indicateur de la compétitivité du prix intérieur des exportations par rapport aux biens intérieurs. Une baisse de  $IRERx$  indiquerait un gain de compétitivité pour le secteur des exportations. De même,  $IRERm$  est un indicateur de la compétitivité du prix intérieur des biens intérieurs par rapport aux biens importables. Une augmentation de  $IRERm$  indique une perte de compétitivité pour les biens importables.

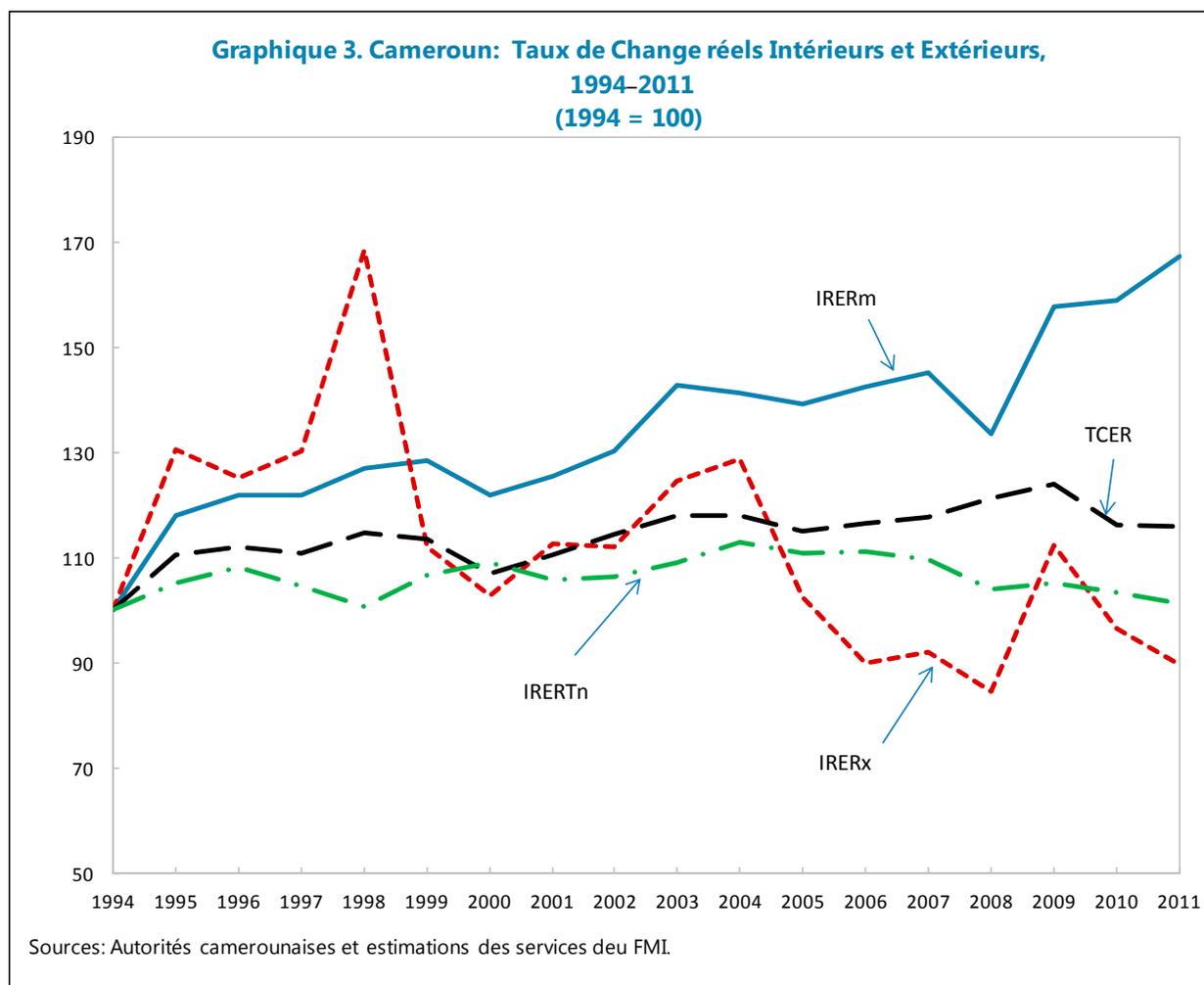
**13. Le graphique 3 compare l'évolution des quatre catégories de prix relatifs en 1994-2011.** Elles incluent le TCER (extérieur) utilisé plus haut dans l'évaluation basée sur le modèle, le prix relatif des biens intérieurs aux importations ( $IRERm$ ), le prix relatif des biens intérieurs aux exportations ( $IRERx$ ) et le prix relatif des biens non échangeables par rapport aux biens échangeables publié par l'Institut national de la statistique camerounais ( $IRERn$ ).<sup>7</sup> On peut faire quatre observations sur le graphique 3 :

- $IRERx$  et  $IRERm$  ont été plus volatils que le taux de change extérieur réel (TCER). Cette volatilité accrue augmente les incertitudes qui ne sont pas saisies par le taux de change effectif réel extérieur abordé dans la Section I et est préjudiciable aux secteurs de l'économie orientés sur l'extérieur.
- $IRERx$  suit une tendance à la baisse depuis 1998,<sup>8</sup> ce qui suggère que le secteur des biens d'exportation a gagné en compétitivité par rapport aux secteurs orientés sur l'intérieur. Cette évolution reflète la hausse des prix internationaux des produits pétroliers et non pétroliers dans la période examinée, la maîtrise globale des prix des biens intérieurs par le biais de politiques budgétaires et monétaires, de même que les mesures destinées à accroître l'offre de denrées agricoles.
- En revanche,  $IRERm$  a suivi une tendance à la hausse,<sup>9</sup> ce qui indique une perte générale progressive de compétitivité pour la production orientée vers la substitution des importations, de même qu'un gain global de compétitivité pour les importations dans la consommation intérieure.
- $IRERn$ , qui est calculé à l'aide de la série de prix des autorités de biens échangeables et non échangeables, suit de près l'évolution du TCER extérieur, ce qui suggère que l'analyse qui repose sur ce taux ne serait pas non plus à même de saisir les incitations de prix qui affectent la production et la consommation et, en dernière analyse, l'évaluation extérieure de la compétitivité qui ne repose pas sur des mesures du taux de change réel.

<sup>7</sup> La valeur de substitution utilisée pour le prix des biens intérieurs est calculée à partir des données des comptes nationaux, comme l'expliquent Hinkle, L. et F. Nsengiyumva, 1999, «Internal Real Exchange Rates: Concepts and Measurement» dans Hinkle, L. et Peter J. Montiel, Exchange Rate Misalignment: Concepts and Measurement for Developing Countries (Washington: Banque mondiale).

<sup>8</sup> La dépréciation cumulée de  $IRERx$  de 1998 à 2011 est de 47 %.

<sup>9</sup> L'appréciation cumulée de  $IRERm$  de 1994 à 2011 est de 67 %.



## D. Évaluation de la compétitivité qui ne repose pas sur les taux de change réels

**14. Au-delà des prix, nombre de facteurs influent sur la compétitivité nationale.** Le rapport du Forum économique mondial de 2011-12 sur la compétitivité mondiale définit la compétitivité comme l'ensemble d'institutions, de politiques et de facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays. La présente section étudie les données d'enquêtes disponibles qui comparent le Cameroun avec ses concurrents extérieurs s'agissant des déterminants structurels de la compétitivité.

**15. L'indice mondial de compétitivité (IMC) classe le Cameroun à la 116<sup>ème</sup> place sur 142 pays examinés, avec un score de 3,7 sur 7** (Tableau 1). Le classement du Cameroun est inférieur à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne pour ce qui est de l'environnement institutionnel et de l'infrastructure, mais son classement est meilleur s'agissant de l'environnement macro-économique, de la santé de l'enseignement primaire. Le Cameroun est globalement classé sur les facteurs d'amélioration de l'efficacité (y

compris l'enseignement supérieur et la formation, l'efficacité des marchés des biens et du travail, le développement du secteur financier, l'état de préparation technologique et la taille du marché) à la 120<sup>ème</sup> place sur 142, ce qui se rapproche de la moyenne de l'Afrique subsaharienne de 111.

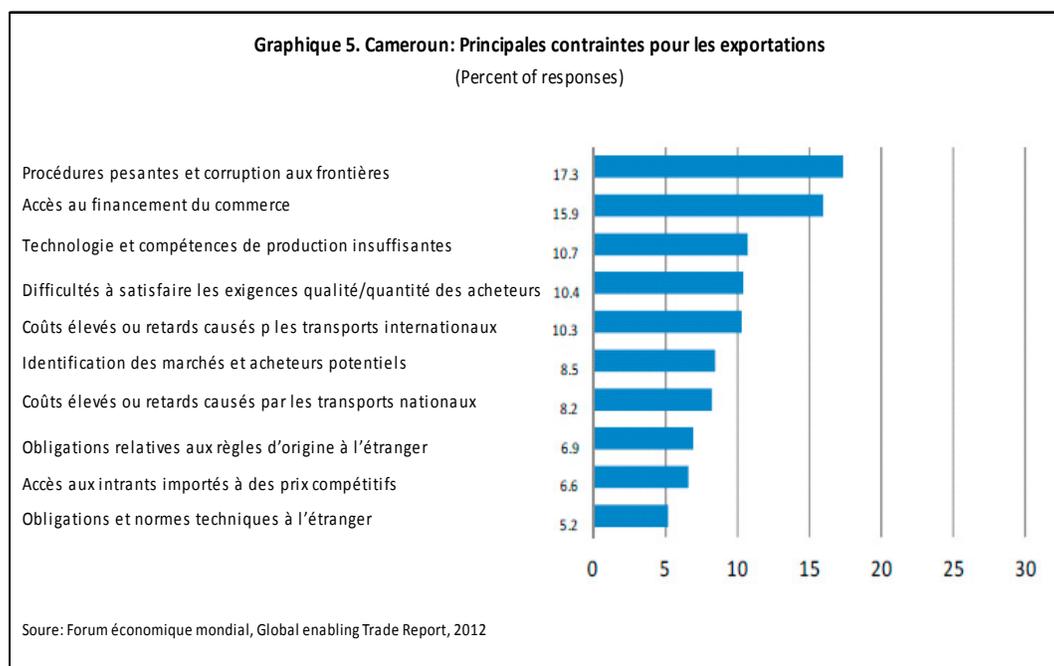
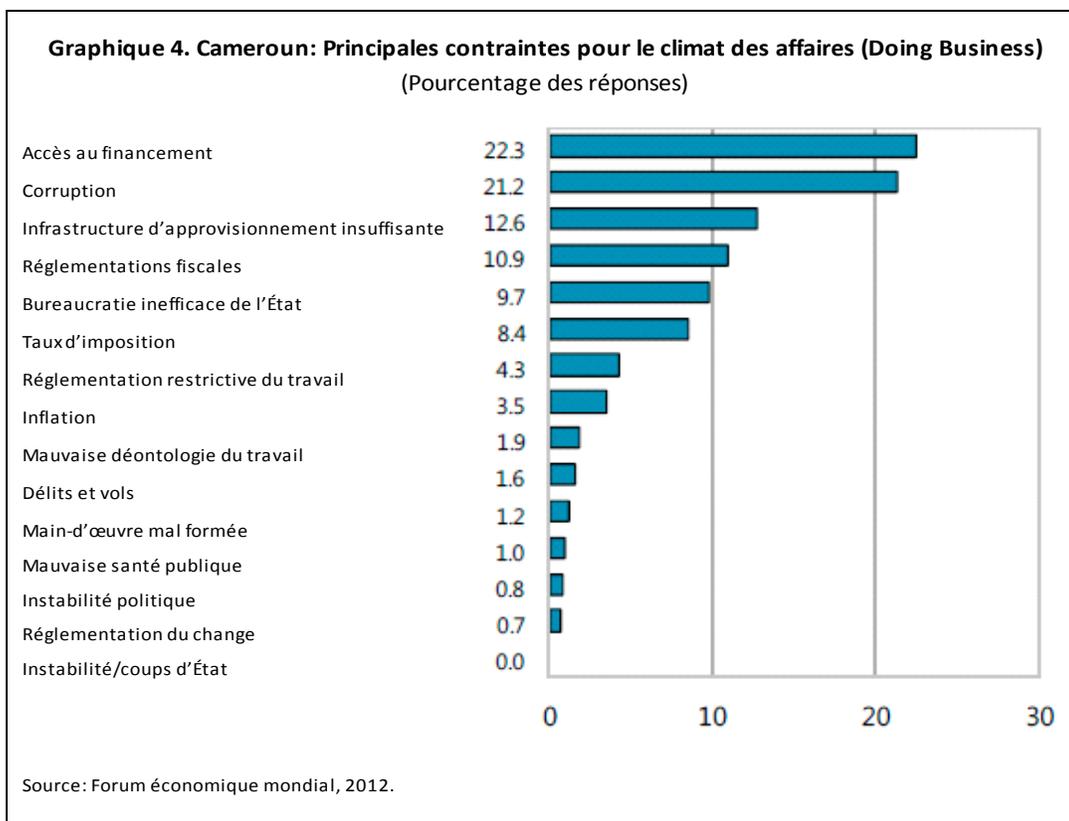
**16. Le Cameroun a légèrement amélioré son classement dans les Indicateurs «Doing Business» de 2011 de la Banque mondiale.** Il a grimpé de sept places jusqu'à la 161<sup>ème</sup> (au lieu de la 168<sup>ème</sup> en 2011) en obtenant un meilleur score sur les permis de construire, l'obtention du crédit et le démarrage d'une entreprise (Tableau 2). Cette amélioration a été rendue possible grâce aux réformes mises en œuvre par l'État dans le cadre d'un dialogue public-privé lancé en 2009. Cependant, le Cameroun se place en-deçà de la moyenne pour l'Afrique subsaharienne de 137. Conformément au rapport du Forum économique mondial de 2012 sur la compétitivité mondiale, les sociétés considèrent que l'accès au financement, la corruption, l'insuffisance d'infrastructure, la réglementation fiscale et la bureaucratie de l'administration publique sont les cinq

principaux obstacles aux affaires au Cameroun (graphique 4).

**17. S'agissant des échanges, l'indice de 2012 de facilitation du commerce ou (Enabling Trade Index—ETI) publié par le Forum économique mondial classe le Cameroun à la 118<sup>ème</sup> place sur 132, avec un score global de 3,3 sur 7** (Tableau 3).

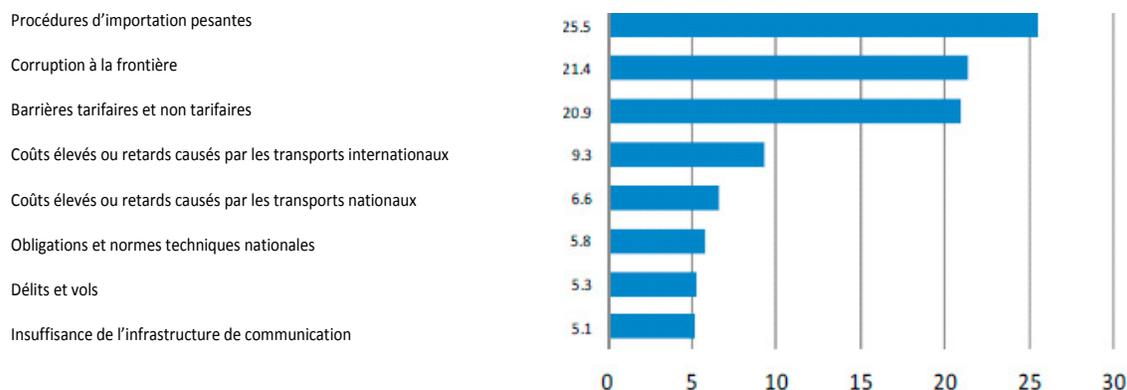
S'agissant des piliers de l'ITIE, le Cameroun a obtenu le score le plus faible sur la disponibilité et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (2,3); la transparence de l'administration douanière (2,6) ; les infrastructures de transport et de communication (2,7) ; la disponibilité et la qualité des services de transport (2,8) ; la disponibilité et la qualité de l'infrastructure de transport (3) et l'efficacité des procédures d'importation et d'exportation (3).<sup>10</sup> Les facteurs qui ont l'impact négatif le plus marqué sur la facilité d'exportation et d'importation incluent des procédures pesantes, la corruption aux frontières, l'accès au financement du commerce et les barrières tarifaires et non tarifaires (graphiques 5 et 6).

<sup>10</sup> S'agissant de l'administration douanière, l'enquête de la Banque mondiale sur les entreprises (2009) indique qu'au Cameroun le délai moyen de dédouanement des importations est de 24 jours, près du double des délais qui sont requis dans le reste de l'Afrique subsaharienne (12,7 jours).



**Graphique 6. Cameroun: Principales contraintes pour les importations**

(Percent of responses)



Source: Forum économique mondial, Global enabling Trade Report, 2012

**Tableau 1. Cameroun et Afrique subsaharienne: Indice Mondial de Compétitivité, 2011-12**

	Cameroun		Afrique subsaharienne (moyennes)	
	Classement (sur 142)	Score (1-7)	Classement (sur 142)	Score (1-7)
<b>IMC 2011-2012</b>	<b>116</b>	<b>3.6</b>	<b>113</b>	<b>3.6</b>
IMC 2010-2011 (sur 139)	111	3.6		
IMC 2009-2010 (sur 133)	111	3.5		
<b>Exigences de base (60%)</b>	<b>114</b>	<b>3.8</b>	<b>115</b>	<b>3.7</b>
Institutions	104	3.4	85	3.7
Infrastructure	129	2.5	113	2.8
Environnement macro-économique	77	4.7	102	4.3
Santé et enseignement primaire	116	4.5	122	4.2
<b>Facteurs d'amélioration de l'efficacité (35%)</b>	<b>120</b>	<b>3.4</b>	<b>111</b>	<b>3.4</b>
Enseignement supérieur et formation	115	3.2	117	3.0
Efficacité du marché des biens	97	4.0	96	3.9
Efficacité du marché du travail	93	4.1	79	4.3
Développement du secteur financier	130	3.2	91	3.7
État de préparation technologique	123	2.7	114	2.9
Taille du marché	90	3.1	104	2.8
<b>Facteurs d'innovation et de sophistication (5%)</b>	<b>101</b>	<b>3.2</b>	<b>100</b>	<b>3.1</b>
Sophistication des affaires	113	3.4	105	3.4
Innovation	81	3.0	92	2.9

Source: Forum économique mondial, rapport sur la compétitivité mondiale, 2011-2012.

<b>Tableau 2. Cameroun: Indicateurs "Doing Business" 2011–12</b>					
<b>(Classement sur 183)</b>					
	<b>Cameroun</b>		<b>CEMAC</b>	<b>UEMOA</b>	<b>AfSS</b>
	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>		
Facilité des transactions	168	161	170	163	137
Création d'entreprises	131	128	163	142	123
Obtention de permis de construire	118	92	102	122	112
Enregistrement des biens	149	154	133	136	120
Accès au crédit	138	98	98	126	111
Protection des investisseurs	120	122	145	151	112
Paiement des impôts	169	171	170	157	116
Commerce transfrontalier	155	156	161	133	135
Exécution des contrats	173	174	149	140	117
Fermeture d'une entreprise	141	147	162	112	128

Source: Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde, 2011–12.

<b>Tableau 3. Cameroun: Indice de Facilité du Commerce</b>		
	<b>Classement</b>	<b>Score</b>
	<b>(sur 132)</b>	<b>(1–7)</b>
<b>Indice de 2012</b>	<b>118</b>	<b>3.3</b>
Indice de 2010	115	3.3
Sous-indice A: Accès au marché	117	3.4
1er pilier : accès au marché intérieur et extérieur	117	3.4
Sous-indice B: administration des frontières	110	3.0
2e pilier : efficacité de l'administration douanière	92	3.5
3e pilier : efficacité des procédures d'importation/d'exportation	111	3.0
4e pilier : transparence et l'administration frontalière	109	2.6
Sous-indice: infrastructures de transport et de communication	124	2.7
5e pilier : disponibilité et qualité de l'infrastructure des transport	122	3.0
6e pilier : disponibilité et qualité des services de transport	121	2.8
7e pilier : disponibilité et utilisation des technologies I/C	117	2.3
Sous-indice D: climat des affaires	85	4.0
8e pilier : environnement réglementaire	103	3.3
9e pilier : sécurité physique	79	4.6

Source: Forum économique mondial : Global Enabling Trade Report, 2012.



# CAMEROUN

27 juin 2012

## RAPPORT DES SERVICES DU FMI SUR LES CONSULTATIONS DE 2012 AU TITRE DE L'ARTICLE IV— ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

Approuvé par  
**Anne-Marie Gulde-Wolf** et  
**Dhaneshwar Ghura** (FMI) et  
**Jeffrey D. Lewis** et **Marcelo**  
**Giugale** (Banque mondiale)

Préparé le Département Afrique du FMI et l'Association internationale de développement

*La présente analyse de viabilité de la dette (AVD) du Cameroun, effectuée conjointement par le FMI et la Banque mondiale selon le cadre établi pour les pays à faible revenu (PFR), fait suite à l'AVD réalisée en 2011. Elle conclut que le risque de surendettement de ce pays reste peu élevé, dans la mesure où, dans le scénario de référence et selon les tests de résistance, les ratios d'endettement extérieur restent tous très en deçà des seuils liés aux politiques mises en œuvre. Cependant, les indicateurs d'endettement public total sont nettement plus élevés que dans l'AVD de 2011, à cause, surtout, de l'impact de l'accumulation prévue d'arriérés de paiements sur la dette intérieure, et de l'émission d'un plus grand volume de titres d'État pour couvrir une partie du déficit budgétaire. La forte augmentation projetée de la dette intérieure plaide pour la réforme du mécanisme de subventions aux carburants et le renforcement des mesures de contrôle des engagements afin de limiter l'accumulation des arriérés intérieurs. En outre, les engagements se sont accrus sur les emprunts non concessionnels depuis l'AVD de 2011, d'où la nécessité de la prudence en matière d'emprunt. Le renforcement de la mobilisation des recettes non pétrolières et l'élargissement de la base d'exportations pour compenser la baisse prévue à la longue des recettes pétrolières permettraient d'atténuer l'augmentation projetée du service de la dette.*

## CADRE GÉNÉRAL

**1. Le présent rapport fait suite à l'analyse de viabilité de la dette (AVD) réalisée en 2011 (Rapport du FMI n°11/116)<sup>1</sup>.** Le cadre macroéconomique sous-tendant l'analyse contenue dans ce rapport tient compte des résultats des discussions menées par le FMI avec les autorités en 2012 au titre de l'article IV et repose sur les données de fin 2011. Les données portent sur la dette extérieure de l'administration centrale et la dette garantie des entités publiques, ainsi que sur une estimation de la dette intérieure. En dépit des efforts déployés pour améliorer les statistiques de la dette, la couverture des passifs des entreprises publiques et des municipalités, des passifs conditionnels des institutions financières et des obligations de l'État envers les entités publiques reste inégale.

**2. L'impact de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) s'est traduit par une nette amélioration de la situation de la dette du Cameroun.** Suite à l'application de l'initiative PPTE et de l'IADM, le ratio dette publique/PIB est revenu de 52 % en 2005 à

10 % en 2008. Depuis 2008, toutefois, les emprunts intérieurs et extérieurs sont en augmentation (tableau 1 du texte). La montée de la dette extérieure résulte d'une augmentation de l'emprunt extérieur de l'administration centrale et des entreprises publiques. La dette publique extérieure représentait plus de la moitié de la dette publique totale à fin 2011. Elle était constituée en majeure partie par la dette multilatérale, mais la part de la dette bilatérale ne relevant pas du Club de Paris devrait augmenter sur la période de prévision, par suite de l'accroissement de l'emprunt non concessionnel<sup>2</sup>. La dette intérieure augmente sensiblement depuis 2008 à la suite de l'achèvement des audits des arriérés de l'administration centrale et de l'émission d'obligations d'État et de bons de Trésor sur le marché régional en 2010 et 2011<sup>3</sup>, respectivement, et de la titrisation des arriérés envers la Société Nationale de Raffinage (SONARA) en 2011 (tableau 2 du texte)

<sup>1</sup> Préparé par les services du FMI et de la Banque mondiale, en collaboration avec les autorités camerounaises. Le projet d'AVD a été examiné avec les autorités dans le cadre des consultations de 2012 au titre de l'article IV. La présente AVD est conforme à la *Staff Guidance Note on the Application of the Joint Fund-Bank Debt Sustainability Framework for Low-Income Countries*, publiée le 22 janvier 2010 à l'intention des services des deux institutions, et consultable à l'adresse : <http://www.imf.org/external/pp/longres.aspx?id=4419> and <http://go.worldbank.org/JBKAT4BH40>. L'analyse met à jour l'AVD 2011 (Rapport du FMI n° 11/266, consultable à l'adresse : <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=25207.0>).

<sup>2</sup> Des accords ont aussi été conclus avec la plupart des créanciers commerciaux du Club de Londres, dont l'encours des créances a été ramené à 1,24 million de dollars (0,005 % du PIB) en 2009. Les autorités n'épargnent aucun effort pour apurer la dette exigible, mais éprouvent des difficultés à faire intervenir certains créanciers, soit faute de réponse de leur part, soit parce qu'ils ont cessé d'exister en tant qu'entités commerciales.

<sup>3</sup> Les achats d'obligations effectués de l'étranger sont traités comme dette extérieure par les autorités, même si la dette correspondante est libellée en monnaie locale. Sur les 200 milliards de FCFA de titres émis en 2010, 42 ont été vendus à l'extérieur. Les services ont accepté cette convention des autorités pour les besoins de l'AVD de 2012, mais, à l'avenir, ils traiteront ces ventes comme dette intérieure. Ils estiment qu'elles comportent le même niveau de risque que la dette intérieure.

**Tableau 1 du texte. Cameroun : Stock de la dette publique, 2005–11**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	(milliards FCFA)						
Dettes publiques totales	4 534	1 489	1 171	1 015	1 114	1 349	1 633
Extérieures	3 294	603	562	578	574	725	899
Multilatérale à long terme	---	206	230	289	377	460	564
Bilatérale	---	316	289	288	196	222	292
Commerciale	---	81	43	1	1	43	43
Intérieures	1 241	887	608	437	540	623	734
	(pourcentage du total)						
Dettes publiques totales	100	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Extérieures	72,6	40,5	48,0	56,9	51,5	53,8	55,0
Multilatérale à long terme	---	13,8	19,7	28,5	33,8	34,1	34,5
Bilatérale	---	21,2	24,7	28,4	17,6	16,5	17,9
Commerciale	---	5,4	3,7	0,1	0,1	3,2	2,6
Intérieures	27,4	59,5	52,0	43,1	48,5	46,2	45,0
	(pourcentage du PIB)						
Dettes publiques totales	51,8	15,9	12,0	9,5	10,6	12,1	13,7
Extérieures	37,6	6,4	5,7	5,4	5,5	6,5	7,5
Multilatérale à long terme	---	2,2	2,4	2,7	3,6	4,1	4,7
Bilatérale	---	3,4	2,9	2,7	1,9	2,0	2,5
Commerciale	---	0,9	0,4	0,0	0,0	0,4	0,4
Intérieures	14,2	9,4	6,2	4,1	5,2	5,6	6,2

Sources : autorités camerounaises; estimations des services de la Banque mondiale et du FMI.

**Tableau 2 du texte. Cameroun : Composition de la dette intérieure, 2010–11**  
(milliards de FCFA; sauf indication contraire)

	2010	2011	2011
			Parts en pourcentage
Dettes intérieures totales	623	724	100
Dettes structurées	445	561	77
Dettes envers secteur bancaire	95	123	17
Dettes envers secteur non bancaire	350	439	61
Dettes non structurées (arriérés audités)	178	163	23

Sources : autorités camerounaises; estimations des services de la Banque mondiale et du FMI.

## SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

**3. Comparé à l'AVD de 2011, le scénario de référence intègre des cours du pétrole un peu plus élevés, un plus grand volume de nouveaux emprunts intérieurs par émission de titres d'État et une accumulation plus rapide des arriérés intérieurs (tableau 3 du texte et encadré 1).**

Les projections relatives à la croissance du PIB

réel, aux recettes publiques et aux exportations sont globalement proches de celles sous-tendant l'AVD de 2011. Les cours du pétrole pour la période 2012-17 reposent sur les hypothèses du dernier rapport du FMI sur les Perspectives de l'économie mondiale et l'on estime qu'ils restent constants au-delà de 2017. L'intention du gouvernement d'émettre

des titres en 2012 et de rester actif sur le marché obligataire régional par la suite se traduit par la prévision d'un plus grand volume d'émissions de bons et d'obligations du Trésor que dans l'AVD de 2011 (750 milliards de FCFA sur la période de projection, contre 250 dans la précédente AVD). Le scénario postule ensuite qu'il n'y aura pas de changement dans la politique de tarification des produits pétroliers

(c'est-à-dire, gel des prix) et prévoit des écarts annuels de financement du budget. Afin de saisir pleinement les vulnérabilités de la dette liées associées aux déficits de financement projetés, l'AVD pose en hypothèse aussi que ces écarts seront couverts par l'émission de titres d'État portant intérêt, ce qui donnera lieu à une augmentation des paiements d'intérêts intérieurs.

**Tableau 3 du texte. Cameroun : Principales hypothèses macroéconomiques, 2011–32**  
**AVD 2012 par rapport à l'AVD 2011<sup>1</sup>**

	2011-12	2013-16	2017–32
Croissance du PIB réel (pourcentage)			
AVD 2012	4,5	5,2	4,6
AVD 2011	4,2	4,6	4,6
Recettes totales (pourcentage du PIB) <sup>2</sup>			
AVD 2012	18,1	17,2	16,8
AVD 2011	17,8	18,7	16,2
Exportations de biens et services (pourcentage du PIB)			
AVD 2012	30,8	30,2	24,4
AVD 2011	26,3	29,8	23,8
Cours du pétrole (dollars/baril) <sup>3</sup>			
AVD 2012	100,9	82,0	78,6
AVD 2011	97,8	86,6	78,9

Sources : autorités camerounaises; estimations des services de la Banque mondiale et du FMI.

<sup>1</sup> L'AVD de 2011 couvre la période 2011-31.

<sup>2</sup> Recettes totales à l'exclusion des dons.

<sup>3</sup> Les chiffres après 2011 comprennent une réduction de 6 dollars par rapport aux prix internationaux projetés dans les PEM pour tenir compte des incertitudes (facteur de prudence) et de 3 dollars pour tenir compte de la qualité inférieure du brut camerounais.

**4. Les projets d'investissement public sont la pièce maîtresse de la stratégie de croissance du gouvernement.** La résorption du déficit d'infrastructures, en particulier dans les transports et la production d'énergie, est jugée essentielle pour atteindre des taux de croissance économique plus rapides indispensables pour réduire la pauvreté. Les dépenses publiques supplémentaires devraient être financées par des ressources budgétaires et des emprunts intérieurs et extérieurs. Les autorités entendent continuer à

obtenir des emprunts concessionnels, mais des ressources non concessionnelles pourraient être nécessaires pour répondre aux besoins de financements.

**5. Selon les prévisions, l'encours global de la dette sera nettement plus élevé que dans la précédent AVD sur toute la période de projection.** Ce niveau plus élevé s'explique surtout par l'augmentation de la dette intérieure découlant de l'émission d'un plus grand volume de titres d'État pour

couvrir les engagements et les déficits de financements budgétaires.

**6. Les projections des emprunts extérieurs nouveaux tiennent compte des engagements en cours à fin 2011 et des engagements nouveaux déjà signés ou censés l'être en 2012<sup>4</sup>.** Sur la base des informations reçues des autorités, les services prévoient que les engagements extérieurs nouveaux atteindront 994 milliards de FCFA en 2012 (7,8 % du PIB) et 623 milliards (4,5 % du PIB) en 2013 (tableau 4 du texte). Ces engagements sont destinés à atténuer les goulots d'étranglement liés aux infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des routes, des ports, des communications et de l'approvisionnement en eau. D'après les informations fournies par les autorités, 75 %

des nouveaux engagements en 2012 et 70 % en 2013 devraient être non concessionnels<sup>5</sup>. Les services admettent en hypothèse que les nouveaux engagements d'emprunt après 2013 baisseront progressivement pour tomber à 2,4 percent du PIB à l'horizon 2017. Un taux de décaissement de 14 percent environ sur les engagements en cours est postulé pour 2012, en se fondant surtout sur les décaissements des prêts-projets extérieurs inscrits au budget. Pour la période 2013–17, les décaissements devraient passer progressivement de 250 milliards de FCFA à environ 400 milliards de FCFA, compte tenu de l'exécution de gros projets d'infrastructure (tableau 5 du texte), et rester autour de ce niveau pendant le reste de la période de projection.

**Tableau 4 du texte. Cameroun : Projection des engagements extérieurs, 2011–17**  
(milliards de FCFA; sauf indication contraire)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Estimations	Projections					
Encours engagements fin d'exercice	1454,0	2245,4	2620,2	2907,4	3120,8	3254,0	3295,7
Nouveaux engagements extérieurs <sup>1</sup>	852	994	623	595	552	505	450
En pourcentage du PIB	7,2	7,8	4,6	4,0	3,5	3,0	2,4
Concessionnels (pourcentage du total) <sup>2</sup>	20,4	25,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
Concessionnels (pourcentage du PIB)	1,5	2,0	1,4	1,2	1,0	0,9	0,7
Non concessionnels (pourcentage du total)	79,6	75,0	70,0	70,0	70,0	70,0	70,0
Non concessionnels (pourcentage du PIB)	5,7	5,9	3,2	2,8	2,4	2,1	1,7
Décaissements extérieurs (État et organismes parapublics) <sup>3</sup>	184,1	202,8	248,6	307,7	338,5	371,8	408,3
Taux décaissements sur engagements exercice précédent	24,3	13,9	11,1	11,7	11,6	11,9	12,5

Sources : autorités camerounaises; estimations des services de la Banque mondiale et du FMI.

<sup>1</sup> Hypothèses fondées sur les informations fournies par les autorités.

<sup>2</sup> Hypothèses des services.

<sup>4</sup> Entre janvier 2011 et avril 2012, les autorités ont conclu 30 nouvelles conventions d'emprunt pour près de 6 percent du PIB de 2011. Au moins 15 de ces emprunts étaient non concessionnels, avec un élément don moyen de 21,3 %. On suppose que les futurs emprunts non concessionnels comporteront un élément don moyen de 20 %.

<sup>5</sup> Les nouveaux emprunts non concessionnels devraient s'élever à 746 milliards de FCFA en 2012. La présente

(continued)

AVD servira de base aux services de la Banque mondiale pour établir des plafonds d'emprunt non concessionnel en 2012, dans le cadre de la politique de l'IDA régissant ce type d'emprunts.

**Tableau 5 du texte. Cameroun : Scénario de référence pour les emprunts extérieurs nouveaux, 2012–32** (milliards de FCFA)

	2012	2016	2020	2025	2030	2032	Moyenne 2012-17	Moyenne 2018-32
<b>Nouveaux emprunts, AVD 2012</b>	203	372	383	415	440	439	313	415
Concessionnels	141	109	103	99	91	84	120	79
Pourcentage du total	69,3	29,4	26,9	23,8	20,7	19,1	38,3	18,9
Non concessionnels	62	263	280	317	349	355	174	336
Pourcentage du total	30,7	70,6	73,1	76,2	79,3	80,9	61,7	81,1
<b>Nouveaux emprunts, AVD 2011</b>	172	344	383	416	440		288	411
Concessionnels	103	101	103	99	91		89	28
Pourcentage du total	60	29,40	26,9	23,8	20,7		31,0	6,8
Non concessionnels	69	243	280	317	349		199	383
Pourcentage du total	40	70,6	73,1	76,2	79,3		69,0	93,2

Sources : projections des services du FMI et de la Banque mondiale.

### Encadré 1. Hypothèses macroéconomiques pour le scénario de référence<sup>1</sup>

#### Moyen terme, 2013-17

La prévision d'un taux de croissance moyen du PIB de 5 % à moyen terme repose sur des hypothèses de redressement continu des exportations non pétrolières au lendemain de la crise mondiale, de rebond de la production de pétrole et d'augmentation des dépenses d'équipement. Les données sur le volume de production de pétrole ont été obtenues de la Société nationale des hydrocarbures (SNH). Elles indiquent que la production passera progressivement de 69 000 barils par jour en 2012 à 103 000 barils par jour en 2017. En moyenne, l'inflation annuelle mesurée par les prix à la consommation devrait se stabiliser à 2,5 % sur le moyen terme, conformément aux tendances historiques et aux critères de convergence de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Les recettes non pétrolières devraient augmenter à 14,5 % du PIB en moyenne sur la période 2012-17, à mesure que les autorités consolideront les réformes des administrations fiscale et douanière. Les recettes pétrolières devraient fléchir progressivement, de 5,5 % du PIB en 2012 à 4,1 % en 2017, à cause, surtout, de la baisse prévue des cours internationaux du pétrole (tableau 3 du texte). Le déficit primaire hors pétrole resterait autour de 9 % pendant la période 2013–17, en raison de l'accélération continue de l'exécution d'importants projets d'investissement public et du maintien de la politique actuelle de tarification des produits pétroliers ; d'où une accumulation continue d'arriérés intérieurs.

Le déficit courant devrait reculer de 4,7 % du PIB en 2012 à 3,3 % en 2017. La croissance du volume des exportations non pétrolières devrait passer de 7 % en 2012 à plus de 8 % en 2017. La croissance du volume des importations s'explique par l'accélération de la croissance du PIB réel pendant la période 2013-17, et tient compte de l'augmentation des importations de biens d'équipement et intermédiaires pour les projets d'infrastructure. Le déficit courant devrait être financé par l'investissement direct étranger, l'emprunt public extérieur et d'autres flux de capitaux privés.

#### Long terme, 2018-32

La croissance devrait s'établir à 4,6 % en moyenne sur la période 2018–32, tirée par l'expansion des secteurs hors pétrole. La croissance des exportations non pétrolières resterait autour de 8 % sur le long terme.

Les recettes pétrolières devraient chuter de 4 % du PIB en 2017 à 0,3 % à l'horizon 2032, suite à l'épuisement des réserves. Les recettes non pétrolières passeraient de 14,6 % en du PIB hors pétrole en 2017 à 16 % à l'horizon 2032, grâce à la mise en œuvre soutenue de mesures de renforcement des administrations fiscale et douanière. Le déficit primaire hors pétrole devrait baisser progressivement, pour atteindre environ 3 % du PIB hors pétrole vers la fin de la période de prévision. Cette trajectoire est conforme aux hypothèses tablant sur une plus grande maîtrise des dépenses courantes, une augmentation des crédits d'infrastructures publiques et une amélioration de l'exécution des dépenses dans les domaines prioritaires.

<sup>1</sup> Le scénario de référence utilise les hypothèses du dernier rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale (mars 2012).

# ÉVALUATION DE LA VIABILITÉ DE LA DETTE EXTÉRIÈRE

## G. Scénario de référence<sup>6</sup>

**7. Le cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu repose sur des seuils indicatifs d'endettement extérieur particuliers à chaque pays.** Ces seuils découlent d'observations empiriques qui ont permis de constater que le niveau de viabilité de la dette d'un pays à faible revenu augmente avec la qualité de ses politiques et institutions. Cette qualité est mesurée par l'indice d'évaluation des politiques et institutions nationales (CPIA), établi chaque année par la Banque mondiale. D'après le cadre de viabilité de la dette du FMI et de la Banque mondiale, le Cameroun se classe actuellement parmi les

«pays à résultats médiocres» (tableau 6 du texte). Bien qu'il se situe dans la moyenne de l'Afrique subsaharienne et au-dessus de la moyenne de la CEMAC, le Cameroun est classé «pays à résultats médiocres», compte tenu de sa moyenne mobile triennale de l'indice CPIA. Les seuils indicatifs d'endettement extérieur pour cette catégorie de es pays sont : ratio VAN de la dette/exportations de 100 %, ratio VAN de la dette/recettes de 200 %, ratio VAN de la dette/PIB de 30 % et ratios du service de la dette aux exportations et aux recettes de 15 et de 18 %, respectivement.

**Tableau 6 du texte. Cameroun : Notes d'évaluation des politiques et institutions nationales, 2006-10<sup>1</sup>**

	2006	2007	2008	2009	2010
Cameroun	3,22	3,23	3,21	3,21	3,17
CEMAC <sup>2</sup>	2,78	2,74	2,74	2,79	2,80
AfSS <sup>2</sup>	3,15	3,17	3,15	3,17	3,21

Source : Banque mondiale - Indicateurs du développement dans le monde.

<sup>1</sup> Les notes CPIA mesurent la qualité des politiques et institutions d'un pays.

Elles se situent dans une fourchette de 1 (faible) à 6 (élevée).

<sup>2</sup> Pays admissibles au fonds de fiducie RPC.

**8. Selon les calculs de l'AVD, la dette extérieure du Cameroun est viable.** Tous les indicateurs d'endettement demeurent en deçà de leur seuil sur l'ensemble de la période de

prévision (tableau 7 du texte et graphique 1)<sup>20</sup>. Les ratios d'endettement extérieur enregistrent cependant une forte hausse de la fin de la période

<sup>6</sup> L'évaluation figurant dans cette section a été réalisée à l'aide du scénario de référence présenté dans le rapport sur l'économie nationale qui l'accompagne.

<sup>7</sup> Le taux d'actualisation a été maintenu à 4 %, conformément au modèle d'AVD-PFR le plus récent.

de prévision jusqu'en 2025, avant de se stabiliser. Cette augmentation résulte de l'accélération des emprunts nécessaires à la réalisation du programme d'infrastructures publiques. Les modalités de ces emprunts auront une incidence majeure sur le profil à

long terme de la dette extérieure. Une augmentation des engagements à des conditions non concessionnelles pourrait représenter une menace pour la viabilité à plus long terme.

**Tableau 7 du texte. Cameroun : Ratios d'endettement dans le scénario de référence, 2012–32**

	Seuil	Moyen terme		Long terme
		2012	2013–17	2018–32
AVD 2012				
Dette extérieure				
VA dette/PIB	30	7,4	9,6	12,7
VA dette/exportations	100	23,9	31,7	53,3
VA dette/recettes	200	41,4	55,2	75,9
Service dette/exportations	15	1,7	1,7	3,2
Service dette/recettes	18	2,9	3,0	4,5
Dette publique				
VA dette/PIB		15,7	23,8	40,2
VA dette/recettes		85,9	134,5	239,7
Service dette/recettes		9,1	11,6	11,4
AVD 2011				
		2012	2013–17	2018–31
Dette extérieure				
VA dette/PIB	30	5,8	8,7	12,7
VA dette/exportations	100	22,1	28,9	54,2
VA dette/recettes	200	32,1	46,9	78,8
Service dette/exportations	15	1,0	1,2	3,2
Service dette/recettes	25	1,4	2,0	4,6
Dette publique				
VA dette/PIB		13,1	12,9	14,1
VA dette/recettes		69,9	69,7	101,7
Service dette/recettes		7,2	8,6	10,0

Source : estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

## H. Autres scénarios et tests de résistance

**9. Les autres scénarios et les tests paramétriques montrent que les indicateurs d'endettement restent en deçà de leurs seuils respectifs sur la période de projection.** Le scénario historique, qui est lié aux excédents courants antérieurs, ne risque

guère de se concrétiser, la production pétrolière devant commencer à baisser au cours des 10 prochaines années. Ce scénario, dans lequel la trajectoire du ratio d'endettement est plus optimiste que dans celui de référence, est donc peu pertinent pour

évaluer le risque et, pour cette raison, les graphiques correspondants ont été omis des graphiques 1 et 2.

**10. Un choc sur les exportations serait un facteur aggravant de la vulnérabilité de la dette.** Le test de résistance sur les exportations (croissance des exportations en dollars en 2013-14 à la moyenne historique décennale moins un écart type) fait apparaître une forte baisse des cours du pétrole ou de la demande extérieure d'exportations non pétrolières résultant d'une aggravation de la crise mondiale. Le test postule une baisse de la valeur des exportations de 5,2 % en 2013 comme en 2014 et un retour, par la suite, aux taux de croissance admis en hypothèse dans le scénario de référence. L'ampleur du choc est quelque peu moindre que dans l'AVD de 2011 à cause de la croissance historique des exportations, qui est en moyenne plus forte sur la période 2002-11 que sur 2001-10. En

conséquence, contrairement à ce qui avait été observé dans l'AVD de 2011, le montant des nouveaux emprunts nécessaires pour compenser les effets des chocs n'entraîne pas un dépassement du seuil.

**11. Il a également été procédé à un test paramétrique pour appréhender les vulnérabilités de la dette susceptibles d'être générées par des passifs conditionnels déjà identifiés.** Le test tient compte des créances éventuelles pouvant résulter de la restructuration d'un certain nombre de banques en difficulté (ces créances étant estimées à 60 milliards de FCFA pour une seule grande banque) et des fonds propres négatifs (28 milliards de FCFA) dans le bilan d'une entreprise publique audité récemment. Les montants en cause ne sont toutefois pas suffisamment importants pour avoir un impact sur la viabilité à long terme de la dette.

## ÉVALUATION DE LA VIABILITÉ DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

**12. Le scénario de base de l'AVD fait apparaître une tendance marquée à la hausse des ratios d'endettement public, ce qui risque de compromettre la viabilité de la dette à long terme (graphique 2).** Le ratio VA de la dette/PIB devrait ainsi passer de 16 % en 2012 à 48 % en 2032, alors qu'il était censé rester dans la fourchette de 12-15 % dans la précédente AVD (tableau 1). Une augmentation substantielle est également enregistrée pour le ratio VA de la dette aux recettes. L'augmentation des niveaux d'endettement tient pour l'essentiel à l'hypothèse selon laquelle une dette intérieure nouvelle sera générée par l'émission de titres d'État, la titrisation des arriérés envers la

SONARA et l'accumulation d'une nouvelle dette intérieure liée au financement des déficits budgétaires projetés. Par contre, l'AVD de 2011 avait été calibrée sur un scénario de réformes<sup>16</sup>.

<sup>8</sup> Un scénario de réformes, préparé pour les consultations de 2012 avec le Cameroun au titre de l'article IV, qui postule l'absence d'écarts de financement ou de nouvelle accumulation d'arriérés intérieurs à partir de 2012 et une augmentation des investissements publics, montre que le ratio de la dette globale au PIB est légèrement inférieur au scénario de référence. Le scénario de réformes n'a pas été retenu pour l'AVD de 2012 car le report des élections législatives en 2013 atténuerait probablement la dynamique réformiste dans l'immédiat.

**13. Les scénarios de rechange et les tests paramétriques font ressortir dans certains cas la répartition des vulnérabilités de la dette (tableau 2 et graphique 2).** Un scénario baissier, tablant sur un taux de croissance de 0,2 point de pourcentage inférieur à celui du scénario de référence, est envisagé pour l'ensemble de la période de projection (scénario A3 au tableau 2). Ce scénario pourrait correspondre à une situation où les investissements supplémentaires dans l'infrastructure, financés en partie par une augmentation de l'emprunt non concessionnel, ne produiraient pas d'impact substantiel sur la croissance. Il se traduit par un ratio VA de la dette au PIB de 54 % à l'horizon 2032, supérieur à celui découlant du scénario de référence (48 %). Cela met en lumière la nécessité d'une sélection rigoureuse des projets afin de maximiser la rentabilité des investissements. Dans le scénario d'un déficit primaire inchangé à partir de 2012, tous les principaux ratios d'endettement restent inférieurs aux niveaux

découlant du scénario de référence, du fait de l'accroissement du déficit primaire projeté dans le scénario de référence, qui résulterait de l'augmentation des investissements publics et du coût des subventions aux carburants.

**14. Le Cameroun continue de renforcer son cadre de gestion de la dette, mais il devra en faire plus à l'avenir, compte tenu de l'apparition de nouvelles vulnérabilités.**

Les autorités mettent actuellement en œuvre une nouvelle stratégie de gestion de la dette conforme aux directives de la CEMAC. Depuis 2009, un rapport trimestriel sur la situation de la dette du pays est publié. Les autorités produisent une AVD annuelle et une mise à jour de la stratégie de gestion de la dette de l'administration centrale, qui sont jointes en annexe à la loi de finances. Un comité national de la dette, institué en 2008, est maintenant en place, et l'audit des arriérés intérieurs est en cours. Ces efforts devront être renforcés pour que la viabilité de la dette à long terme puisse être préservée.

## CONCLUSION

**15. Le risque de surendettement du Cameroun reste faible, mais l'augmentation de la dette intérieure laisse se profiler des signes de vulnérabilité.** Les ratios d'endettement extérieur restent tous très en deçà des seuils de référence. Cependant, les emprunts intérieurs en cours et prévus et l'accumulation d'arriérés intérieurs hisseront les indicateurs à des niveaux nettement plus élevés que dans l'AVD de 2011 pendant toute la période de projection, d'où la nécessité d'adopter une politique budgétaire prudente. En outre, il existe une certaine incertitude

quant aux montants et aux conditions d'endettement, mais aussi une inquiétude suscitée par le rythme très rapide d'accumulation d'engagements non concessionnels en 2011-12. Les tests de résistance tablant sur des chocs affectant les exportations et la croissance montrent que les tous les indicateurs d'endettement restent en deçà de leurs seuils jusqu'en 2032, mais avec des signes de nouvelles vulnérabilités. Pour cette raison, les emprunts devraient, dans la mesure du possible, être contractés à des conditions de faveur et conditionnés à une

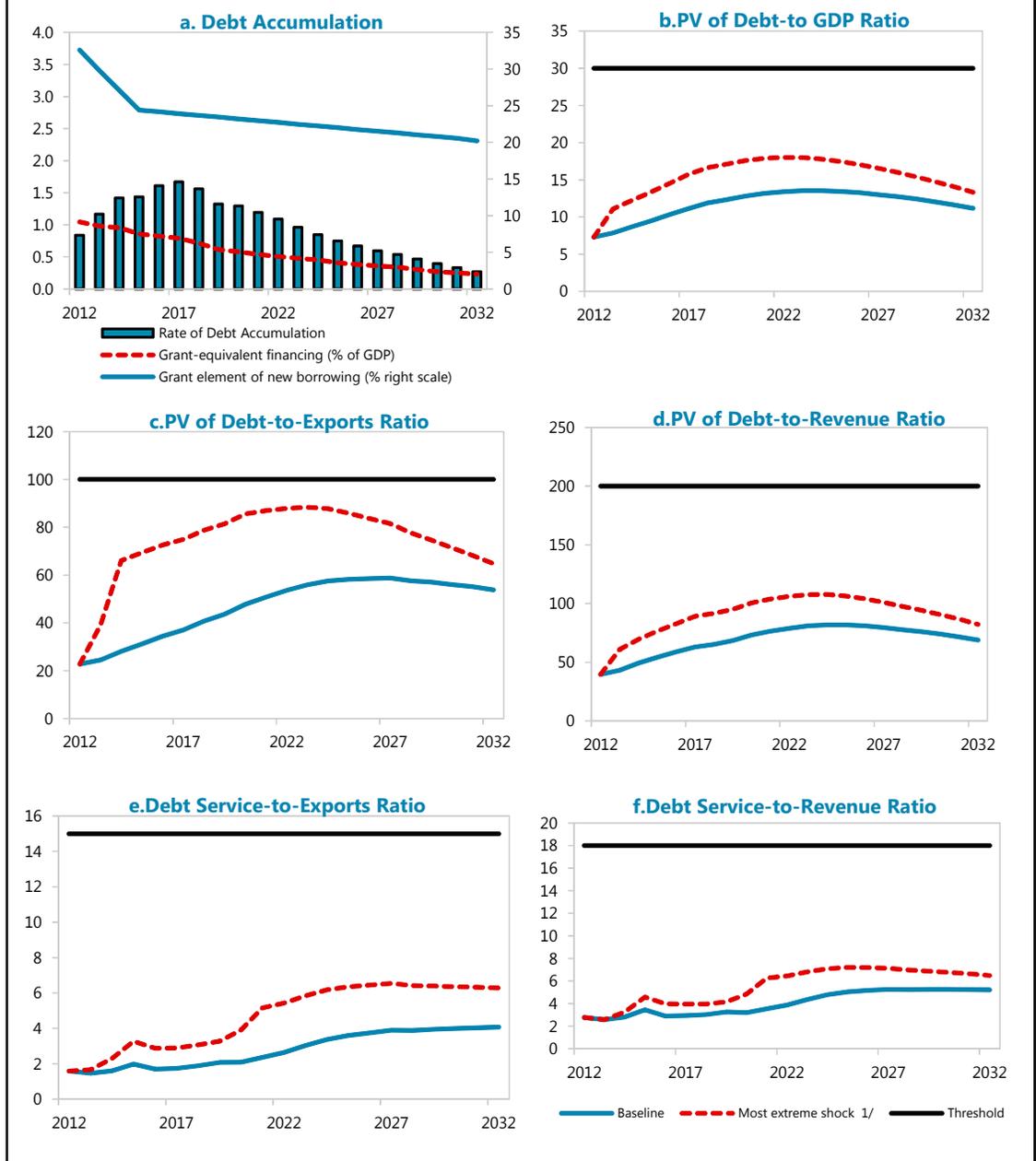
évaluation approfondie des projets. Les services restent d'avis que la poursuite des efforts visant à améliorer la mobilisation des recettes intérieures non pétrolières et à élargir la base d'exportations contribuerait à atténuer ces nouvelles vulnérabilités.

**16. Les autorités partagent globalement l'évaluation des services du FMI, mais soulignent le manque de financements concessionnels pour les principaux projets d'infrastructure qui sous-tendent la stratégie de croissance.** Elles estiment que le niveau actuel de vulnérabilité de la dette permet une certaine marge de manœuvre pour augmenter raisonnablement les investissements financés par l'emprunt. Cependant, elles sont conscientes de la nécessité de financer les projets d'infrastructure par des concours concessionnels, dans la mesure du possible. Elles considèrent qu'une évaluation plus appropriée des vulnérabilités de la dette

devrait reposer sur un scénario de réforme tablant sur une accumulation moins importante d'arriérés intérieurs, dans la logique de leur intention de préserver la viabilité budgétaire à moyen et à long terme.

**17. Les faiblesses persistantes de la gestion des finances publiques et la couverture insuffisante des données conduisent à penser que les facteurs de vulnérabilité de la dette du Cameroun doivent être évalués avec prudence.** Ces facteurs portent en particulier sur les passifs quasi-budgétaires des entreprises publiques et des banques en difficulté et l'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs. Les efforts déployés par les autorités pour améliorer la gestion de la dette pourraient être renforcés par des mesures visant à mieux couvrir les passifs du secteur public et par un nouvel audit plus exhaustif de toutes les obligations de paiement intérieures non réglées.

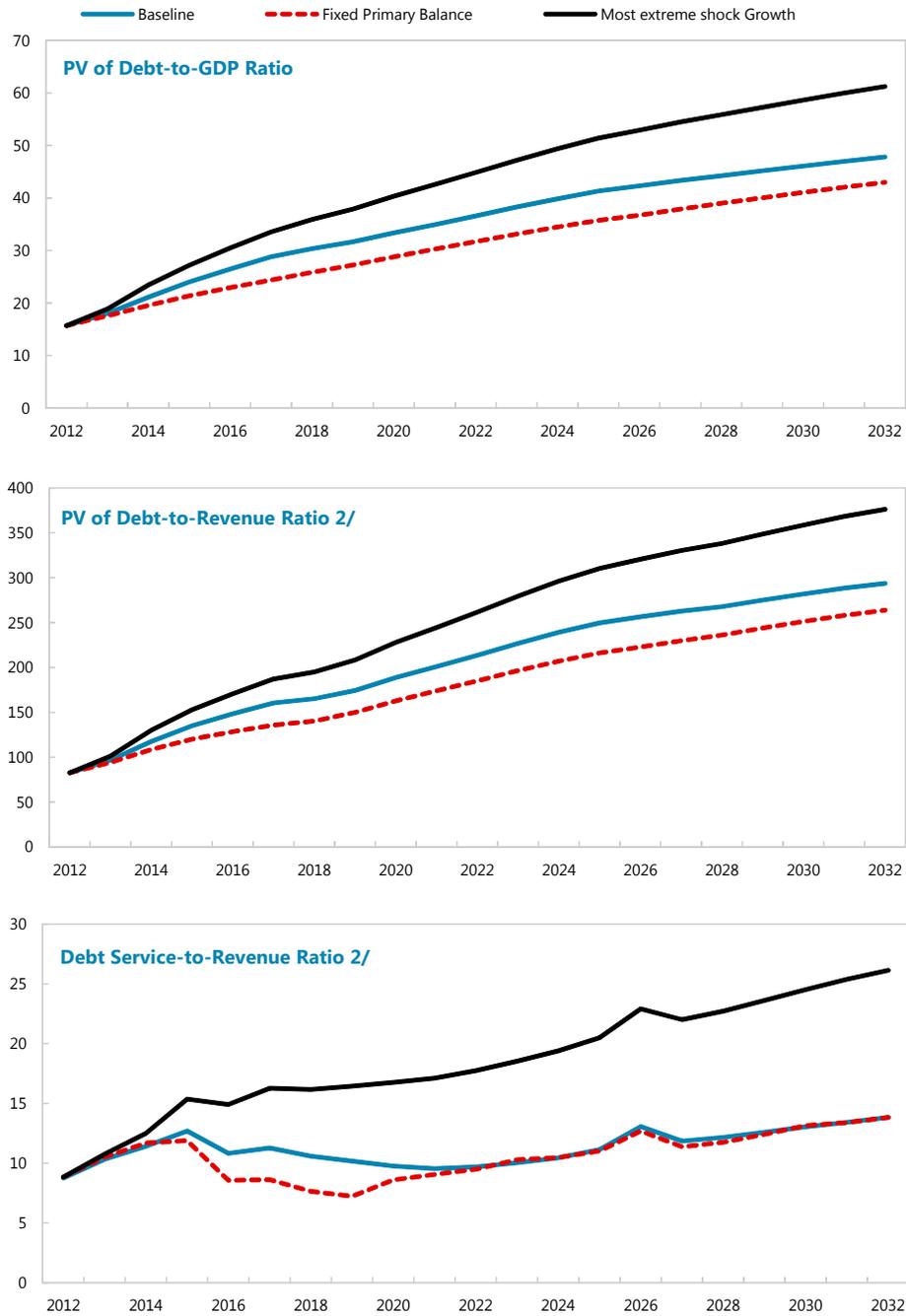
**Figure 1. Cameroon: Indicators of Public and Publicly Guaranteed External Debt under Alternatives Scenarios, 2012-32 1/**



Sources: Cameroonian authorities; and IMF-World Bank staff estimates and projections.

1/ The most extreme stress test is the test that yields the highest ratio in 2022. In figure b. it corresponds to a one-time depreciation of the exchange rate shock; in c. to an exports shock; in d. to a one-time depreciation of the exchange rate shock; in e. to an exports shock, and in figure f. to an exports shock.

Figure 2. Cameroon: Indicators of Public Debt Under Alternative Scenarios, 2012-32 1/



Sources: Cameroonian authorities; and IMF-World Bank staff estimates and projections.

1/ The most extreme stress test is the test that yields the highest ratio in 2022.

2/ Revenue includes grants.

Tableau 1. Cameroun : Cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2009-2032  
(en pourcentage du PIB sauf indication contraire)

	Chiffres réels			5		Estimation						Projections		
	2009	2010	2011	Moyenne / Écart type		2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne		2018-32
				2012-17	2022							2032		
<b>Dettes du secteur public 1/</b>	10,6	12,1	13,7			17,0	19,8	23,3	26,4	29,1	31,7			
dont : libellée en devises	5,5	6,5	7,5			8,7	9,6	10,8	11,9	13,0	14,0			39,8 50,5 16,6 13,7
Variation de la dette du secteur public	1,1	1,5	1,6			3,3	2,8	3,4	3,2	2,7	2,5			1,7 0,8
Flux générateurs d'endettement identifiés	-0,4	1,1	2,1			3,4	3,2	3,5	3,2	2,8	2,5			1,6 0,8
Déficit primaire	-0,3	1,0	2,6	-2,4	2,8	3,1	3,8	4,3	4,2	4,0	3,9	3,9	3,1	2,8
Recettes et dons	18,4	17,5	18,9			18,3	17,8	17,5	17,5	17,7	17,9			17,1 16,3
dont : dons	0,8	0,6	0,5			0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3			0,2 0,1
Dépenses primaires (hors intérêts)	18,1	18,5	21,5			21,4	21,6	21,8	21,7	21,7	21,8			20,2 19,1
Dynamique automatique de la dette	-0,1	0,1	-0,5			-0,2	-0,8	-0,9	-1,0	-1,2	-1,4			-1,5 -2,0
Contribution de l'écart taux d'intérêt/croissance	0,0	-0,4	-0,5			-0,5	-0,7	-0,8	-1,0	-1,2	-1,3			-1,4 -1,9
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	0,2	-0,1	0,0			0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2			0,2 0,2
dont : contribution de la croissance du PIB réel	-0,2	-0,3	-0,5			-0,6	-0,8	-1,0	-1,2	-1,4	-1,5			-1,7 -2,1
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	-0,1	0,5	0,0			0,2	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1			... ...
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	0,0	0,0	0,0			0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0 0,0
Produit des privatisations (néгатif)	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0 0,0
Comptabilisation d'engagements implicites ou imprévus	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0 0,0
Allègement de la dette (PSTE et autres)	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0 0,0
Autres (à préciser, par exemple recapitalisation bancaire)	0,0	0,0	0,0			0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0 0,0
Résiduel, y compris variations des actifs	1,5	0,4	-0,5			0,0	-0,4	-0,1	-0,1	-0,1	0,0			0,0 0,0
<b>Autres indicateurs de viabilité</b>														
<b>VA de la dette du secteur public</b>	...	...	12,8			15,7	18,2	21,2	24,1	26,5	28,8			36,7 48,0
dont : libellée en devises	...	...	6,7			7,4	7,9	8,8	9,5	10,4	11,2			13,4 11,2
dont : dette extérieure	...	...	6,7			7,4	7,9	8,8	9,5	10,4	11,2			13,4 11,2
VA des engagements conditionnels (non inclus dans dette du sect. )	...	...	...			...	...	...	...	...	...			... ...
Besoins de financement bruts 2/	0,7	1,7	3,9			4,8	5,8	6,4	6,5	6,0	6,0			4,8 5,1
Ratio VA de la dette du secteur public/recettes et dons (%)	...	...	67,9			85,9	101,9	121,4	137,6	150,3	161,5			214,3 294,6
Ratio VA de la dette du secteur public/recettes (%)	...	...	69,8			88,5	104,5	124,2	140,3	152,9	163,9			216,2 295,5
dont : dette extérieure 3/	...	...	36,3			41,4	45,7	51,2	55,5	59,8	63,6			79,2 68,9
Ratio service de la dette/recettes et dons (%) 4/	5,3	3,7	7,0			9,1	10,8	11,8	12,9	11,0	11,3			9,7 13,9
Ratio service de la dette/recettes (%) 4/	5,6	3,8	7,2			9,4	11,1	12,0	13,2	11,1	11,5			9,8 13,9
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB	-1,3	-0,5	1,0			-0,2	1,0	0,9	1,1	1,3	1,4			1,5 2,1
<b>Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires</b>														
Croissance du PIB réel (%)	2,0	2,9	4,2	3,2	0,8	4,7	5,0	5,2	5,3	5,5	5,5	5,2	4,6	4,5 4,6
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (%)	1,6	1,2	2,8	2,2	1,3	2,7	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,4	2,2	2,2 2,2
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (%)	4,3	-1,8	-0,8	-0,5	2,6	0,4	0,0	1,0	1,0	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3 0,5
Dépréciation taux de change réel (% , + indique dépréciation)	-2,4	8,5	-0,5	-3,6	6,3	3,2	...	...	...	...	...	...	...	... ...
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	-3,3	3,0	2,9	2,1	2,5	1,8	2,7	2,2	2,1	2,2	2,2	2,2	2,0	2,2 2,1
Croissance des dépenses primaires réelles (corrégée du déflateur du PIB, en %)	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0 0,0
Élément de don des nouveaux emprunts extérieurs (%)	...	...	...	...	...	32,6	29,8	27,1	24,4	24,2	23,9	27,0	22,7	20,2 ...

Sources : autorités camerounaises; et estimations et projections des services du FMI et de la Banque mondiale.  
1/ Dette brute des administrations publiques.  
2/ Les besoins de financement bruts sont égaux au déficit primaire plus le service de la dette plus le stock de la dette à court terme à la fin de la dernière période.  
3/ Recettes hors dons.  
4/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et à long terme.  
5/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, sous réserve que les données soient disponibles.

<b>Tableau 2. Cameroun : Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette publique, 2012-2032</b>								
	<b>Projections</b>							
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2022	2032
<b>Ratio VA de la dette/PIB</b>								
<b>Scénario de référence</b>	16	18	21	24	27	29	37	48
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	16	13	11	8	6	4	0	0
A2. Solde primaire inchangé par rapport à 2012	16	18	20	22	23	25	34	48
A3. Croissance du PIB inférieure en permanence 1/	16	18	21	24	27	29	38	54
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	16	19	23	27	30	34	45	61
B2. Solde primaire à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	16	15	15	18	21	23	32	45
B3. Combinaison de B1-B2 en appliquant des chocs d'un demi écart type	16	14	13	17	21	24	36	55
B4. Dépréciation ponctuelle réelle de 30% en 2013	16	21	24	26	29	31	38	50
B5. Augmentation des autres flux générateurs de dette de 10% du PIB en 2013	16	27	30	32	34	36	43	52
<b>Ratio VA de la dette/recettes 2/</b>								
<b>Scénario de référence</b>	86	102	121	138	150	162	214	295
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	86	73	60	0	0	0	0	0
A2. Solde primaire inchangé par rapport à 2012	86	98	112	123	132	140	198	293
A3. Croissance du PIB inférieure en permanence 1/	86	102	122	139	152	164	224	330
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	86	106	134	155	172	188	262	377
B2. Solde primaire à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	86	85	86	104	118	131	188	277
B3. Combinaison de B1-B2 en appliquant des chocs d'un demi écart type	86	80	75	98	0	136	213	335
B4. Dépréciation ponctuelle réelle de 30% en 2013	86	118	136	151	162	171	222	308
B5. Augmentation des autres flux générateurs de dette de 10% du PIB en 2013	86	151	170	182	193	201	249	321
<b>Ratio service de la dette/recettes 2/</b>								
<b>Scénario de référence</b>	9	11	12	13	11	11	10	14
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	9	11	11	0	0	0	0	0
A2. Solde primaire inchangé par rapport à 2012	9	11	12	12	9	9	11	17
A3. Croissance du PIB inférieure en permanence 1/	9	11	12	14	12	13	13	21
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	9	11	13	16	15	16	18	26
B2. Solde primaire à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	9	11	11	5	2	9	11	14
B3. Combinaison de B1-B2 en appliquant des chocs d'un demi écart type	9	11	12	1	0	9	14	20
B4. Dépréciation ponctuelle réelle de 30% en 2013	9	12	13	15	14	15	16	25
B5. Augmentation des autres flux générateurs de dette de 10% du PIB en 2013	9	11	14	38	14	23	14	22
Sources : autorités camerounaises; et estimations et projections des services du FMI et de la Banque mondiale.								
1/ Hypothèse: croissance du PIB réel du scénario de référence moins un écart type divisé par racine carrée de la durée de la période de projection								
2/ Les recettes comprennent les dons.								

**Tableau 3a. Cameroun: Cadre de viabilité de la dette extérieure. scénario de référence, 2009-32 1/**  
 (Percent of GDP, unless otherwise indicated)

	Chiffres réels			Moyenne <sup>6/</sup> historique	Écart <sup>6/</sup> type	Projections									
	2009	2010	2011			2012-2017							2018-2032		
						2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	2022	2032	Moyenne
<b>Dettes extérieures (nominales) 1/</b>	<b>5,5</b>	<b>6,5</b>	<b>7,5</b>			<b>8,7</b>	<b>9,6</b>	<b>10,8</b>	<b>11,9</b>	<b>13,0</b>	<b>14,0</b>			<b>16,6</b>	<b>13,7</b>
dont : dette contractée ou garantie par l'État (CGE)	5,5	6,5	7,5			8,7	9,6	10,8	11,9	13,0	14,0			16,6	13,7
Variation de la dette extérieure	0,0	1,1	1,0			1,1	0,9	1,2	1,1	1,1	1,0			0,2	-0,6
Flux générateurs d'endettement net identifiés	0,2	1,7	0,3			1,0	1,2	1,4	1,4	1,4	1,4			0,5	-0,3
<b>Déficit compte courant hors intérêts</b>	<b>0,6</b>	<b>2,9</b>	<b>4,0</b>	<b>0,8</b>	<b>1,5</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>	<b>3,3</b>	<b>3,0</b>	<b>2,7</b>			<b>2,4</b>	<b>0,0</b>
Déficit de la balance des biens et services	4,8	3,4	4,3			4,6	4,2	4,3	3,9	3,6	3,1			3,2	0,6
Exportations	23,5	25,6	30,7			30,9	30,6	30,1	30,1	30,0	30,2			25,2	21,0
Importations	28,3	28,9	35,0			35,4	34,9	34,4	34,0	33,5	33,3			28,4	21,5
Transferts courants nets (négatifs = entrée)	-1,7	-1,5	-1,3	-1,7	0,5	-1,4	-1,4	-1,3	-1,2	-1,2	-1,1			-0,9	-0,5
dont : transferts officiels	-0,6	-1,0	-1,1			-1,0	-1,0	-1,0	-0,9	-0,8	-0,8			-0,6	-0,4
Autres flux du compte courant (négatifs = entrée nette)	-2,6	1,1	1,0			0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6			0,1	0,0
<b>IDE net (négatif = entrée)</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,3</b>	<b>-3,1</b>	<b>-2,8</b>	<b>3,6</b>	<b>-2,6</b>	<b>-2,1</b>	<b>-2,0</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,9</b>			<b>-1,5</b>	<b>0,1</b>
<b>Dynamique endogène de la dette 2/</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,6</b>			<b>-0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,4</b>			<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>
Contribution du taux d'intérêt nominal	0,1	0,1	0,2			0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3			0,3	0,3
Contribution de la croissance du PIB réel	-0,1	-0,2	-0,2			-0,4	-0,4	-0,5	-0,5	-0,6	-0,7			-0,7	-0,6
Contribution des variations de prix et des taux de change	0,5	0,1	-0,5			...	...	...	...	...	...			...	...
<b>Résiduel (3-4) 3/</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,7</b>			<b>0,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4</b>			<b>-0,3</b>	<b>-0,3</b>
dont : financement exceptionnel	1,4	1,0	-1,3			-0,5	-0,2	-0,1	0,2	0,4	0,3			0,0	0,0
VA de la dette extérieure 4/	...	...	6,7			7,4	7,9	8,8	9,5	10,4	11,2			13,4	11,2
En pourcentage des exportations	...	...	21,7			23,9	25,9	29,1	31,7	34,7	37,0			53,3	53,3
<b>VA de la dette extérieure CGE</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>6,7</b>			<b>7,4</b>	<b>7,9</b>	<b>8,8</b>	<b>9,5</b>	<b>10,4</b>	<b>11,2</b>			<b>13,4</b>	<b>11,2</b>
<b>En pourcentage des exportations</b>	<b>...</b>	<b>20,0</b>	<b>21,7</b>			<b>23,9</b>	<b>25,9</b>	<b>29,1</b>	<b>31,7</b>	<b>34,7</b>	<b>37,0</b>			<b>53,3</b>	<b>53,3</b>
<b>En pourcentage des recettes publiques</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>36,3</b>			<b>41,4</b>	<b>45,7</b>	<b>51,2</b>	<b>55,5</b>	<b>59,8</b>	<b>63,6</b>			<b>79,2</b>	<b>68,9</b>
<b>Ratio service de la dette/exportations (%)</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>			<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>2,0</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>			<b>2,6</b>	<b>4,0</b>
<b>Ratio service dette CGE/exportations (%)</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>			<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>2,0</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>			<b>2,6</b>	<b>4,0</b>
<b>Ratio service dette CGE/recettes (%)</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>			<b>2,9</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>	<b>3,5</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>			<b>3,9</b>	<b>5,2</b>
Total besoins de financement bruts (milliards dollars)	0,0	0,4	0,3			0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8			0,8	0,9
Déficit courant hors intérêts stabilisant ratio d'endettement	0,5	1,9	2,9			2,7	2,6	2,5	2,3	1,9	1,6			2,2	0,5
<b>Principales hypothèses macroéconomiques</b>															
Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)	2,0	2,9	4,2	3,2	0,8	4,7	5,0	5,2	5,3	5,5	5,5	5,2	4,6	4,5	4,6
Déflateur du PIB en dollars (variation en pourcentage)	-8,4	-1,6	7,9	7,0	8,1	-6,2	1,0	1,9	1,7	1,7	1,7	0,3	3,0	3,2	3,1
Taux d'intérêt effectif (en pourcentage) 5/	1,6	1,2	2,8	2,1	1,4	2,7	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,4	2,2	2,2	2,2
Croissance des exportations de B&S (en dollars, en %)	-29,3	10,0	34,9	12,6	17,7	-1,1	5,3	5,3	6,9	6,9	8,2	5,2	4,1	6,2	5,2
Croissance des importations de B&S (en dollars, en %)	-20,1	3,5	35,9	17,6	18,2	-0,5	4,5	5,6	5,7	6,0	6,6	4,7	4,2	5,5	4,7
Éléments des nouveaux emprunts du secteur public (%)	...	...	...	...	...	32,6	29,8	27,1	24,4	24,2	23,9	27,0	22,7	20,2	22,0
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	17,6	16,8	18,4			17,8	17,4	17,1	17,2	17,4	17,6			17,0	16,2
Flux d'aide (milliards dollars) 7/	0,2	0,3	0,4			0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4			0,4	0,3
dont : dons	0,2	0,1	0,1			0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1			0,1	0,1
dont : prêts concessionnels	0,0	0,2	0,2			0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3			0,3	0,3
Financement équivalent dons (pourcentage du PIB) 8/	...	...	...			1,0	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8			0,5	0,2
Financement équivalent dons (% du financement extérieur) 8/	...	...	...			49,3	43,6	38,6	34,7	33,2	31,8			29,7	24,5
<i>Pour mémoire :</i>															
PIB nominal (milliards dollars)	22,2	22,5	25,3			24,8	26,3	28,2	30,2	32,4	34,8			50,7	107,4
Croissance du PIB nominal	-6,6	1,2	12,4			-1,7	6,1	7,1	7,1	7,3	7,3	5,5	7,7	7,9	7,8
VA de la dette extérieure CGE (milliards dollars)	...	...	1,6			1,8	2,1	2,5	2,9	3,4	3,9			6,5	10,4
(VA t-VA t-1)/PIBt-1 (pourcentage)	...	...	...			0,8	1,1	1,4	1,4	1,6	1,7	1,4	1,1	0,3	0,8
Envois de fonds bruts travailleurs migrants (milliards dollars)	0,3	0,3	0,2			0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3			0,3	0,4
VA dette extérieure CGE (en % du PIB + envois de fonds)	...	...	6,6			7,3	7,9	8,7	9,4	10,3	11,1			13,4	11,1
VA dette extérieure CGE (en % des exportations + envois de fond)	...	20,0	21,1			23,2	25,2	28,3	30,9	33,8	36,1			52,1	52,4
Service dette extérieure CGE (en % des exportations + envois de	...	...	1,0			1,6	1,5	1,6	2,0	1,7	1,7			2,6	4,0

Sources : autorités camerounaises; et estimations et projections des services du FMI et de la Banque mondiale.

1/ Comprend la dette extérieure publique et privée.

 2/ Calculé selon la formule  $[r - g - \rho(1+g)] / (1+g + \rho + gp)$  x le ratio de la dette de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal; g =  $\Delta$  du PIB réel, et  $\rho = \Delta$  du déflateur du PIB exprimé en dollars.

3/ Comprend les financements exceptionnels (variations des arriérés et allègement de dette), variations des avoirs extérieurs bruts et ajustements de valeur inclus.

Pour les projections comprend aussi la contribution des variations des prix et des taux de change.

4/ En posant pour hypothèse que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

5/ Paiements d'intérêts de l'année en cours divisés par l'encours de la dette de la période précédente.

6/ Les moyennes historiques et les écarts type sont en général calculés sur les dix dernières années, sous réserve de la disponibilité des données.

7/ Définis comme les dons, les prêts concessionnels et l'allègement de dette obtenus.

8/ Le financement équivalent dons comprend les dons accordés directement à l'État et dans le cadre des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA des nouveaux emprunts).

<b>Tableau 3b.Cameroun : Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2012-32</b> (en pourcentage)								
	<b>Projections</b>							
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2022	2032
<b>Ratio VA de la dette/PIB</b>								
<b>Scénario de référence</b>	7,4	7,9	8,8	9,5	10,4	11,2	13,4	11,2
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2012-2032 1/	7,4	4,9	2,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2012-2032 2	7,4	8,4	9,6	10,9	12,3	13,6	16,9	15,1
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	7,4	8,1	9,2	10,0	10,9	11,8	13,5	10,0
B2. Croissance des exportations en valeur à leur moyenne historique moins un écart type en 2013-2014 3/	7,4	10,4	15,6	16,2	16,8	17,4	17,2	10,7
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	7,4	8,1	9,2	10,0	10,9	11,8	13,5	10,0
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014 4/	7,4	10,4	13,5	14,1	14,8	15,5	15,8	10,3
B5. Combinaison de B1-B4 en appliquant des chocs d'un demi écart type	7,4	9,2	11,5	12,2	13,0	13,8	14,7	10,1
B6. Dépréciation ponctuelle nominale de 30% par rapport au scénario de référence en 2013 5/	7,4	11,3	12,4	13,5	14,7	15,9	18,2	13,5
<b>Ratio VA de la dette/exportations</b>								
<b>Scénario de référence</b>	23,9	25,9	29,1	31,7	34,7	37,0	53,3	53,3
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2012-2032 1/	23,9	16,0	9	2	0	0	0	0
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2012-2032 2	23,9	27,3	32,0	36,2	40,9	45,1	67,1	71,8
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	23,9	25,9	29,0	31,6	34,6	37,1	50,8	45,1
B2. Croissance des exportations en valeur à leur moyenne historique moins un écart type en 2013-2014 3/	23,9	37,6	64,0	66,3	69,0	71,0	84,1	62,9
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	23,9	25,9	29,0	31,6	34,6	37,1	50,8	45,1
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014 4/	23,9	34,1	44,9	47,0	49,4	51,3	62,7	49,1
B5. Combinaison de B1-B4 en appliquant des chocs d'un demi écart type	23,9	30,4	38,9	41,3	44,1	46,4	59,2	48,8
B6. Dépréciation ponctuelle nominale de 30% par rapport au scénario de référence en 2013 5/	23,9	25,9	29,0	31,6	34,6	37,1	50,8	45,1
<b>Ratio VA de la dette/recettes</b>								
<b>Scénario de référence</b>	41,4	45,7	51,2	55,5	59,8	63,6	79,2	68,9
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2012-2032 1/	41,4	28,2	16,1	4,1	0,0	0,0	0,0	0,0
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2012-2032 2	41,4	48,1	56,5	63,5	70,7	77,5	99,8	92,8
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	41,4	46,8	53,8	58,3	62,8	67,1	79,4	61,4
B2. Croissance des exportations en valeur à leur moyenne historique moins un écart type en 2013-2014 3/	41,4	59,7	91,4	94,1	96,6	98,9	101,4	66,0
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	41,4	46,6	53,8	58,2	62,8	67,0	79,4	61,3
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014 4/	41,4	60,1	79,0	82,2	85,3	88,1	93,3	63,5
B5. Combinaison de B1-B4 en appliquant des chocs d'un demi écart type	41,4	52,9	67,5	71,2	74,9	78,3	86,6	62,1
B6. Dépréciation ponctuelle nominale de 30% par rapport au scénario de référence en 2013 5/	41,4	64,9	72,7	78,7	84,8	90,6	107,4	82,9

Tableau 3b. Cameroun : Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2012-32 (fin)								
(en pourcentage)								
	2012	2013	2014	Projections				
				2015	2016	2017	2022	2032
<b>Ratio service de la dette/exportations</b>								
<b>Scénario de référence</b>	1,7	1,5	1,6	2,0	1,7	1,7	2,6	4,0
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2012-2032 1/	1,7	1,5	1,3	1,4	0,9	0,7	0,0	0,0
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2012-2032 2	1,7	1,5	1,6	2,1	1,9	2,0	3,8	5,7
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	1,7	1,5	1,6	2,0	1,7	1,7	2,6	4,0
B2. Croissance des exportations en valeur à leur moyenne historique moins un écart type en 2013-2014 3/	1,7	1,7	2,3	3,2	2,8	2,8	5,1	6,0
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	1,7	1,5	1,6	2,0	1,7	1,7	2,6	4,0
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014 4/	1,7	1,5	1,9	2,4	2,1	2,1	3,7	4,6
B5. Combinaison de B1-B4 en appliquant des chocs d'un demi écart type	1,7	1,6	1,8	2,3	2,0	2,0	3,3	4,5
B6. Dépréciation ponctuelle nominale de 30% par rapport au scénario de référence en 2013 5/	1,7	1,5	1,6	2,0	1,7	1,7	2,6	4,0
<b>Ratio service de la dette/recettes</b>								
<b>Scénario de référence</b>	2,9	2,7	2,9	3,5	2,9	3,0	3,9	5,2
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2012-2032 1/	2,9	2,6	2,3	2,4	1,5	1,1	0,0	0,0
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2012-2032 2	2,9	2,7	2,8	3,6	3,3	3,5	5,7	7,3
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	2,9	2,8	3,1	3,7	3,1	3,1	4,1	5,4
B2. Croissance des exportations en valeur à leur moyenne historique moins un écart type en 2013-2014 3/	2,9	2,7	3,3	4,5	3,9	3,9	6,2	6,3
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014	2,9	2,8	3,1	3,7	3,1	3,1	4,1	5,4
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2013-2014 4/	2,9	2,7	3,3	4,2	3,6	3,6	5,5	6,0
B5. Combinaison de B1-B4 en appliquant des chocs d'un demi écart type	2,9	2,7	3,1	4,0	3,4	3,4	4,8	5,7
B6. Dépréciation ponctuelle nominale de 30% par rapport au scénario de référence en 2013 5/	2,9	3,9	4,1	5,0	4,2	4,2	5,5	7,4
<i>Pour mémoire:</i>								
Élément don supposé pour le financement résiduel (c.-à-d., financement requis en sus du scénario de référence) 6/	20,3	20,3	20,3	20,3	20,3	20,3	20,3	20,3
Sources : autorités camerounaises; et estimations et projections des services du FMI et de la Banque mondiale.								
1/ Variables comprennent croissance du PIB réel, croissance du déflateur du PIB (en dollars EU), solde courant hors intérêts en pourcentage du PIB, et flux non générateurs de dette.								
2/ Hypothèse: taux d'intérêt des nouveaux emprunts est supérieur de 2 points au scénario de référence, tandis que le différé d'amortissement et les échéances sont les mêmes que dans le scénario de référence.								
3/ Hypothèse: la valeur des exportations se maintient en permanence au niveau inférieur, mais le solde courant en pourcentage du PIB devrait revenir à son niveau de référence après le choc (ce qui suppose implicitement un ajustement compensatoire des niveaux d'importation).								
4/ Comprend les transferts publics et privés et l'IDE.								
5/ La dépréciation est définie comme le pourcentage de diminution du taux dollar/monnaie locale, de sorte qu'il ne dépasse jamais 100%.								
6/ S'applique à tous les tests de résistance sauf A2 (financement moins favorable) où les modalités des nouveaux financements sont celles spécifiés à la note 2.								



# CAMEROUN

## RAPPORT DES SERVICES DU FMI SUR LES CONSULTATIONS DE 2012 AU TITRE DE L'ARTICLE IV- ANNEXE D'INFORMATION

27 juin 2012

Préparé par

Département Afrique  
(en consultation avec d'autres départements)

### TABLE DES MATIÈRES

RELATIONS AVEC LE FMI	20
PROGRAMME DE TRAVAIL CONJOINT DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE, 2012-13	25
QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE	28

## RELATIONS AVEC LE FMI

Au 31 mai 2012

<b>I.</b>	<b>Statut, date d'adhésion au FMI : 10 juillet 1963</b>			Article VIII	
<b>II.</b>	<b>Compte des ressources générales</b>	<b>Millions de DTS</b>	<b>% quote-part</b>		
	<a href="#">Quote-part</a>	185,70	100,00		
	<a href="#">Avoirs du FMI en monnaie nationale (taux de change)</a>	184,80	99,52		
	<a href="#">Position de réserve au FMI</a>	0,91	0,49		
<b>III.</b>	<b>Département des DTS</b>	<b>Millions de DTS</b>	<b>% allocation</b>		
	<a href="#">Allocation cumulative nette</a>	177,27	100,00		
	<a href="#">Avoirs</a>	15,59	8,80		
<b>IV.</b>	<b><a href="#">Encours des achats et prêts</a></b>	<b>Millions de DTS</b>	<b>% quote-part</b>		
	Prêt CAR-FCE	92,85	50,00		
	Accords FEC	17,25	9,29		
<b>V.</b>	<b><a href="#">Accords financiers les plus récents</a></b>				
	<u>Type</u>	<u>Date de l'accord</u>	<u>Date d'expiration</u>	<u>Montant approuvé (millions de DTS)</u>	<u>Montant tiré (millions de DTS)</u>
	FEC <sup>1/</sup>	24 oct. 2005	31 janv. 2009	18,57	18,57
	FEC <sup>1/</sup>	21 déc. 2000	20 déc. 2004	111,42	79,59
	FEC <sup>1/</sup>	20 août 1997	20 déc. 2000	162,12	162,12

1/ A remplacé la FRPC.

**VI. Projection des obligations financières envers le FMI<sup>1/</sup>****(millions de DTS sur la base du montant actuel des ressources utilisées et des avoirs en DTS) :**

	Échéances futures				
	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>
Principal	1,06	2,39	3,45	22,28	21,49
Commissions/intérêts	<u>0,11</u>	<u>0,44</u>	<u>0,47</u>	<u>0,43</u>	<u>0,38</u>
<b>Total</b>	<u>1,17</u>	<u>2,83</u>	<u>3,92</u>	<u>22,72</u>	<u>21,87</u>

1/ Lorsqu'un pays membre a des arriérés au titre d'obligations financières de plus de trois mois, le montant de ces arriérés est indiqué dans la présente section.

**VII. Mise en œuvre de l'initiative PPTE**

	Cadre
I. Engagement aide PPTE	<u>renforcé</u>
Date du point de décision	Octobre 2000
Aide engagée	
par tous les créanciers (millions de dollars EU) <sup>1/</sup>	1 267,00
dont: FMI (millions de dollars EU)	37,04
(équivalent en millions de DTS)	28,62
Date du point d'achèvement	Avril 2006
II. Décaissement de l'aide du FMI (millions de DTS)	
Aide versée à l'État membre	28,62
Aide intérimaire	11,25
Solde au point d'achèvement	17,37
Décaissement additionnel au titre des revenus d'intérêts <sup>2/</sup>	5,05
Total des décaissements	33,67

1/ L'aide engagée dans le cadre de l'initiative initiale est exprimée en valeur actualisée nette (VAN) au point d'achèvement, et l'aide engagée dans le cadre de l'initiative renforcée, en VAN au point de décision. De ce fait, ces deux montants ne peuvent pas être additionnés.

2/ Dans le cadre de l'initiative renforcée, un décaissement additionnel est effectué au point d'achèvement. Il correspond aux revenus d'intérêts acquis sur le montant engagé au point de décision mais non décaissés pendant la période transitoire.

**VIII. Mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM):**

I.	Dette admissible à l'IADM (millions de DTS) <sup>1/</sup>	173,26
	Financé par : Compte de fiducie de l'IADM	149,17
	Ressources initiative PPTE restantes	24,09

## II. Allègement de la dette par facilité (millions de DTS)

<u>Date de décaissement</u>	<u>Dette admissible</u>		
	<u>CRG</u>	<u>PRGT</u>	<u>Total</u>
Avril 2006	Sans objet	173,26	173,26

1/ L'IADM fournit aux pays membres admis à en bénéficier un allègement intégral de leur dette. L'aide sous forme de dons provenant du compte de fiducie de l'IADM et les ressources de l'initiative PPTE assurent un allègement portant sur le stock intégral de la dette envers le FMI à fin 2004 qui reste exigible à la date où le membre est admis à en bénéficier.

**Point de décision :** point auquel le FMI et la Banque mondiale déterminent si un pays est admissible à une aide au titre de l'initiative PPTE et décident du montant d'aide à engager.

**Aide intérimaire :** montant décaissé en faveur d'un pays entre le point de décision et le point d'achèvement. Cette assistance peut atteindre 20 % du montant annuel et 60 % du montant total de l'aide engagée au point de décision (ou 25 % et 75 %, respectivement, dans des circonstances exceptionnelles).

**Point d'achèvement :** point auquel un pays reçoit le reliquat de l'aide engagée au point de décision, ainsi qu'un complément au titre des revenus d'intérêts, tel que défini à la note 2 ci-dessus. La date du point d'achèvement dépend de l'application de réformes structurelles clés préalablement convenues (c'est-à-dire point d'achèvement flottant).

**IX.** Allègement de la dette après une catastrophe (ADAC) : sans objet

**X.** Évaluations des sauvegardes

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) est la banque centrale régionale. La dernière évaluation des sauvegardes de la BEAC a été achevée le 6 juillet 2009. Les conclusions de cette évaluation indiquaient que les recommandations préalables en matière de sauvegardes relatives à la communication des informations financières, à l'audit et au contrôle internes n'avaient que partiellement été mises en œuvre et que la modification du profil de risques des avoirs de change de la BEAC exigeait de nouvelles mesures pour renforcer les sauvegardes au sein de la Banque. Suite à la révélation de la fraude du bureau de Paris, une série de mesures initiales et de réformes à plus long terme a été convenue entre le FMI et la BEAC afin de pouvoir poursuivre les programmes des pays. La BEAC a adopté un plan d'action pour 2010 dans le but de réformer sa propre gouvernance et de renforcer les principales sauvegardes. Des retards de mise en œuvre et d'autres problèmes de sauvegardes soulevés lors du premier audit spécial ont entraîné une suspension des décaissements

du FMI en faveur des pays de la CEMAC de juin à début août 2010; ils ont ensuite repris. En outre, depuis 2010, la BEAC et le FMI se sont accordés sur des mesures périodiques supplémentaires visant à combler les lacunes mises en exergue par l'audit spécial et à renforcer les instances de gouvernance. Une récente mission de surveillance des sauvegardes a défini une nouvelle série de repères glissants pour traiter des questions en suspens.

## **XI. Régime de change**

Comme les cinq autres pays membres de la CEMAC, le Cameroun est membre d'une union monétaire et ne dispose pas d'une monnaie officielle distincte. Sa monnaie est le FCFA, qui est rattaché à l'euro au taux fixe de 655 957 FCFA pour 1 euro. Au 14 juin 2012 le DTS équivalait à 792,68 FCFA. Le 1er janvier 2007, le régime de change des pays membres de la CEMAC a été reclassé, passant de la catégorie «régime de changes sans monnaie officielle distincte» à la catégorie «régime conventionnel de parité fixe». Ce nouveau classement est fondé sur le comportement de la monnaie commune, alors que le classement précédent reposait sur l'absence d'une monnaie officielle distincte. Il ne reflète donc qu'un changement de définition et ne signifie pas qu'une modification de fond ait été relevée dans le régime de change ou dans d'autres politiques de l'union monétaire ou de ses membres.

Le régime de change du Cameroun ne comporte pas de restrictions sur les paiements et transferts afférents aux transactions internationales courantes, exception faite de celles qui sont appliquées pour des raisons de sécurité et ont été notifiées au FMI conformément à la décision du Conseil d'administration n° 144 152/51.

## **XII. Consultations au titre de l'article IV**

Le Conseil d'administration a conclu les dernières consultations au titre de l'article IV le 24 juin 2011.

## **XIII. Participation au PESF et RONC**

Une évaluation de la stabilité du secteur financier a été publiée en mai 2000. Une évaluation actualisée a été réalisée en février 2009 à partir du travail d'une mission conjointe du FMI et de la Banque mondiale qui s'est rendue au Cameroun dans le cadre du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) en juin 2007 et qui s'est fondée sur le PESF régional de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) mené à bien en 2006.

Le premier rapport sur l'observation des normes et codes (RONC) concernant la transparence des finances publiques et des politiques monétaire et financière pour le Cameroun a été publié en juin 2000. Une mission de réévaluation pour le RONC finances publiques a séjourné à Yaoundé du 6 au 18 mai 2009. Son rapport a été publié en juin 2010.

**XIV. Assistance technique****2012**

- Mai 2012: Mission AFRITAC Centre sur la comptabilité base caisse  
 Février 2012: Mission de FAD sur les douanes, diagnostic et modernisation  
 Janvier 2012: Mission de STA sur les comptes nationaux trimestriels

**2011**

- Décembre 2011: Mission de FAD sur la GFP  
 Octobre 2011: Mission de FAD sur l'élargissement de l'assiette fiscale  
 Août 2011: Mission fiscale de FAD sur la segmentation des contribuables  
 Août 2011: Mission de STA sur les comptes nationaux trimestriels  
 Avril 2011: Mission de STA sur les statistiques de comptabilité nationale  
 March 2011: Mission de FAD sur l'administration fiscal-douanière, diagnostic  
 Janvier 2011: Mission de FAD sur la GFP

**2010**

- Novembre 2010: Mission de STA sur les comptes nationaux trimestriels  
 Novembre 2010: Mission de FAD sur la mise en œuvre de la nouvelle loi de finances  
 Octobre 2010: Mission de STA sur les comptes nationaux  
 Octobre 2010: Mission d'AFRITAC Centre sur la GFP (y compris plan passation marchés)  
 Septembre 2010: Mission de FAD sur l'administration fiscale  
 Août 2010: Mission d'AFRITAC Centre sur la GFP (TOFE)  
 Juin 2010: Mission de FAD sur la mise en œuvre de la nouvelle loi de finances  
 Mai 2010: Mission d'AFRITAC sur l'administration fiscale  
 Avril 2010: Mission de FAD et d'AFRITAC Centre sur la mise en œuvre de la nouvelle loi organique de finances publiques  
 Janvier 2010: Mission de STA sur les comptes nationaux

**2009**

- Décembre 2009: Mission de STA sur les statistiques de comptabilité nationale  
 Septembre 2009: Mission de FAD sur le renforcement de l'administration des recettes  
 Septembre 2009: Mission d'AFRITAC Centre sur le renforcement de la gestion du Trésor  
 Juillet 2009: Mission de MCM sur la gestion de la dette publique  
 Mars 2009: Mission de STA sur les comptes nationaux trimestriels  
 Février 2009: Mission de FAD sur le renforcement de l'administration des recettes

**XV. Représentant résident**

Le poste de Représentant résident du FMI à Yaoundé est occupé sans interruption depuis 1989. Le poste est occupé par M. Ekué G. Kpodar depuis le 10 août 2009.

## PROGRAMME DE TRAVAIL CONJOINT DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE, 2012-13

Produits	Calendrier des missions	Date d'achèvement prévue
<b>A. Informations réciproques sur les programmes de travail pertinents</b>		
<b>Programme de travail du FMI</b>		
<b>Stratégie.</b> Les conseils et l'assistance technique du FMI viseront à aider le Cameroun à préserver la viabilité des finances publiques et la stabilité économique, tout en augmentant les dépenses prioritaires pour accélérer la croissance et la réduction de la pauvreté.		
<b>Visite des services du FMI</b>	Septembre 2012	Aide-mémoire en fin de mission
<b>Consultations de 2013 article IV</b>	Mars 2013.	Délibérations du Conseil en juin 2013
<b>AT de FAD/AFRITAC Centre</b>		
Mission de GFP sur l'exécution budgétaire et l'audit interne	Juillet 2012	Aide-mémoire en fin de mission et rapport final
Mission de GFP sur plan comptable et transition vers comptabilité sur base droits constatés	Juin-juillet 2012	Aide-mémoire en fin de mission et rapport final
Deux missions sur politique fiscale et deux missions sur administration douanière	Exercice 2013	Aide-mémoire en fin de mission et rapport final
<b>AT du Département des statistiques</b>		
Mission(s) amélioration des comptes nationaux et les statistiques de BDP	À définir	Aide-mémoire en fin de mission
Mission amélioration des comptes nationaux trimestriels	Juillet 2012	Aide-mémoire en fin de mission
Mission amélioration des comptes nationaux	Août 2012	Aide-mémoire en fin de mission
<b>AT du Département des marchés monétaires et de capitaux</b>		
Mission(s) sur les stratégies de gestion de la dette et la coordination entre institutions	À définir	Aide-mémoire en fin de mission

### Programme de la Banque mondiale

**Stratégie.** La stratégie d'aide-pays de la Banque mondiale pour 2010-2013 vise à doper la croissance en améliorant la gouvernance, la compétitivité et la prestation de services. La Banque mondiale aidera à promouvoir une croissance plus solidaire en améliorant la compétitivité grâce à i) une augmentation de l'investissement d'infrastructure dans l'énergie, les transports et les télécommunications; ii) des activités destinées à veiller à l'utilisation transparente, équitable et durable des ressources naturelles; et iii) la promotion de chaînes de valeur à fort potentiel et à l'amélioration du climat des affaires. S'agissant de la prestation de services, les principaux axes seront i) le développement humain (éducation et santé); ii) la protection sociale pour contribuer à l'élaboration d'un dispositif de protection sociale fondé sur des programmes ciblés; et iii) le développement local en insistant sur un meilleur accès aux services de base grâce à la mise à niveau des infrastructures et au renforcement des capacités pour une amélioration de la gouvernance locale. La présence de la Banque au Cameroun sera examinée et tout ajustement sera officiellement pris en considération dans un rapport de situation de la Stratégie d'aide-pays de 2012, qui devrait être présenté au Conseil des administrateurs à la fin septembre 2012.

Chaînes de valeur compétitives	Éventuellement une ou deux missions de diffusion : dates à déterminer	Aide-mémoire en fin de mission
Commerce transfrontalier - travail analytique	Éventuellement une ou deux missions de diffusion : dates à déterminer	Projet de rapport à fournir en juin; aide-mémoire à la fin de chaque mission
Institutions financières régionales de la CEMAC	Deux missions (septembre 2012 et mars 2013)	Aide-mémoire en fin de mission
Décentralisation budgétaire	Éventuellement une ou deux missions de diffusion : dates à déterminer	Rapport final à fournir en juin; aide-mémoire à la fin de chaque mission
Capacité de gestion de la dette	Éventuellement une ou deux missions d'AT sur les stratégies d'endettement à moyen terme; dates à déterminer	Plan d'action finalisé à fournir en juin; aide-mémoire à la fin de chaque mission
Assistance technique aux douanes	Éventuellement trois missions : dates à déterminer	Aide-mémoire à la fin de chaque mission
Situation santé du pays	Éventuellement deux ou trois rencontres pour traiter des conclusions du premier volume et préparer les recommandations du deuxième volume.	Le volume 1 sera disponible en oct.-nov. 2012 et le volume 2 d'ici mars 2013
Diagnostic de gouvernance de l'acheminement local des services de santé	Diffusion en oct.-nov. 2012	Rapport disponible d'ici décembre 2012.

<b>B. Demandes de contributions au programme de travail</b>		
<b>Demandes du FMI à la Banque mondiale</b>		
Mise à jour périodique du programme de la Banque mondiale au Cameroun		
Mise à jour économique périodique		
<b>Demandes de la Banque mondiale au FMI</b>		
Mise à jour périodique du cadre macroéconomique		
<b>C. Accord sur les produits et missions conjoints</b>		
Mise à jour de l'AVD	Mai 2012	Délibérations du Conseil en juillet 2012
Mise à jour de l'AVD	Avril 2013	Délibérations du Conseil en juin 2013

## QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE

<b>A. Évaluation de l'adéquation des données aux fins de la surveillance</b>
<p><b>Généralités :</b> Les données communiquées présentent certaines lacunes, mais elles sont globalement suffisantes pour assurer la surveillance. Des améliorations pourraient être apportées sur le plan de la qualité, la couverture et l'actualité de la plupart des ensembles de données macroéconomiques. Ces dernières années, les autorités ont pris l'initiative d'améliorer la base de données macroéconomique, notamment en ce qui a trait aux comptes nationaux et à la balance des paiements.</p>
<p><b>Statistiques de secteur réel :</b> L'Institut national de la statistique du Cameroun (INS) a établi une révision des estimations de comptes nationaux basée sur le Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993). La mise à jour au SCN 2008 est en cours. Le dispositif de recueil et de production de statistiques sur les entreprises a été jugé déficient, rendant difficile l'évaluation de la structure de l'économie et de l'activité des secteurs. Des difficultés particulièrement graves compromettent la qualité des données dans les grands secteurs suivants : agriculture, transformation, distribution de gros et de détail, collectivités locales et services. L'indice de production devrait être revu en profondeur et être intégré avec les composantes pertinentes des comptes nationaux annuels. D'autres domaines soulèvent également des préoccupations, dont la gamme limitée d'indices de prix pour déflater les comptes nationaux et le manque d'information sur l'emploi. Au vu de ces carences, l'assistance technique demeurera essentielle durant les années à venir. Les missions du Département des statistiques en 2009, 2010 et 2011 visaient à renforcer l'établissement de statistiques améliorées de comptabilité nationale, y compris la mise au point de comptes nationaux trimestriels.</p>
<p><b>Statistiques de finances publiques :</b> La qualité des données sur les finances publiques est globalement adéquate au regard de la surveillance, mais il existe des carences en ce qui a trait à la couverture, la périodicité, l'actualité et l'accès. Des rapports trimestriels sur l'exécution globale du budget et sur l'exécution du budget d'investissement sont produits de manière régulière. Malgré ces progrès des améliorations restent nécessaires du point de vue de la qualité, la couverture, l'actualité et la diffusion sur la base du <i>Manuel de statistiques de finances publiques de 2001 (MSFP 2001)</i>. Les faiblesses des données budgétaires comprennent : i) l'établissement incomplet de données sur l'exécution du budget sur la base des engagements et, dans une certaine mesure, sur base caisse, ii) le manque d'information financière sur les collectivités locales, iii) le suivi médiocre des engagements croisés du secteur public et de la dette des entreprises publiques et iv) le manque d'information financière sur les entreprises publiques en général. Les autorités entendent établir des comptes exhaustifs sur base engagement et doter le budget d'une classification fonctionnelle, et elles s'efforceront de suivre les montants en instance. En outre, l'audit engagé sur la dette publique intérieure, qui couvrira les engagements croisés au sein du secteur public et la dette extérieure des entreprises publiques, devrait permettre de renforcer les données sur la dette. Les efforts pour accroître la transparence des opérations financières dans le secteur pétrolier devraient également contribuer à améliorer globalement la communication budgétaire. Des efforts sont également consentis pour recueillir des données sur les opérations des 20 plus grandes entreprises publiques.</p>
<p><b>Statistiques monétaires et financières :</b> La Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) communique au FMI les statistiques monétaires sur une base mensuelle, sous le format des formulaires de déclaration normalisés (SRF) avec un décalage pouvant atteindre deux mois. L'une des principales carences des statistiques monétaires et financières est le manque de données sur les taux d'intérêt offerts par le secteur des institutions financières aux entités non financières sur les dépôts et les prêts. En outre, la situation des institutions de dépôts ne contient pas de données des institutions de micro-finance, lesquelles représentent un secteur en croissance dans le pays.</p>
<p><b>Balance des paiements :</b> Depuis l'assistance technique fournie par le Département des statistiques en mars 2006, les autorités ont commencé à produire des données de meilleure qualité dans des délais raisonnables, mais d'importants retards subsistent. Les données de balance des paiements sont communiquées à intervalle annuel au Département des statistiques, mais avec certains décalages. Les</p>

dernières données communiquées datent de 2010. Les données de dette extérieure sont globalement adéquates aux fins de la surveillance, mais elles ne sont complètes que pour la dette contractée ou garantie par l'État. Les données sont recueillies par la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), qui est chargée de la signature des conventions internationales de prêt et du service des obligations de dette extérieure de l'État. La base de données de la CAA est relativement exhaustive et actualisée et elle contient des données exactes de stock, et produit des projections de flux de service de la dette prêt par prêt, mais des états ne sont pas reçus à intervalle régulier de la part des créanciers.

#### **B. Normes et qualité des données**

Le Cameroun participe au Système général de diffusion des données (SGDD) depuis 2001.

Pas de données RONC disponibles.

#### **C. Communication de données au Département des statistiques (STA)**

Le Cameroun ne communique pas de données aux fins de publication dans le *Government Finance Statistics Yearbook* du FMI, ni dans la section sur les statistiques de finances publiques d'*International Financial Statistics*. La communication de données aux fins des publications de données de balance des paiements du FMI accuse des retards.

**CAMEROUN: TABLEAU DES INDICATEURS COMMUNÉMENT REQUIS POR LA SURVEILLANCE**  
(au 31 mai 2012)

	Date de la dernière observation	Date de réception	Fréquence des données <sup>1</sup>	Fréquence de communication <sup>1</sup>	Fréquence de publication <sup>1</sup>
Taux de change	Mai 2012	Juin 2012	M	M	M
Avoirs et engagements de réserves internationales des autorités monétaires <sup>2</sup>	Déc. 2011	Avril 2012	M	M	M
Monnaie centrale	Avril 2012	Juin 2012	M	M	M
Monnaie au sens large	Avril 2012	Juin 2012	M	M	M
Bilan de la banque centrale	Avril 2012	Juin 2012	M	M	M
Bilan consolidé du système bancaire	Avril 2012	Juin 2012	M	M	M
Taux d'intérêt <sup>3</sup>	Mai 2012	Mai 2012	M	M	M
Indice des prix à la consommation (principales villes)	Février 2012	Avril 2012	M	M	M
Indice des prix à la consommation (national)	Déc. 2011	March 2012	T	T	T
Recettes, dépenses, solde et composition du financement <sup>4</sup> – Administrations publiques <sup>5</sup>	ND	ND	ND	ND	ND
Recettes, dépenses, solde et composition du financement <sup>4</sup> – Administration centrale	Février 2012	Mai 2012	M	M	Données partielles mensuelles
Stock de la dette contractée ou garantie par l'administration centrale <sup>6</sup>	Déc. 2011	Mars 2012	M	M	M
Solde des transactions courantes	Juin 2010	Juin 2011	A	A	ND
Exportations et importations de biens et services <sup>7</sup>	Déc. 2011	Mars 2012	M	M	ND
PIB/PNB	2009	2010	A	A	ND
Dette extérieure brute	ND	ND	A	A	A
Position extérieure globale	ND	ND	ND	ND	ND

<sup>1</sup> Mensuel (M), Trimestriel (T), Annuel (A), et Non disponible (ND).

<sup>2</sup> Comprend les avoirs donnés en garantie ou autrement grevés, ainsi que les positions nettes sur dérivés.

<sup>3</sup> Taux du marché et taux réglementés, y compris les taux d'escompte, ceux du marché monétaire et ceux des bons, obligations et titres du Trésor.

<sup>4</sup> Financement bancaire extérieur et intérieur et financement intérieur non bancaire.

<sup>5</sup> Le secteur des administrations publiques comprend l'administration centrale (fonds budgétaires et extrabudgétaires et caisses de sécurité sociale) et les administrations locales et d'État.

<sup>6</sup> Y compris la composition par monnaie et par échéance.

<sup>7</sup> Biens seulement, les données sur le commerce des services n'étant pas disponibles.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

## *Note d'information au public*

DÉPARTEMENT  
DES  
RELATIONS  
EXTÉRIEURES

Projet de Note d'information au public (NIP) n° 12/83  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
19 juillet 21012

Fonds monétaire international  
700 19th Street, NW  
Washington, D. C. 20431 USA

### **Le Conseil d'administration du FMI conclut les consultations de 2012 au titre de l'article IV avec le Cameroun**

Le 13 juillet 2012, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV avec le Cameroun.<sup>1</sup>

#### **Informations générales**

Le Cameroun a maintenu la stabilité macroéconomique et l'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) a nettement réduit le fardeau de la dette. Pour autant, le revenu par habitant n'a enregistré pratiquement aucune croissance au cours des cinq dernières années, en dépit d'une base de production relativement diversifiée.

Le rebondissement économique de 2010 s'est confirmé en 2011, avec une croissance atteignant 4,2 % (au lieu de 2,9 % en 2010), malgré une baisse de la production pétrolière. Cette baisse est imputable au vieillissement des équipements et à l'ajournement de certains investissements suite à la crise financière mondiale de 2008-09. L'inflation moyenne a grimpé à 2,9 % en 2011 (au lieu de 1,3 % l'année précédente), ce qui reflète principalement une augmentation des prix des produits alimentaires. En 2011, les soldes extérieurs ont profité de l'évolution positive des prix des produits de base, mais le déficit du compte courant (dons compris) s'est creusé de 3 % à 4,1 % du PIB, sous l'effet d'une progression de 16 % du volume des importations.

La situation budgétaire de l'État est restée difficile en 2011. Les recettes non pétrolières se sont caractérisées par des recettes de taxes sur la valeur ajoutée (TVA) inférieures aux montants

---

<sup>1</sup> Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des données économiques et financières, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui sert de cadre aux délibérations du Conseil d'administration. À l'issue de ces délibérations, le Directeur général, en qualité de Président du Conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. Les termes convenus qui sont utilisés dans les résumés sont expliqués à l'adresse

<http://www.imf.org/external/french/np/sec/misc/qualifiersf.htm>.

budgetisés, essentiellement parce que les paraétatiques n'ont pas été en mesure de satisfaire à leurs obligations relatives à la TVA. L'insuffisance des recettes non pétrolières a été compensée par des recettes pétrolières exceptionnelles du fait de l'envolée des prix internationaux du pétrole. Du côté des dépenses, l'exécution du budget a été marquée par la nécessité de régler les ordres de paiement passés non réglés, les pressions exercées par les subventions aux combustibles et des dépassements d'autres transferts courants. C'est pourquoi, le déficit primaire hors pétrole, sur une base de caisse, s'est détérioré de 5,7 % à 8,5 % du PIB non pétrolier et le déficit budgétaire global, sur une base caisse, a atteint 3,4 % du PIB au lieu de 2,3 % l'année précédente.

La situation du système bancaire reste préoccupante à cause des difficultés financières de 4 (éventuellement 5) banques sur les 13 banques commerciales, d'une concentration excessive du crédit bancaire, de ressources insuffisantes consacrées à l'organe de supervision régionale et de lacunes dans le cadre actuel de résolution des banques en difficulté. Les indicateurs de solidité du secteur financier se sont détériorés en 2011 et les prêts improductifs ont augmenté d'environ 17 %. En même temps, le nombre de banques qui ne respectaient pas les principaux ratios prudentiels a continué à augmenter.

La croissance économique devrait légèrement progresser dans le cadre des politiques actuelles. D'après leurs projections, les services du FMI estiment que le PIB réel augmentera progressivement de 4,2 % en 2011 à 5½ % en 2016. La croissance hors pétrole devrait être étayée par les efforts déployés actuellement pour doper la productivité et la compétitivité agricoles, par de grands projets d'investissements publics ainsi que par des mesures destinées à améliorer le climat des affaires. Le secteur pétrolier devrait doper la croissance du PIB réel en 2012-17, ce qui reflète l'exécution des investissements prévus à la suite des efforts de recherche couronnés de succès. L'inflation devrait se maintenir en dessous du critère régional de convergence de 3 %.

### **Évaluation du Conseil d'administration**

En achevant les consultations de 2012 au titre de l'article IV avec le Cameroun, les administrateurs ont souscrit à l'évaluation effectuée par les services du FMI, comme suit :

La croissance économique se poursuit à un rythme modéré et l'inflation mesurée reste inférieure au plafond de 3 % fixé dans le cadre de la convergence régionale. Toutefois, les perspectives sont exposées à des risques liés à un éventuel ralentissement de l'économie mondiale, et en particulier de l'économie européenne, à la plus grande vulnérabilité du secteur financier, ainsi qu'à l'impact de la hausse des subventions aux carburants et de l'encours des arriérés de paiements intérieurs sur la viabilité budgétaire.

Il faut s'attaquer aux problèmes considérables qui se posent dans le cadre du budget 2012 pour éviter une nouvelle détérioration de la situation budgétaire. Ces problèmes résultent de la sous-budgétisation des subventions aux carburants, de l'accumulation de nouveaux arriérés en 2011 et des passifs conditionnels des entreprises publiques et des banques en difficulté. Pour préserver la viabilité budgétaire à moyen terme, il faudra prendre des mesures correctrices,

notamment mieux mobiliser les recettes non pétrolières, limiter les subventions aux carburants, éviter l'accumulation d'arriérés de paiements intérieurs et reconstituer une marge de manœuvre budgétaire.

La gestion des finances publiques reste préoccupante. L'audit des arriérés de paiement qui est en cours doit être achevé et un plan adopté en vue de l'apurement des arriérés audités. Il faut aussi améliorer la gestion des dépenses publiques en renforçant le contrôle de la chaîne de la dépense et assurant un meilleur suivi des flux de ressources financières.

L'augmentation du nombre de banques en difficulté et les retards observés dans leur restructuration, la concentration du crédit bancaire à la raffinerie nationale de pétrole et les répercussions de l'accumulation d'arriérés sont des risques pour la stabilité du secteur financier. Un cadre régional efficace et une meilleure coopération entre les instances nationales et régionales sont indispensables pour assurer une stabilité financière durable. En tant que principale économie de la zone CEMAC, le Cameroun doit prendre des initiatives pour faire progresser les réformes qui s'imposent dans le secteur financier à l'échelle régionale.

Pour le Cameroun, l'une des grandes priorités est de réaliser une croissance plus élevée et plus solidaire, en s'attaquant au déficit considérable des infrastructures et en améliorant le climat des affaires. Pour accélérer la croissance modérée affichée par le Cameroun ces dernières années, il faudra exécuter dans son intégralité un vaste programme d'investissement public. La compétitivité du Cameroun reste freinée par des facteurs structurels. Pour améliorer le climat des affaires, les autorités devront s'attaquer aux problèmes de gouvernance, approfondir le dialogue avec le secteur privé, accroître l'intermédiation financière et améliorer l'accès au crédit.

Le risque de surendettement du Cameroun reste faible. Toutefois, il est indispensable de réduire les arriérés de paiement intérieurs et de maintenir une politique d'emprunt prudente pour préserver la viabilité de la dette. Les indicateurs de la dette publique se sont détériorés depuis 2011 en raison de l'impact des arriérés intérieurs sur la dette intérieure et de la nécessité de couvrir le déficit de financement par une titrisation accrue. L'augmentation des passifs quasi-budgétaires d'entreprises d'État et de banques en difficulté, ainsi que les emprunts extérieurs non concessionnels constituent de nouvelles sources de vulnérabilité. Il serait bon de réformer le mécanisme des subventions aux carburants, de mieux contrôler les engagements et de contracter des emprunts concessionnels dans la mesure du possible pour préserver la viabilité globale de la dette.

**Les notes d'information au public (NIP)** s'inscrivent dans le cadre des efforts que déploie le FMI pour promouvoir la transparence de ses prises de position et de son analyse de l'évolution et des politiques économiques. Les NIP sont diffusées avec le consentement des pays concernés, à l'issue de l'examen par le Conseil d'administration des rapports sur les consultations au titre de l'article IV avec les pays, de la surveillance de l'évolution économique à l'échelle régionale, du suivi post-programme et des évaluations ex post de la situation des pays membres où le FMI a appuyé des programmes sur une longue durée. Les NIP sont aussi diffusées à l'issue de l'examen des questions de politique générale par le Conseil d'administration, sauf si le Conseil en décide autrement.

## Cameroun: Principaux indicateurs économiques et financiers, 2010–13

	2010	2011	2012	2013
	Réel	Est.	Proj.	Proj.
	(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)			
<b>Revenu national et prix</b>				
PIB à prix constants	2.9	4.2	4.7	5.0
Pétrole	-12.1	-7.3	16.2	6.8
Hors pétrole	3.7	4.7	4.3	4.9
Déflateur du PIB	3.0	2.9	2.0	2.9
Prix à la consommation (moyenne sur 12 mois)	1.3	2.9	3.0	3.0
<b>Commerce extérieur</b>				
Volume d'exportations	-0.5	6.3	9.8	6.8
<i>Dont</i> : secteur non pétrolier	3.1	9.4	7.0	7.4
Volume des importations	4.9	15.6	7.9	7.8
Termes de l'échange («-» = détérioration)	16.0	2.4	-6.8	2.2
<b>Monnaie et crédit (fin de période)</b>				
Avoirs intérieurs nets <sup>1</sup>	8.9	18.0	8.3	8.2
Crédit net au secteur public <sup>1</sup>	-1.6	5.7	2.7	2.9
Crédit au secteur privé	8.2	28.3	10.0	9.2
Monnaie au sens large (M2)	11.3	10.6	6.0	7.2
	(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)			
<b>Opérations de l'administration centrale</b>				
Total recettes (dons exclus)	16.8	18.4	18.4	18.2
Recettes non pétrolières (% du PIB hors pétrole)	13.3	14.2	14.3	14.4
Total dépenses	18.6	21.7	22.0	22.3
Solde budgétaire global (y compris paiement des arriérés)				
Dons exclus	-2.9	-3.9	-4.4	-4.3
Dons inclus	-2.3	-3.4	-3.9	-3.8
Solde primaire hors pétrole (% PIB hors pétrole)	-5.7	-8.5	-9.0	-9.1
<b>Secteur extérieur</b>				
Solde transactions courantes (dons inclus)	-3.0	-4.1	-4.7	-4.2
Réserves imputées (% monnaie au sens large)	65.6	52.9	47.8	43.7
Dette publique				
Total	12.1	13.7	17.2	20.0
Extérieure	6.5	7.6	8.9	9.8

Sources: Autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Pourcentage de la monnaie au sens large en début de période.